

# INPRECOR

## INTERCONTINENTAL PRESS



### LES ÉMEUTES DE L'ÉTÉ ANGLAIS

La situation en Pologne  
à la veille du IXe Congrès du POUP

## Sommaire du n° 106 du 20 juillet 1981

3	GRANDE-BRETAGNE	Le gouvernement Thatcher secoué par les émeutes	Dave HAYES
5		« Aller au socialisme à partir de mobilisations dans les entreprises est une illusion... »	Tony BENN
10		Ce qui nous sépare de Tony Benn	Phil HEARSE Brian HERON
13	FRANCE	Les partis ouvriers ont une très large majorité absolue au Parlement	Jeannette HABEL
16		Déclaration commune du PS et du PCF	Document
21	SALVADOR	Le FMLN accentue son emprise sur les campagnes	Michel ROVERE
24	MEXIQUE	Le PRT est légalisé	Fernando ZAMORA
25	IRAN	Liberté pour Faranak Zahraie et Monavar Shir Ali !	INPRECOR
26	POLOGNE	La situation à la veille du IXe Congrès du POUP	Cyril SMUGA Paul BOTTERMAN
31	MAROC	Face à la crise, le régime néocolonial déclenche la répression	Secrétariat unifié de de la IVe INTERNATIONALE
32	ALGERIE	Le mouvement berbère, point sensible de la crise du régime	René MASSIGNON
33		Lettre ouverte des prisonniers d'El Harrach au président Chadli	Document
34		Appel du Collectif femmes d'Alger	Document

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.  
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

## ABONNEMENT 25 NUMÉROS PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux à  
adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil, France.

Virements à « PEC », BNP, agence Robes-  
pierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil,  
France, compte numéro 230179/90.

*Inprecor*, abonnement un an  
pour tous pays 180 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient et Afrique  
du Nord 200 FF ; Afrique et Amériques  
230 FF ; Asie 245 FF.

Pli fermé : France 250 FF ; tous les autres  
pays (par voie de surface) 280 FF ; pli fermé  
par avion, écrire à *Inprecor*.

### POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Bureau distributeur |-----|

Pays |-----|

## Le gouvernement Thatcher secoué par les émeutes

**F**OUTEZ le camp ! Ecrivez toute la merde que vous voulez. Dites que c'est politique, ou quelque chose comme ça. Ça pourrait tout expliquer. Qu'est-ce que vous foutriez, vous, si vous habitez ici ? On n'a besoin de personne pour nous dire la merde que c'est ici. Quelquefois, parmi tous ceux qu'on connaît, y en a pas un qu'a trouvé du travail ! Est-ce que vous habiteriez dans ces pièges à rats ? » (Interview de jeunes émeutiers, *The Observer*, 12 juillet 1981.)

Depuis plus d'une semaine, les Britanniques branchent le soir leur télé pour savoir quelle sera la prochaine ville anglaise touchée par l'incendie. La couleur de la dernière robe de lady Diana Spencer ne fait plus la une des journaux.

Ce n'est pas la première fois que les jeunes Noirs, souvent en compagnie de jeunes Blancs, se battent contre la police, contre les bandes fascistes ou pillent des magasins. L'année dernière, l'explosion avait surgi dans un quartier noir de Bristol. Et la commission d'enquête désignée par le gouvernement pour faire la lumière sur le « soulèvement » dans le quartier noir de Brixton en avril dernier venait juste de se mettre au travail lorsque les nouvelles émeutes ont éclaté.

Mais la différence cette fois-ci, c'est l'échelle et l'intensité des affrontements. Plus personne ne parle de bouffée de violence qui serait le fait de voyous. On parle maintenant de la Grande-Bretagne dans l'émeute, et les journaux les plus sérieux se réfèrent à l'expérience des émeutes aux Etats-Unis.

Jusqu'à présent, dix villes ont été atteintes et plus de 500 policiers ont été blessés. Les dommages se comptent en millions de livres et 1000 personnes ont été arrêtées.

L'explosion de colère des jeunes n'est pas seulement une réponse au racisme, même s'il s'agit d'un facteur important. Le racisme institutionnalisé provoque un fort pourcentage de chômage chez les Noirs, favorise la constitution de ghettos misérables et nourrit la tactique de harcèlement des flics. Mais il s'agit là d'un trait permanent de la plupart des villes britanniques. Mais pourquoi est-ce qu'une interpellation raciste — ce qui se produit tout le temps — a transformé Brixton et Toxteth (Liverpool) en zone de combats de rue où plus d'un millier de jeunes, Blancs et Noirs confondus, se sont affrontés pendant des heures aux policiers ? La seule explication possible, c'est l'accélération de la crise sociale et économique provoquée par la poursuite de la politique économique « monétariste » du gouvernement de Margaret Thatcher.

Fondamentalement, son but était d'affaiblir la force organisationnelle de la classe ouvrière britannique au travers du développement d'un chômage massif, et afin de restaurer les taux de profit du capitalisme britannique.

En deux ans, le chômage a doublé, atteignant maintenant 11 % de la population active. Si l'on ne compte pas les jeunes qui poursuivent des études, 51 % des jeunes de moins de 18 ans sont sans emploi, et les prévisions des services de la main-d'œuvre annoncent que ce pourcentage atteindra 62 % au second trimestre 1982.

A Toxteth, là où les émeutes ont été les plus graves, le taux de chômage atteint les 40 %. Tout le monde s'attend à ce qu'il y ait 3 millions de chômeurs d'ici la fin de l'année. Le dernier rapport de l'OCDE annonce que l'économie britannique va connaître une baisse de 1,5 % de son activité cette année et aura la plus faible reprise, avec 0,25 %, de tous les pays membres de l'OCDE, l'année prochaine.

Les images que l'on a pu voir à la télévision, de ces ménagères, qui n'avaient jamais lancé une brique de leur vie et que l'on a pu voir sortir des magasins pillés les bras remplis,

indiquent assez bien la profondeur de la crise sociale que traverse la Grande-Bretagne. Les études les plus sérieuses établies par le Child Poverty Action Group montrent qu'une personne sur sept vit en-deça du seuil de pauvreté.

Un élément important à noter au cours de ces émeutes, c'est que des milliers de jeunes se sont sentis suffisamment forts et organisés pour prendre l'avantage sur les forces de police et, dans certains cas, les refouler hors de leurs quartiers.

Mais ces émeutes signifient également que la police britannique va adopter rapidement les méthodes d'organisation et d'intervention propres aux polices du continent, notamment par la création d'unités spécialisées contre les émeutes...

Et les chefs de la police britannique prennent tout naturellement comme modèle le Royal Ulster Constabulary (RUC) qui opère aux côtés de l'armée britannique en Irlande du Nord. Pour la première fois, le gaz CS, utilisé en Irlande du Nord, a été employé contre les émeutiers de Liverpool.

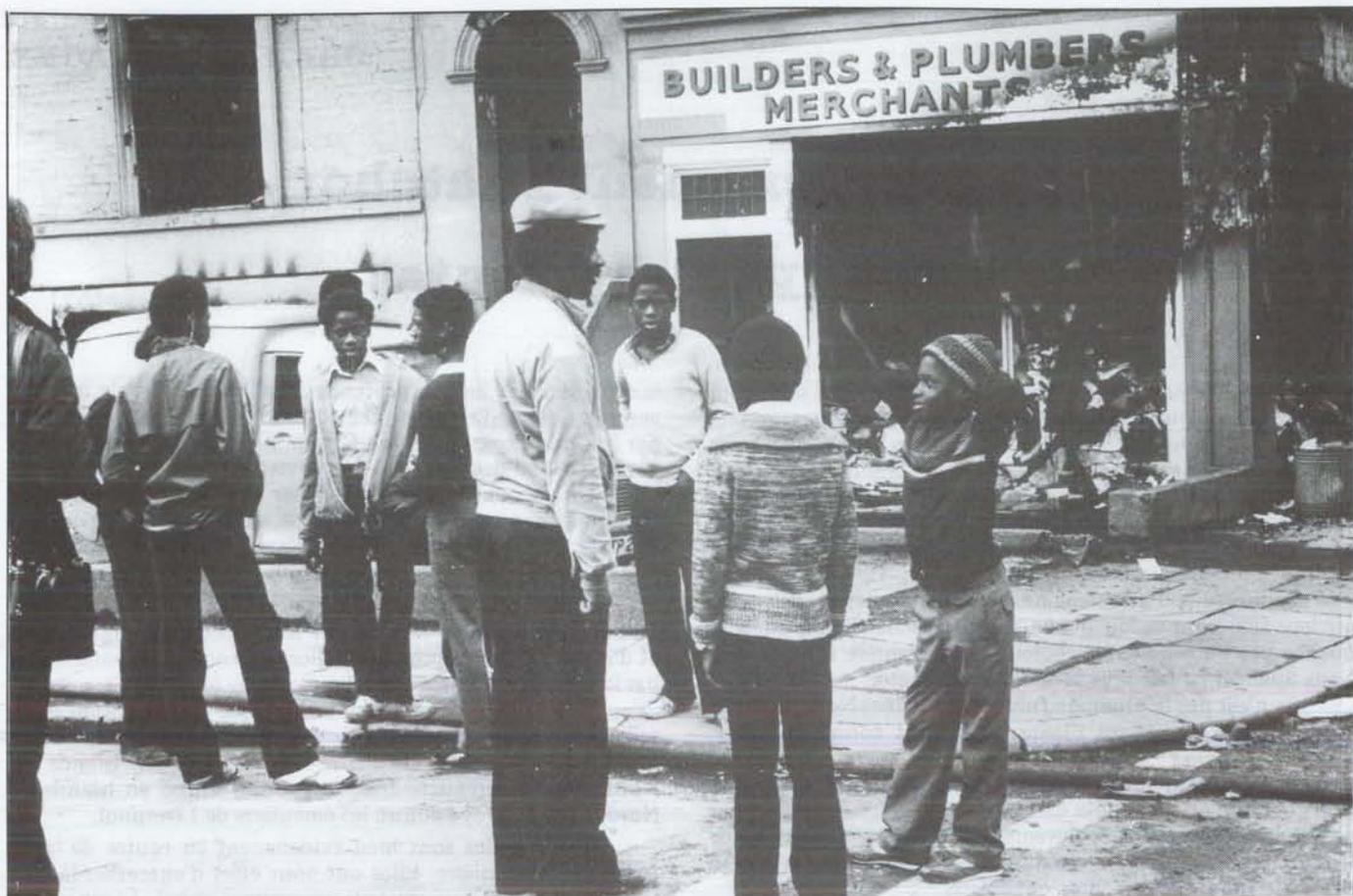
Les émeutes sont bien évidemment au centre de la vie politique britannique. Elles ont pour effet d'exacerber la crise interne du Parti conservateur au gouvernement. L'opposition du Parti travailliste se voit renforcée par la situation, mais la réponse à apporter à ces émeutes divise la gauche aussi bien à la base que dans ses directions.

Le 9 juillet, une réunion du cabinet a vu l'adoption de plusieurs mesures. Outre le renforcement en matériel anti-émeutes des forces de police, plusieurs mesures légales anti-démocratiques ont été proposées. Pour une durée d'un mois, tous les rassemblements ou réunions de masse sont interdits à Londres en vertu du Public Order Act. Le Riot Act (Loi anti-émeute), repoussé par le Parti travailliste en 1967, pourrait être remis en vigueur. Cela signifierait officiellement qu'il y a une situation de déstabilisation, et qu'après que l'on ait déclaré officiellement que telle ou telle zone était en proie à l'émeute, que toute personne qui y serait découverte pourrait être automatiquement arrêtée pour comportement émeutier. Par ailleurs, le gouvernement envisage de créer des tribunaux spéciaux pour juger les personnes arrêtées, et l'on envisage, si la police ne suffit pas à la tâche, de faire appel à l'armée.

La querelle a ressurgi au sein du gouvernement. On dit que Edward Heath a fait un tournant à 180 degrés après que le chef de la police en Ecosse lui ait dit qu'il n'était plus en mesure de garantir l'ordre public. Margaret Thatcher a expliqué qu'elle ne modifierait pas sa politique. Mais Jim Prior, le ministre de l'Emploi et le dirigeant de l'aile modérée du gouvernement (les « mouillés »), propose un plan public d'un milliard de livres pour la formation de la jeunesse. Cela porterait un coup sérieux aux réductions des dépenses publiques prévues par Margaret Thatcher pour l'année prochaine.

Le dilemme auquel elle doit faire face est réel : d'un côté, elle est parvenue à réduire l'inflation, à rendre la balance des paiements excédentaire, tandis que certains bastions de la classe ouvrière, comme l'industrie automobile, ont subi de réelles défaites, tant sur la question de l'emploi que sur celle des salaires. Mais, par ailleurs, l'aile modérée au sein de son propre parti se voit renforcée dans ses convictions qu'il faut infléchir cette politique, en expliquant que trop de chômage se révèle contre-productif si cela crée du désordre social.

Margaret Thatcher comprend elle aussi parfaitement que la hausse du chômage pourrait signifier de nouvelles flambées de violences et lui coûter les prochaines élections. Pourtant, il semble que, loin d'accepter le plan Prior, elle soit décidée à



Comme aux Etats-Unis, des émeutes de la misère, du chômage et de la peur. (DR)

développer encore plus la répression et à porte. de nouvelles atteintes aux droits démocratiques.

Le Parti travailliste a saisi au Parlement l'occasion de ces émeutes pour dénoncer en Margaret Thatcher le « véritable vandale », du fait de sa politique économique. Michael Foot, le dirigeant du Parti travailliste, a lancé un appel pour qu'on enquête sur les conditions existant dans les grandes villes. Dans le même temps, la politique officielle du Parti travailliste a été de condamner la violence et de défendre la police. La base du parti a pris des positions plus radicales dans une série de zones, en recoupant le débat en cours entre la droite et la gauche travailliste et la compétition entre Tony Benn et Denis Hailey pour le poste de vice-président du parti. Ken Livingstone, du Conseil de Londres, a défendu les habitants d'origine asiatique du quartier de Southall « qui luttent pour leur liberté » contre les fascistes et a demandé leur libération.

Un tract des Jeunesses socialistes du Parti travailliste de Liverpool expliquait : « Nous défendons tous ceux qui ont été arrêtés au cours des derniers événements, et nous demandons leur libération immédiate. » Ce tract a causé une tempête politique au niveau national ; il a été désavoué par le secrétaire du Parti travailliste Ron Hayward. Selon le *Financial Times* du 10 juillet, Michael Foot serait disposé à soulever le problème du rôle des trotskystes au sein du Parti travailliste qui ont distribué des tracts au cours des émeutes, lors de la prochaine réunion de la Commission nationale exécutive...

Un militant travailliste local, engagé dans le Comité de défense de Brixton, a été présenté à la presse comme l'instigateur des troubles. Les fables de la presse sur les quatre hommes masqués « qui coordonnent les émeutes » ou qui fait état de ces escouades d'émeutiers qui vont de ville en ville, font maintenant le procès de la gauche travailliste et identifie les partisans de Tony Benn aux pillards.

En ce qui les concerne, Michael Foot et la direction travailliste s'en tiennent, dans leurs attaques contre Margaret Thatcher, à la propagande la plus abstraite et ne font pas le moindre geste de solidarité vis-à-vis de la jeunesse noire ou blanche, ils n'élèvent aucune critique contre l'action de la police et ne font pas la moindre campagne contre les législations anti-démocratiques.

Les émeutes sont intervenues après une série de manifestations de masse et d'initiatives soutenues par le Parti travailliste et le Trades Union Congress (TUC) contre le chômage. Des dizaines de milliers de personnes ont pris part aux manifestations régionales, et près de 80 000 personnes ont participé, il y a juste un mois, à la phase finale de la Marche contre le chômage partie de Liverpool en direction de la capitale. Cette semaine, le TUC a publié un document pour la rénovation des quartiers populaires insalubres, en demandant que 500 millions de livres soient investis dans ce projet.

Pour de nombreux partisans de Tony Benn et la gauche révolutionnaire, les émeutes confirment l'analyse qu'ils font sur la polarisation sociale croissante et la volonté de contre-offensive de la jeunesse et des travailleurs. Transformer cette colère en action politique, une fois que cette vague d'émeutes se sera essoufflée, sera plus difficile. Des campagnes spécifiques en direction de la jeunesse noire et blanche, dans le cadre des initiatives générales des campagnes du Parti travailliste et du TUC, sont nécessaires.

Comme par exemple la mise sur pied de commissions d'enquête du Parti travailliste et des syndicats sur les méthodes de la police, l'organisation de centres de chômeurs autogérés, et des campagnes contre le racisme et les groupes fascistes.

Jusqu'à présent, le Parti travailliste et le TUC ont entendu limiter le rôle des jeunes dans leurs campagnes. Enfin, il faut engager, à partir du Parti travailliste et du TUC, une vigoureuse campagne contre les atteintes aux libertés démocratiques et notamment contre l'interdiction des manifestations à Londres.

Alors que les agressions des groupes racistes se poursuivent (une mère pakistanaise est morte carbonisée avec ses deux enfants lors d'un attentat raciste), et que la police a investi massivement les ghettos, l'été risque d'être chaud en Grande-Bretagne. ■

Dave HAYES  
14 juillet 1981.

# « Aller au socialisme à partir des mobilisations dans les entreprises est une illusion... »

Une interview de Tony Benn, leader de la gauche travailliste

— « SOCIALIST CHALLENGE » : Pourquoi êtes-vous candidat au poste de vice-président du Parti travailliste ? Quel succès a eu votre campagne jusqu'à ce jour ?

— Tony BENN : Officiellement, il s'agit d'élire le vice-président du parti. C'est cependant la première élection qui va se faire avec une participation élargie, pour laquelle beaucoup se sont battus avec acharnement. Le type de participation élargie (1) pour le processus d'élection des dirigeants auquel nous sommes arrivés est satisfaisant ; c'est celui que je défends.

Cette élection constitue donc un test pour ce nouveau mécanisme, dont les avantages sont au nombre de trois.

En premier lieu, il s'agit de l'ouverture d'un véritable débat politique. Ce débat a eu lieu d'abord dans les conférences syndicales, où cela n'est traditionnellement pas le cas, car maintenant il y a un choix à faire.

Deuxièmement, dans les sections locales (*constituencies*), la discussion s'est centrée sur les grands principes de la politique du parti.

Enfin, dans une certaine mesure, il s'agit d'une anticipation sur l'application de la clause 5 des statuts de parti (2). Si le choix du vice-président se fait réellement au travers des assemblées, il sera extrêmement difficile à quiconque d'exercer son droit de veto. Et je serais très surpris si les effets de cet exercice de la démocratie, que l'on voit appliquée dans le mouvement syndical, se limitaient au seul choix du vice-président du parti.

Cette procédure a également mis en évidence ce que beaucoup suspectaient : l'existence, dans les échelons supérieurs du parti, d'un bloc de gens qui sont opposés au principe d'une telle élection. Aérer les salles enfumées a donc été une bonne chose.

— Etant donné les prises de position de Clive Jenkins à propos de la bataille sur les questions de direction, vous devez être particulièrement encouragé par la décision de l'ASTMS (3) de vous soutenir ?

— Je le suis réellement. C'est en fait logique, dans la mesure où l'ASTMS appuie les positions politiques qui sont dans mon programme. Au fur et à mesure que les conférences syndicales se tiennent, les prises de position politiques s'améliorent. C'est le produit de l'agitation et des débats qui ont lieu. Ainsi, l'USDAW a pris

position en faveur du désarmement nucléaire unilatéral et l'APEX (4) s'est prononcée pour le contrôle, par l'exécutif national du Parti travailliste, de la rédaction du Manifeste électoral. La contribution des syndicats au débat se trouve ainsi radicalisée par ces discussions. Dans certains cas, cela est dû au choix qui doit être fait sur les questions de direction du parti.

— Les militants syndicaux s'impliquent ainsi dans les conflits internes du Parti travailliste, en particulier afin d'impulser le combat pour un fonctionnement démocratique et en soutenant votre campagne. Ne pensez-vous pas que les dirigeants du Parti travailliste, notamment l'aile gauche, devraient soutenir activement les autres ouvriers qui se déroulent au niveau des entreprises ? Ne pensez-vous pas que les dirigeants du Parti travailliste devraient appeler à la mobilisation pour combattre les menaces de chômage ?

— Si vous parlez d'un engagement dans les conflits sociaux, alors j'ai beaucoup de choses à dire. Il y a quelques jours encore, je me trouvais dans l'usine de jeans Lee, et je viens à l'instant d'envoyer un message aux travailleurs de Lawrence-Scott. J'ai toujours considéré que cela faisait partie intégrante de l'activité d'un député du Parti travailliste. Ne suis-je pas aussi un syndicaliste ? Je ne pense pas toutefois qu'il revienne aux parlementaires de dire aux gens ce qu'ils

doivent faire. Il est toujours facile pour quelqu'un qui n'est pas directement impliqué d'appeler les autres à faire de grands sacrifices. Je pense que c'est à eux qu'il revient de choisir, et le rôle du Parti travailliste est de les soutenir.

— Comme dirigeant du mouvement dans son ensemble, ne pensez-vous pas qu'il faille appeler à l'action pour en finir avec l'actuel gouvernement ?

— La marche populaire pour l'emploi a été une action importante parce que l'initiative en est venue du Nord-Ouest (6). Elle n'a pas été organisée à l'appel du Conseil général du Trade Union Congress (7), qui ne l'a soutenue que tardivement. Je ne pense pas qu'il aurait été utile que le Comité exécutif national du Parti travailliste ait lancé un appel en faveur de cette marche.

Je pense que le rôle d'une direction est d'analyser, d'expliquer, d'encourager, de soutenir plutôt que d'ordonner ou de lancer des appels.

Sinon les choses ne peuvent pas marcher. Les gens directement engagés le seraient sur la base de consignes et non sur la base de leurs propres débats et motivations. Je pense, il faut le dire, que l'idée selon laquelle l'impulsion doit venir d'en haut est le produit d'une illusion élitiste de la gauche. Sur toutes les autres questions, la gauche dit que c'est à la base que doit revenir l'initiative, mais sur cette question, ce serait à la direction qu'il re-

1. En 1980, la Conférence annuelle du Parti travailliste a voté une modification des procédures pour l'élection du président et du vice-président du parti. Auparavant, elle était du seul ressort des parlementaires travaillistes. La Conférence extraordinaire de Wembley en janvier 1981 a défini les détails de cette participation élargie. Dans la nouvelle formule, le collège électoral est formé à 40 % par les syndicats, à 30 % par les parlementaires et à 30 % par les sections locales du Parti travailliste. Les votes ont lieu lors de la Conférence annuelle.

2. La clause 5 des statuts du Parti travailliste traite des normes de fonctionnement interne.

3. ASTMS (Association of Scientific, Technical and Managerial Staff) : syndicat d'employés qui a connu une croissance rapide de ses effectifs au cours des dix dernières années. Il organise, dans le secteur public et le privé, les informaticiens, les professeurs d'université, les employés de bureau, de la banque et du commerce, les cadres moyens, les techniciens, etc.

4. USDAW (Union of Shopworkers, Distributive Trades and Allied Workers) : syndicat

des employés de commerce et des grands magasins.

APEX : syndicat des cols blancs.

5. Référence au combat mené par la gauche travailliste pour que ce soit l'ensemble du parti, représenté par le Comité exécutif national, qui contrôle le contenu du Manifeste électoral. Traditionnellement, le Manifeste était élaboré par la direction du groupe parlementaire. L'un des principaux griefs des militants du parti était que la ligne politique décidée lors des Conférences ne se retrouvait pas dans le Manifeste électoral soumis au bon vouloir des parlementaires qui pouvaient ainsi mettre de côté les mesures les plus radicales qui avaient été adoptées.

6. La région nord-ouest du TUC. Le Trade Union Congress est organisé à l'échelle régionale ; les régions peuvent prendre des initiatives dans le cadre de la politique nationale du TUC.

7. Le Conseil général du TUC est l'organisme dirigeant de la confédération syndicale entre deux Congrès. Ses membres sont les représentants des syndicats les plus importants et de certains plus petits. Il est élu lors du Congrès.

viendrait de lancer des appels. Il y a là une certaine contradiction...

— Peut-on poser le problème autrement ? Il y a, à la base, de nombreux militants qui pensent qu'une direction nationale a un rôle essentiel à jouer en ce moment, afin que l'action menée soit efficace. Par exemple, à l'usine Rover, ils sont prêts à passer à l'action, ils ont voté des résolutions dans ce sens, mais ils sont conscients que, seuls et isolés, leurs chances d'aboutir sont faibles comparées à celles qu'ils auraient sur la base d'un appel national...

— Oui, je suis d'accord..., mais alors vous devez...

— ... Ils se tournent alors vers les dirigeants nationaux...

— Alors vous devez établir les liens nécessaires. L'accord tripartite entre les syndicats des mineurs, de la sidérurgie et des chemins de fer est une chose utile (8), de même que les comités communs de délégués d'atelier (*shop-stewards*). Mais si, en dernière instance, vous dites que nous devons renverser le gouvernement par des actions au niveau des entreprises, mon opinion est que la construction du socialisme est impossible sans que l'on ait auparavant convaincu. On peut réussir un coup d'Etat, mais jamais un coup d'Etat ne s'assurera un large soutien.

Si donc je peux être favorable à une grève générale pour défendre un acquis, l'idée qu'un raccourci est possible pour aller au socialisme, à partir de mobilisations dans les entreprises, est une illusion, une des plus grandes illusions. Lorsqu'un gouvernement travailliste sera élu sur la base d'un programme radical, des pressions considérables seront exercées sur lui, par la communauté internationale, par les banquiers, etc. Et si à ce moment-là vous ne pouvez pas vous appuyer sur un soutien massif des travailleurs, vous ne pourrez pas résister à ces pressions. Le raccourci vers le pouvoir, via la mobilisation dans les entreprises, est à mon avis une vision « révolutionnariste », non pas révolutionnaire.

Je suis probablement en désaccord là-dessus avec *Socialist Challenge*. Mais, pour moi, il faut agir sur la base d'un certain consensus ; il faut soutenir ceux qui sont mobilisés et ne pas tenter de créer une direction dont le rôle serait de dire aux gens ce qu'ils doivent faire, la grève ou l'affrontement avec le gouvernement sur une question budgétaire d'ordre local. Cela est faux.

— Mais ne pensez-vous pas que les positions évoluent à partir de l'action et pas seulement à partir des débats...

— Oui, mais je ne suis pas contre l'action.

— Mais les grèves des mineurs qui se sont déroulées récemment pouvaient potentiellement renverser le gouvernement. C'était là une possibilité très

concrète. Pensez-vous qu'il s'agissait de quelque chose de positif ou de négatif ? Pensez-vous qu'il fallait les appuyer ? En d'autres termes, en 1974, il y a peu de doutes que c'est la grève des mineurs qui a conduit à la chute du gouvernement (9) en créant les conditions de sa défaite aux élections générales. Pensez-vous que cette lutte aurait dû être soutenue par les parlementaires travaillistes ?

— J'ai appuyé les mineurs en 1974 et en 1972, mais je pense que les discours « révolutionnaristes » ne peuvent que décevoir sérieusement les gens, lorsque seule une minorité dans ce pays se reconnaît dans un projet socialiste. Que l'évolution de la conscience se fasse à travers l'action et le combat n'a rien à voir avec le fait de dire à d'autres d'entamer le combat pour remplacer le système, avec l'espoir que vous pourrez alors bâtir le socialisme. Cela vous mène rapidement au stalinisme.

— Vous avez dit que le prochain gouvernement travailliste qui serait élu sur la base d'un programme radical devrait tenter de mettre en œuvre le Manifeste de 1974, ce qui inclut une redistribution fondamentale de la richesse et du pouvoir en faveur des travailleurs et de leurs familles. Cela signifierait sûrement un conflit majeur avec les banques, les institutions financières, le Fonds monétaire international, etc. A l'évidence, dans cette hypothèse, vous aurez besoin d'un soutien populaire massif ...

— Sans aucun doute, nous en aurons besoin ...

— Mais n'aurez-vous pas besoin d'autre chose, notamment de contrôler le véritable pouvoir, celui de l'argent, de la haute finance, des grands monopoles, en un mot des leviers essentiels ? En d'autres termes, la première étape n'est-elle pas de s'assurer le contrôle de ces leviers ?

— Alors vous devez débattre de la politique du Parti travailliste. Il n'est pas bon que ce soit moi seul qui dise comment les choses doivent aller. Je dois en convaincre le Parti travailliste ...

— ... Mais vous personnellement, vous êtes en faveur de cela ?

— Je suis d'accord avec la clause 4 (10). Je pense que le processus par lequel on applique la clause 4 doit commencer

par un travail d'éducation du parti sur l'actualité du socialisme. Depuis 40 ans, personne n'a parlé du socialisme dans le parti. Dans l'ensemble, je crois que les idées socialistes sont probablement aujourd'hui plus fortes, car pas mal d'agitation socialiste a été faite dans ce pays ces dernières années. L'expérience des affaires conduira à la revendication de changements plus radicaux et si vous dites, et je crois que vous avez raison, que la communauté financière internationale pourrait tenter d'exercer des pressions considérables sur un gouvernement travailliste nouvellement élu, vous devez vous appuyer sur les syndicats, le parti et l'opinion publique qui a voté pour vous.

Mais si vous voulez dire que ce qui se pose, c'est le problème d'Allende, alors je ne me préoccuperais pas de tous ces problèmes politiques. Je serais à la campagne et je ferais des exercices de nuit. J'appelle cela du bavardage « révolutionnariste ». Si, dans la conduite du combat, vous abandonnez l'arme de la persuasion, alors nous parlons de choses tout à fait différentes. La difficulté d'analyse qu'éprouvent les socialistes est la suivante ; ils doivent analyser où se trouve le pouvoir : les banques, les propriétaires terriens, les militaires, les fonctionnaires, les médias, les multinationales, Bruxelles (11). Mais vous ne devez pas, par ailleurs, utiliser leurs analyses sur les centres de pouvoir pour répandre chez les gens le pessimisme et le découragement ...

— Au contraire ...

— ... parce qu'en fait, il faut gagner le pouvoir, bien sûr, il faut gagner le pouvoir.

— Mais prenons ce point : la nationalisation de la sidérurgie a été une bataille majeure pour le gouvernement travailliste des années 1945-1951. La nationalisation de Tate & Lyle, la compagnie sucrière, a été une bataille majeure et qui, elle, a été perdue. La prise en main de secteurs déterminants de l'industrie et des finances pour mettre en œuvre votre programme ne va-t-elle pas, inévitablement, signifier un affrontement ?

— Je le crois. Mais je crois aussi qu'un gouvernement déterminé et qui jouit du soutien de l'opinion publique peut accomplir cette tâche. S'il y avait une tentative de coup d'Etat militaire contre un gouvernement qui tenterait de réaliser le programme sur lequel il a été élu, alors je

8. La Triple alliance était fondée sur l'accord passé entre le syndicat des mineurs, celui de la sidérurgie et celui des chemins de fer, à la suite de la Première Guerre mondiale. La Triple alliance fut brisée lors de la grande grève de 1926, lorsque les mineurs se retrouvèrent seuls à mener la lutte jusqu'au bout et furent battus.

9. Deux grèves successives des mineurs, en 1972 et en 1973, permirent de renverser le gouvernement conservateur de Edward Heath (1970-1973). Chaque fois, les mineurs bénéficièrent d'un soutien important du reste de la classe ouvrière. En 1972, la grève battit en brèche le blocage des salaires et, lorsqu'en 1973 Edward Heath en appela au pays et provoqua

des élections générales, il les perdit.

10. La clause 4 fait référence à l'objectif historique du Parti travailliste d'œuvrer à l'appropriation collective des moyens de production. Au cours des années 1950 et au début des années 1960, l'aile droite du Parti travailliste, dirigée par Gaitskill essaya, sans succès, de faire abroger ce point du programme.

11. Cela fait référence au grand argument de la gauche travailliste selon lequel la CEE agit contre l'intérêt des couches travailleuses. Mais cette argumentation se double d'une autre, chauvine et parlementariste, selon laquelle la CEE limiterait la souveraineté du Parlement britannique.

crois qu'il est évident qu'il faudrait recourir à la mobilisation et à l'action dans les entreprises. Toute l'argumentation sur : « *Etes-vous un révolutionnaire ou un réformiste, un parlementaire ou un extra-parlementaire* » est largement théorique et sans grande signification concrète. Lorsqu'on parle de quelque chose de révolutionnaire, je pense qu'il s'agit non pas d'une réforme qui a été réalisée, mais d'une réforme qui n'a pas encore été tentée.

— Mais la différence entre être révolutionnaire et être réformiste, c'est que les révolutionnaires considèrent inévitable l'épreuve de force entre, d'une part, le gouvernement qui veut réellement réaliser ce que vous appelez des réformes et que nous appellerions des mesures révolutionnaires, et, d'autre part, les capitalistes, les possédants. Et ces capitalistes ne feront pas cadeau de leur pouvoir, des grands monopoles, des banques, des institutions financières...

— sans violence ...

— ... sans violence, sans tenter d'utiliser leur appareil d'Etat.

— Je ne suis pas sûr de cela. N'est-ce pas Marx qui disait que le Royaume-Uni est un pays où il serait possible d'accéder au socialisme sans violence ?

— Seulement pour dire le contraire plus tard ...

— Peut-être, mais cela était une étape initiale. Je ne crois pas un instant à l'inévitabilité de la violence dont vous parlez. Si j'y croyais, j'abandonnerais la politique : je mettrais mon vieux casque, je chercherais un fusil d'occasion et je partirais m'entraîner. Si vous faisiez cela, vous renforceriez considérablement la droite. Ce ne serait pas sérieux, mais suffisamment pour effrayer les gens. Cela détournerait le Parti travailliste et les syndicats de leur tâche réelle. Là où le mouvement syndical est très puissant, sa tâche ne doit pas être, comme vous l'avez dit, de renverser le gouvernement. En ce qui concerne le gouvernement Heath, c'est une erreur commune que font les conservateurs et l'extrême gauche, ce n'est pas le mouvement syndical qui l'a renversé. Il l'a été par le peuple britannique qui n'était plus disposé à le soutenir dans son conflit avec le mouvement ouvrier. Si Heath avait gagné les élections, imaginez-vous un seul instant que les mineurs auraient été en position de force ? Pas du tout. C'est donc le processus électoral qui a renversé Heath.

— L'élection de François Mitterrand en France est un encouragement considérable. L'un de ses engagements électoraux est la semaine de 35 heures. Pensez-vous qu'un gouvernement travailliste doit faire adopter une loi sur les 35 heures et qu'il s'agisse d'une autre source de conflit avec les patrons ?



Manifestation devant le Parlement. Selon Tony Benn, il n'appartiendrait pas au mouvement syndical de se fixer pour tâche de renverser le gouvernement conservateur... (DR)

— Soyons clairs. Tout ce que nous voulons faire, et qui est inscrit dans notre Manifeste, nous conduira à des conflits avec le Pentagone, avec Washington, avec les banquiers, avec des secteurs de l'administration, etc.

Nous n'avons pas tranché clairement lors de l'adoption du Manifeste de 1979 ; nous avons dit que nous étions pour les 35 heures, mais qu'une telle décision devait être prise à l'échelle européenne, ce qui voulait dire que nous ne le ferions pas, sauf si d'autres le faisaient.

La pression est très forte maintenant pour considérer la réduction du temps de travail comme un des instruments essentiels de la lutte contre le chômage.

Je ne suis pas habilité à vous dire ce que fera le prochain gouvernement travailliste, puisque jusqu'à maintenant la question n'est pas résolue.

C'est pourquoi nous passons tant de temps sur les questions de démocratie au sein du parti. Tant que ce problème ne sera pas résolu, il ne sera pas possible de savoir, jusqu'à trois semaines avant les élections, ce que seront les engagements électoraux et comment ils seront tenus.

— Pour nous, la semaine de 35 heures est importante, à la fois pour résoudre le chômage, mais aussi comme moyen de lutte contre le contrôle des importations (12), qui signifie une alliance entre des secteurs du mouvement syndical et le patronat.

— Je ne pense pas que le contrôle des importations résolve la crise que connaît la Grande-Bretagne, pas plus qu'une dévaluation ou le blocage des salaires.

Mais à l'inverse, je ne connais aucune théorie socialiste qui me permette de croire que la libre-circulation du capital et des marchandises soit partie intégrante de la conception internationale du socialisme. Il existe en ce moment un contrôle des importations — une personne disposant de faibles revenus ne peut acheter de produits étrangers —, et la planification du commerce et de la production me

semble tout à fait logique. La critique de gauche des contrôles sur les importations, je la comprends parfaitement, car je suis internationaliste.

Si vous planifiez votre commerce de façon à revenir au plein-emploi, le commerce mondial se développe. Mais si vous le faites de telle sorte que vous exportez votre chômage, vous portez préjudice à la classe ouvrière française, japonaise ou sud-africaine.

Si vous avez nationalisé l'industrie sous contrôle ouvrier d'une part, en versant des compensations nécessaires d'autre part, certaines compagnies multinationales peuvent importer, sous le couvert de la liberté du commerce, des produits à bas prix pour détruire cette industrie, et lorsqu'elles auront atteint leur but, elles pourront de nouveau augmenter leurs prix.

— Le contexte auquel vous faites référence est celui d'une économie planifiée avec un contrôle ouvrier généralisé. Mais le contexte dans lequel de nombreux dirigeants syndicaux et beaucoup de dirigeants du CBI (13) situent leurs revendications est très différent...

— Dans ce cas, restons dans le cadre dans lequel je me place et n'adoptons pas de positions selon lesquelles le protectionnisme pourrait résoudre la crise. Certaines critiques faites au rôle de la planification du commerce dans la stratégie industrielle

12. Le contrôle des importations est l'une des pièces maîtresses de la « stratégie économique alternative » (AES) de la gauche. La politique adoptée par les Conférences du TUC et du Parti travailliste reflète cette alternative de relance « keynésienne » opposée à la politique « monétariste » menée par Margaret Thatcher. Le Parti communiste britannique soutient la politique chauvine de contrôle des importations comme prétendue solution au chômage et au déclin de l'industrie britannique.

13. CBI (Confederation of British Industry) : équivalent britannique du CNPF, c'est l'association patronale la plus représentative et elle participe en tant que telle aux négociations bipartites ou tripartites.

des travailliste paraissent ressembler à celles du CBI. Ce n'est pourtant pas le cas.

— Dans le programme en cinq points que vous défendez au cours de votre campagne électorale, vous vous opposez à l'acceptation de missiles *Cruise* ou de sous-marins *Trident*, et vous défendez l'idée d'une politique non-nucléaire. Cela implique que nous restions dans l'OTAN. Pourquoi n'appuyez-vous pas la résolution adoptée par l'ASTMS, selon laquelle la Grande-Bretagne devrait se retirer de l'OTAN ?

— Je me fonde sur la ligne politique définie par la Conférence du parti. Celle-ci a rejeté une proposition de quitter l'OTAN, mais a adopté le principe suivant lequel nous devrions avoir une politique non-nucléaire, comme le Canada. C'est une position tout à fait applicable. Le Parti travailliste a une position vis-à-vis de l'OTAN qui se situe dans la perspective d'une dissolution simultanée de l'Alliance atlantique et du Pacte de Varsovie et la création d'un système de défense européen. Je ne pense pas que l'arsenal nucléaire soit réellement un instrument adéquat pour une stratégie de défense.

Les conservateurs sont en train de démanteler notre marine de guerre pour s'équiper avec le *Trident*. Nous voyons donc notre défense être affaiblie pour produire une arme qui ne pourra jamais être utilisée, sans que le pays tout entier ne soit détruit.

Je pense que la stratégie de défense non-nucléaire, et l'appartenance comme membre non-nucléaire de l'OTAN, constitue une position parfaitement cohérente. Peut-être le Parti travailliste ira-t-il plus loin, et proposera que le pays quitte l'OTAN. Toutefois, je pense que c'est là une éventualité peu probable ; car beaucoup de gens de ma génération se rappellent les années d'avant-guerre et des tentatives faites alors par la gauche pour obtenir un Traité de sécurité collective face au fascisme ; cela a conduit à tenter de maintenir la Société des Nations, avec toutes les conséquences que cela a eues. Pour ma génération, il est impossible de rester en retrait, en considérant que tout ce qui se passe dans le monde ne nous concerne plus.

— L'argument selon lequel être membre non-nucléaire de l'OTAN signifie, en fait, se reposer pour sa défense sur l'OTAN et donc, en dernière analyse, sur les Etats-Unis, ne manque pas de force. Le *Daily Mirror* a d'autre part jugé incohérente l'orientation du Parti travailliste sur cette question car, selon lui, abandonner une politique de défense nucléaire serait abandonner l'un des fondements mêmes de l'OTAN.

— C'est peu sérieux. Vous pourriez me présenter la question exactement avec les arguments opposés. Si je suis contre l'armement nucléaire, pourquoi suis-je en faveur d'explosifs conventionnels qui peuvent cependant tuer des milliers de personnes ? C'est un autre argument, qui est également utilisé : tout ce qui n'est pas

totallement pacifiste, est illogique. Nous devons essayer de trouver les meilleures solutions dans le cadre des choix possibles. Je suis pour une défense et pour l'idée d'une défense collective. Je ne suis pas pour une stratégie de défense nucléaire et je suis contre que nous nous reposions sur la puissance américaine, pour nous convertir ainsi en base aérienne coloniale. Je pense que nombreux sont ceux qui viennent maintenant à ces positions. Si nous arrivions à établir une zone dénucléarisée en Europe, nous pourrions alors renverser ce courant qui inévitablement nous mène à une guerre nucléaire.

— En Grande-Bretagne et dans le monde, nous avons assisté ces dernières années à une série d'attaques contre le droit à l'avortement. Que pouvons-nous faire pour mettre un terme à ces attaques ? Pensez-vous que les parlementaires travaillistes doivent continuer à avoir le droit de la clause de conscience individuelle sur cette question ou bien devraient-ils être obligés de soutenir la politique générale du Parti travailliste qui est favorable à l'avortement libre ?

— Je suis d'accord avec la ligne adoptée par la Conférence du parti. Je pense que c'est très correctement que le mouvement des femmes place parmi ses priorités, le droit de contrôler son propre corps et qu'il s'oppose aux prérogatives d'un Parlement dominé par les mâles pour des questions qui concernent exclusivement les femmes. Je ne suis pourtant pas partisan d'exclure les parlementaires qui, sur ces questions d'ordre individuel, ont des difficultés à reprendre à leur compte les positions du parti. La grande caractéristique de la gauche, par rapport à la droite au temps où celle-ci dominait le parti, c'est qu'elle n'est pas toujours favorable à l'affrontement lorsque les positions sont divergentes. Sur ce genre de questions, j'ai une certaine tolérance personnelle vis-à-vis de ceux qui n'ont pas les mêmes idées que moi. En dernière analyse, comme sur tous les autres sujets, vous devez conquérir le soutien des gens. Le référendum en Italie (14) a montré que cela était possible.

— Entre autres choses, la Campagne pour la démocratie dans le Parti travailliste (15) propose que toutes les nouvelles listes de candidatures comprennent un Noir et une femme, et qu'il y ait une

attitude volontariste sur cette question. Qu'en pensez-vous ?

— C'est un problème difficile. Je suis pour le socialisme ; et si j'étais obligé de mettre un Noir ou une femme de l'aile droite sur une liste et d'avoir à choisir entre eux et un homme de gauche, je serais très embarrassé.

Le mouvement des femmes, le mouvement noir devraient s'affilier en tant que tels au Parti travailliste et avoir des représentants dans chaque Conférence pour l'élection des candidats. Celles-ci devraient s'assurer que les droits des femmes et ceux de la communauté noire soient représentés dans le parti lorsque celui-ci sélectionne ses candidats. Je pense que la solution, c'est l'affiliation, de la même manière que les mineurs sont affiliés (16). Nous n'avons pas un quota pour les mineurs, pourtant les mineurs sont représentés au Parlement, car dans les zones où ils sont les plus forts, ils ont une forte participation au sein du Comité exécutif local et ils sont présents au niveau des candidatures.

Dans les zones où les Noirs sont le plus implantés, il serait normal que les choses en aillent de même pour eux. Idem pour les femmes, là où les groupes de femmes sont les mieux organisés.

Je n'exclus pas un système de quota, mais je pense qu'il s'agit-là d'une procédure qui ne fait que contourner le véritable problème : comment un mouvement ouvrier et socialiste, uni et autonome peut-il s'exprimer institutionnellement au travers d'un parti politique unique, lié au mouvement syndical ? Comment peut-il s'exprimer à la Chambre des Communes et ailleurs ?

— Pensez-vous que l'extrême-gauche devrait être affiliée au Parti travailliste, et dans ce cas quelles pourraient être les modalités pratiques d'une telle affiliation ?

— Ils peuvent adhérer au parti individuellement. Mais je ne crois pas qu'il soit possible d'affilier un groupe qui présente ses propres candidats aux élections. Vous ne pouvez pas avoir des gens qui sont dans le parti et qui, en même temps, s'ils ne veulent pas de quelqu'un qui a été désigné comme candidat, vont lutter contre lui au niveau électoral. La règle de la non-candidature est importante ; mais il existe une foule de groupes et de tendances au sein du Parti travailliste, et cela ne pose pas de problèmes. Il n'y a même aucun

14. Le récent référendum en Italie, qui s'est déroulé les 17 et 18 mai derniers, avait été proposé par le Mouvement pour la vie, réactionnaire, et cherchait à rendre plus limitative encore la législation sur l'avortement. Il a été rejeté par plus de 70 % des votants.

15. La Campagne pour la démocratie au sein du Parti travailliste : ce regroupement de militants a combattu pendant des années pour l'amélioration de la démocratie interne et a concentré sa campagne autour de trois mots d'ordre : l'élection du président du Parti par la Conférence annuelle, une sélection des parlementaires par les instances de base du parti et la rédaction par la Conférence du Manifeste du Parti. La victoire remportée à Wembley, en janvier 1981, signifie que les deux premières

revendications sont pratiquement satisfaites. Alors qu'elle n'était à l'origine qu'un petit groupe, la Campagne pour la démocratie sert aujourd'hui de cadre élargi pour toutes les forces de gauche qui luttent sur les questions de la démocratie au sein du *Labour Party*.

16. Le Parti travailliste présente un cas un peu exceptionnel dans la social-démocratie où, à côté des adhésions individuelles, les syndicats peuvent adhérer en tant que tels (cela vient de la formation du Parti travailliste à partir du mouvement syndical). Lors des Conférences annuelles, les représentants des syndicats adhérents ont autant de mandats qu'ils ont de syndiqués. Les sociétés coopératives, l'Association pour l'éducation socialiste, par exemple, sont aussi affiliées en tant que telles.

problème si ces groupes ont leur propre presse. Regardez l'*Independent Labour Party* (ILP). Une fois qu'ils ont renoncé à être un parti politique indépendant, ils se sont réaffiliés et ont maintenu une publication au sein du Parti travailliste (17).

Beaucoup de groupes d'extrême-gauche sont nés et se sont nourris des échecs du Parti travailliste, à partir de 1951, lorsque le socialisme lui est devenu étranger. Cela a été le jugement d'une génération de socialistes sur le Parti travailliste, parlementaire, des années de révisionnisme.

Je pense qu'il est significatif qu'il y ait maintenant de nouveau des convergences. Si la gauche rejoint le Parti travailliste, alors l'influence de la gauche au sein du parti sera plus importante. Je pense que c'est la méthode à suivre.

— Pourquoi n'avez-vous pas pris position en faveur des prisonniers des Blocks H ? Après tout, sur l'essentiel, ce qu'ils disent — à savoir que le combat dans lequel ils sont engagés est politique — est manifestement juste, même si l'on n'est pas toujours d'accord avec les méthodes qu'ils emploient. Que pensez-vous de la démarche de Don Concannon (18) qui est allé voir Bobby Sands, alors qu'il était à l'agonie, pour lui demander d'interrompre sa grève de la faim ?

— Je ne ferai pas de commentaires sur l'un de mes collègues. Je pense que la question des prisons (des Blocks H) conduit à une approche réductrice des problèmes qui sont posés. Si la question centrale qui doit être aujourd'hui posée en ce qui concerne l'Irlande du Nord, est la question du régime intérieur des prisons, alors cela veut dire que l'avenir de l'Irlande du Nord est malheureusement scellé : la population carcérale continuera d'être celle que l'on connaît aujourd'hui et par conséquent la question centrale serait le statut et l'uniforme des prisonniers.

Je crois qu'il s'agit en fait d'une question politique et que l'un des aspects les plus incroyables et les plus tragiques de la situation actuelle, c'est que les travaillistes n'ont pas eu la possibilité de se prononcer sur l'Irlande. Le cabinet fantôme (19) travailliste n'a pratiquement jamais discuté de l'Irlande. Je pense qu'il n'en a discuté que lors de la grève des travailleurs de l'Ulster. J'ai tenté, sans succès, d'ouvrir cette discussion au sein du cabinet, en y incluant le problème des prisonniers. Lorsque nous avons discuté le Manifeste, on nous a dit qu'il était trop tard pour que nous puissions dire autre chose. C'est ainsi qu'il n'y est pas question de l'Irlande.

Lorsque nous avons mis en place un groupe d'études, nous avons d'abord eu un premier groupe de membres du Comité exécutif national. Moi et d'autres, nous sommes tombés d'accord pour considérer que l'objectif devait être celui d'une Irlande unifiée et indépendante. Cela a été rejeté, tandis que tout un éventail de solutions diverses étaient considérées favorablement.

Quand Tony Sannois (le représentant des Jeunesses socialistes du Parti travaillis-



Obsèques d'un militant de l'IRA : quel est l'arbre et quelle est la forêt ? (DR)

te au Comité exécutif national) a soumis une résolution sur les conditions de vie dans les prisons, et qui ne se limitait pas aux prisonniers de l'IRA, celle-ci a été battue. Je pense qu'il faut maintenant revenir aux sources. Les Six Comtés sont nés de la violence. 75 des 105 parlementaires élus en 1918 étaient favorables à l'Indépendance, et la partition a été organisée par la violence. Je pense que tout le reste ne permet pas d'aborder le problème dans toute sa dimension.

— La question des conditions de vie des prisonniers est cependant déterminante pour faire admettre que ce qui se passe en Irlande du Nord est une lutte politique...

— Je comprends cela, mais ma tâche est de transmettre ce message : il ne faut pas que l'arbre masque la forêt et empêche que ce message soit entendu. Sur la base de mes positions, j'ai fait tout ce qu'il était possible de faire. J'ai peu agi publiquement, mais les propositions que j'ai avancées au niveau du cabinet fantôme et dans le groupe *Tribune* n'ont pas été reprises (20). Cet homme à l'agonie

ne représentait, à mes yeux, aucune alternative, mais il montrait combien la politique britannique était inadaptée. Nous leur disons : vous ne pouvez pas abattre des gens. Vous ne devez pas vous laisser mourir de faim. Vous ne devez pas être candidats à des élections, si vous savez que vous n'accomplirez pas votre mandat. Les possibilités d'élaborer une politique alternative ont été étouffées.

J'ai souligné que toute l'histoire de l'empire britannique était pleine de personnages qui ont commencé à faire parler d'eux dans les prisons et ont terminé Premier ministre, invités chez la Reine pour le thé. Mugabe est l'exemple le plus récent de quelqu'un qui est passé du terrorisme au poste de chef d'Etat, via les élections.

Cet argument n'a pas été d'un grand poids face à mes collègues, car ils se refusaient à voir les problèmes en face. Comment sortir d'une situation provoquée, pour l'essentiel, par la présence des troupes britanniques qui sont précisément supposées mettre fin à cette situation ?

— Peut-être le premier pas est-il la rupture avec le système bipartiste, ne se-

17. L'*Independent Labour Party*, fondé en 1893, implanté dans la classe ouvrière, participa à la fondation du *Labour Party*. Il était, avec les sociétés fabiennes (non marxistes) et la petite Social Democratic Federation de Hindeman (marxistes dogmatiques et opportunistes) la troisième composante « politique » du *Labour*. Son principal dirigeant avant-guerre était Ramsay Mac Donald. Sur une position pacifiste pendant la Première Guerre mondiale, il refusa d'adhérer à la IIIe Internationale, fut membre de l'UPS et proposa sans succès, dès 1925, une conférence internationale de toutes les organisations ouvrières. Il évolua vers la gauche dès le début du deuxième gouvernement travailliste en 1929 : de fortes tendances se manifestaient en son sein en faveur d'un rapprochement avec l'IC. Elles s'exprimèrent avec une force croissante après 1931. Le passage des dirigeants travaillistes, Mac Donald en tête, dans la nouvelle « union sacrée » contre les revendications ouvrières, nourrissait en effet des réactions « gauchistes » proches de la politique de l'IC dans la « troisième période ». A partir de 1930, l'ILP avait pris avec divers partis socialistes « de gau-

che » des contacts qui avaient abouti, en avril 1932, à la création de l'IAG. Depuis, l'ILP s'est fondu dans le *Labour Party* et a disparu. Il ne reste qu'une publication. En ce moment, l'aile droite du *Labour* accentue ses attaques contre « les entristes et les trotskystes » au sein du Parti travailliste.

18. Don Concannon est le porte-parole du Parti travailliste sur l'Irlande. Il a ignominieusement fait campagne en faveur du système bipartiste de concert avec le gouvernement de Margaret Thatcher.

19. Le Cabinet fantôme (*shadow cabinet*). Il est de règle en Grande-Bretagne que l'opposition parlementaire organise une sorte de « contre-gouvernement » avec des spécialistes qui sont chargés d'intervenir sur les divers aspects et secteurs de la politique gouvernementale.

20. *Tribune*, l'aile gauche du Parti travailliste, est aujourd'hui divisée entre partisans et adversaires de Tony Benn. C'est un regroupement autour d'un journal, comme il en existe d'autres dans le parti.

rait-ce que pour suggérer qu'il existe une politique alternative. Or, la direction travailliste a réagi très vite pour maintenir le cadre bipartiste.

— Je ne veux pas faire de commentaires sur d'autres personnes. Il ne fait pas de doute que l'élection de Bobby Sands a eu une très grande signification, et qu'elle a été prise comme telle, notamment au plan international. Sa mort a été perçue comme la mort d'un membre du Parlement britannique, protestant contre ses conditions de détention.

Le fait que le secrétaire général des Nations Unies, que Mme Gandhi, le pape et la Commission européenne des droits de l'homme se soient impliqués dans cette affaire a entamé un processus.

Je pense que mes discours, mes interviews et la réunion du Comité travailliste sur l'Irlande ont contribué à briser ce carcan. On peut voir comment les choses évoluent d'ailleurs. Il faudra peu de temps pour que ces sentiments profonds ne pénètrent le parti et touchent ses membres. Vous ne devez pas croire que rien ne se passe. D'ici à la fin de l'année, ou à la fin du prochain Congrès pourquoi pas, vous verrez une politique travailliste radicalement différente.

— Les combats qui ont été menés au sein du Parti travailliste ont signifié, et signifient d'importants pas en avant. Mais, évidemment, le résultat final dépendra du soutien qu'apporteront des millions de travailleurs. Ne pensez-vous pas que ces combats pour la démocratie interne doi-

vent se confondre et s'identifier aux luttes sociales en cours ?

— Si vous présentez les choses de cette façon, je suis totalement d'accord avec vous. Je ne veux pas que mon argumentation sur le langage révolutionnaire opposé au langage réformiste, soit un élément de confusion. Ce que je voulais dire, c'est que nous ne pourrions pas bâtir le socialisme en Grande-Bretagne sans le soutien actif de millions de gens. Lorsque nous aurons cela, rien sur terre ne pourra plus nous arrêter.

Propos recueillis par  
Phil HEARSE et Brian HERON  
pour « Socialist Challenge »,  
Londres, le 4 juin 1981.

## Ce qui sépare les marxistes révolutionnaires britanniques

de Tony Benn

Phil HEARSE  
Brian HERON

*Socialist Challenge*, hebdomadaire de l'International Marxist Group (section britannique de la IV<sup>e</sup> Internationale) soutient la campagne de Tony Benn à la vice-présidence du Parti travailliste.

Comme il le fait remarquer justement dans son interview, la campagne a ouvert le débat, notamment dans les syndicats, sur la question de la ligne politique et de la démocratie dans le Parti travailliste, ce dont nous ne pouvons que nous féliciter.

Mais nous pensons que le programme de Tony Benn est absolument inadéquat, tant du point de vue de la marche à suivre immédiate pour le mouvement ouvrier britannique dans sa lutte contre le gouvernement *tory*, que d'un plan à long terme pour parvenir au socialisme.

Le soutien apporté à la campagne de Tony Benn doit donc s'accompagner d'une critique de son programme et de la présentation d'axes politiques socialistes fondés sur la capacité de la classe ouvrière à mener à bien cette politique.

### QUEL RÔLE DES DIRECTIONS OUVRIÈRES ?

Tony Benn explique que, selon lui, le rôle des dirigeants travaillistes est de « soutenir les luttes » et non de les « initier » ou de les « déclencher ». Les dirigeants du mouvement, dit-il, devraient « analyser, expliquer et soutenir », mais pas appeler directement à l'action de masse de la classe ouvrière.

Selon nous, c'est une caricature du rôle que devraient jouer les directions de

la classe ouvrière. Il est faux de déclarer aux travailleurs qu'ils doivent faire face aux attaques des conservateurs et aux licenciements massifs : « *Faites vos petites affaires et, si vous choisissez l'action, nous vous soutiendrons.* » Il faut donner au mouvement une perspective autour d'actions qui peuvent vraiment battre en brèche les attaques de la classe dirigeante.

Les travailleurs confrontés à des licenciements dans une usine seront moins disposés à s'engager dans une action militante, comme par exemple la grève avec occupation, si personne d'autre dans le pays n'est prêt à prendre une initiative identique. Le Parti travailliste et les syndicats peuvent jouer un rôle irremplaçable en généralisant et en popularisant les moyens de lutte les plus efficaces.

Bien sûr, personne ne doit donner l'ordre à un groupe de travailleurs d'agir. Ceux-ci ne s'engageront dans la lutte de masse que s'ils sont convaincus que c'est la meilleure façon d'aller de l'avant. Mais, si les dirigeants travaillistes parcourent le pays en défendant activement ce type d'actions pour préparer le mouvement ouvrier à renverser le gouvernement *tory*, s'ils organisaient des actions communes entre le Parti travailliste et les syndicats, le rôle des militants qui veulent se battre ne pourrait qu'en être renforcé.

C'est la classe ouvrière qui doit détenir le pouvoir et la souveraineté, et non le Parlement. Les députés qui prétendent représenter les intérêts de la classe ouvrière devraient être responsables devant le mouvement ouvrier et non pas devant l'État. Permettre que cette souveraineté demeure l'apanage de l'État capitaliste — même avec un gouvernement socialis-

te à sa tête — c'est donner à son propre bourreau le pouvoir de vie ou de mort.

Les doutes qu'émet Tony Benn sur la valeur des actions de masse menées par la classe ouvrière comme force motrice de la marche au socialisme se répercutent sur ses positions sur la construction du socialisme.

Tout d'abord, il est extrêmement réservé sur la nationalisation des grands monopoles, des banques et des établissements financiers, qui serait le premier train de mesures qu'un gouvernement travailliste devrait prendre s'il veut s'engager dans la voie du changement socialiste.

Il est bon que Tony Benn soutienne la clause 4 des statuts du Parti travailliste qui s'engage à prendre le contrôle des sphères dirigeantes de l'économie. Mais lorsqu'il ajoute que « *l'expérience de l'administration créera la voie du changement* », il suggère ainsi une stratégie gradualiste.

Précédemment, Tony Benn a associé son nom à la notion d'accords de planification avec les grands monopoles, ce qui impliquerait qu'un gouvernement travailliste pourrait collaborer avec des firmes pour planifier les investissements, mais sans jamais aboutir à leur nationalisation.

Le plus frappant, c'est qu'il considère la nationalisation des secteurs clés de l'économie sous la forme d'un processus s'étalant sur plusieurs années. Ce serait une stratégie désastreuse. Pour assurer le plein emploi, il faut que la classe ouvrière contrôle, dès le début, les institutions financières, les sphères dirigeantes de l'industrie et les principaux circuits de distribution.

La classe dirigeante et les multinationales prendraient avantage du moindre retard, parce qu'elles continueraient à contrôler l'économie, pour saboter les mesures prises par un gouvernement de gauche. La fuite des capitaux s'intensifierait ; il y aurait grève des investissements ; les multinationales transfèreraient leurs unités de production vers d'autres pays « plus sûrs » ; les compagnies immobilières et les banques refuseraient de financer les investissements. Et elles bénéficieraient de l'aide et du soutien de l'appareil d'Etat capitaliste.

Plus important encore est que ces forces mettraient à profit le moindre signe de relâchement pour lancer une contre-offensive d'envergure afin de déstabiliser politiquement le gouvernement et d'essayer de le renverser.

Le seul moyen de gagner et de conserver le soutien populaire — comme l'expérience de tous les gouvernements de « gauche » l'a montré, en France en 1936, en France de nouveau au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, en

### ACTION REVENDICATIVE POUR RENVERSER LE GOUVERNEMENT CONSERVATEUR

Tony Benn se prononce avec énergie contre toute action revendicative qui viserait à renverser les conservateurs. Il ajoute que cela équivaudrait à un « *coup d'Etat* » et qu'il faut miser sur la persuasion et le « *soutien massif* ». En conséquence, il nous faudrait attendre les élections législatives de 1984...

C'est un faux problème. Pour menacer les conservateurs, il faudrait une vague de mouvements de grève conduisant à une grève générale et englobant des centaines de millions de travailleurs. Elle devrait, pour être efficace, amener à la lutte des millions de travailleurs. Les idées politiques circuleraient rapidement dans un tel climat d'effervescence ; c'est bien différent d'un « *coup d'Etat* » mené par une petite minorité.

Les conservateurs doivent maintenant faire face à une vague d'impopularité sans précédent. C'est par millions que les travailleurs les haïssent, et c'est ce qui a abouti à leur cuisante défaite aux élections locales de mai dernier. Ils n'ont plus de mandat pour poursuivre leur politique de liquidation de l'industrie britannique et de licenciements massifs.

L'argument de Tony Benn est que toute action revendicative employée à des fins politiques remettrait en question les normes du jeu politique et les règles de la démocratie parlementaire.

Mais il souligne lui-même que la classe dirigeante ne dépend pas en premier lieu du Parlement et des élections. Alors pourquoi les ouvriers devraient-ils subir la loi des patrons ?

Dans l'argumentation de Tony Benn, la mobilisation des travailleurs reste subordonnée à la Constitution et à la machine d'Etat de la classe dirigeante. L'expérience de Santiago du Chili a montré que les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs propres organisations pour mettre en œuvre des mesures socialistes, que

Italie et au Chili — serait de s'assurer que les acquis de la classe ouvrière soient établis de façon irréversible. Cela implique une stratégie de centralisation du pouvoir dans les mains des organisations ouvrières.

L'idée selon laquelle le rôle des travailleurs est de mener les actions revendicatives tandis que la tâche du Parti travailliste serait de les soutenir, est la répétition classique de la vieille division — entre l'action revendicative et l'action parlementaire — qui a miné le mouvement ouvrier.

Dans une situation telle que celle que nous avons décrite, les travailleurs devraient imposer leur contrôle sur la production pour répondre au sabotage des patrons. Les demandes d'ouverture des livres de compte, afin de rendre publiques les tentatives de sabotages, le veto imposé sur les décisions patronales, la mise sur pied d'un plan national élaboré par les syndicats sur la base de telles mesures sont les mesures complémentaires qu'il est essentiel de prendre pour contre-carrer la réaction au niveau de l'Etat.

ce soit pour combattre aujourd'hui les conservateurs, ou pour appliquer la législation d'un gouvernement socialiste.

Sans de telles mesures, l'« expérience de gouvernement » créerait la confusion et la désorganisation dans le mouvement ouvrier et permettrait à la droite de reprendre l'initiative.

Les arguments de Tony Benn sur l'Etat ont de surcroît une faiblesse majeure. Au cours de l'interview, *Socialist Challenge* a souligné que n'importe quel gouvernement de gauche qui essaierait de mettre en œuvre des mesures socialistes devrait inévitablement affronter l'actuel appareil d'Etat.

Tony Benn nous dit que cela équivaudrait à reconnaître le caractère inévitable de la violence ; et que s'il y croyait, il renoncerait sur le champ à la politique et prendrait lui aussi son fusil.

Il y oppose le « *soutien public de masse* » et la « *détermination* » d'un gouvernement socialiste. Ce type de scénario met les choses complètement sens dessus-dessous.

Au Chili, en 1973, le gouvernement de Salvador Allende jouissait sans aucun doute d'un soutien de masse dans l'opinion publique. Huit jours exactement avant le coup d'Etat, une manifestation d'un million et demi de travailleurs avait eu lieu à Santiago pour soutenir le gouvernement contre la réaction. Mais, malgré le soutien de masse dont il disposait, le gouvernement a été facilement renversé par les forces armées.

Pour les communistes révolutionnaires, l'impossibilité d'éviter une confrontation avec la classe dirigeante — qui, comme le dit Tony Benn, gouverne directement au travers de son contrôle des institutions décisives (armée, police, cours de justice, grands monopoles) et non par le seul intermédiaire du Parlement — signifie que

les travailleurs doivent se préparer à l'avance pour cet affrontement inévitable.

Tony Benn nous dit qu'il soutiendrait toute action de masse visant à restaurer la démocratie contre un coup d'Etat militaire. Mais il serait alors trop tard.

Se préparer à l'affrontement signifie organiser le contrôle ouvrier sur les usines dès le début. Cela signifie briser l'appareil policier, l'armée, l'appareil judiciaire et la haute administration. Et si cela n'est pas fait, ces institutions freineront du mieux qu'elles pourront la marche au socialisme.

Et cela signifie aussi organiser, comme partie intégrante d'une stratégie socialiste, les travailleurs pour qu'ils résistent à toute tentative de coup d'Etat, par la force si nécessaire.

L'« affrontement décisif » ne signifie pas nécessairement la violence de masse. En Grande-Bretagne, les forces armées et la police comptent environ 250 000 personnes. La classe ouvrière, elle, se compte par millions. Aucun coup d'Etat ne pourrait réussir si ces millions étaient mobilisés et prêts à utiliser l'arme de la grève, les manifestations de rue gigantesques, et si nécessaire employer la force pour l'enrayer.

Mais aucune de ces formes de résistance ne pourraient avoir lieu si la classe ouvrière s'était entendue dire par ses directions que de tels événements sont invraisemblables ou impossibles.

Le fait que ce soit la ligne de l'actuelle direction du mouvement ouvrier ne fait que souligner la nécessité pour la base de ce mouvement de poursuivre le processus de transformation de leurs organisations en faisant en sorte que la direction soit responsable devant la base, et en construisant une direction alternative liée à la lutte des classes plutôt qu'à la collaboration de classes.

### LE CONTROLE DES IMPORTATIONS

La version Tony Benn de la « *stratégie économique alternative* » (AES) n'est rien d'autre qu'un programme de réforme institutionnelle du capitalisme. Selon Tony Benn, il faut relancer l'économie, conclure des accords de planification avec les capitalistes ; pour combattre les effets inflationnistes inévitables d'un tel programme, il faut adopter certains mécanismes anti-inflationnistes qui vont d'une « *politique volontariste des salaires* » au contrôle des importations.

Ce programme est assez souple et peut recueillir le soutien de toutes les ailes du mouvement ouvrier, y compris celui de Denis Healey, son principal opposant dans la course à la vice-présidence du Parti travailliste.

Denis Healey minimise les aspects qui dans la « *stratégie économique alternative* » favorisent la classe ouvrière : coupes dans les crédits de défense, réduction du temps de travail sans perte de salaire, etc. Healey peut mettre l'accent sur l'aspect essentiel de l'AES qui est la défense intransigeante du capitalisme, et le principe de la collaboration entre le mouvement ouvrier et les patrons dans le but de

restaurer les profits de la classe dirigeante britannique.

C'est une bonne chose que Benn rejette le protectionnisme commercial comme stratégie pour résoudre la crise. Mais néanmoins ses déclarations demeurent ambiguës.

Il explique qu'il faudrait une planification du commerce extérieur établie par les syndicats pour protéger l'industrie nationalisée, ce avec quoi nous sommes d'accord, pourvu que cela signifie clairement que soit institué le monopole d'Etat sur le commerce extérieur, sous un gouvernement socialiste, dans lequel les secteurs clés de l'industrie seraient nationalisés et sous contrôle ouvrier.

S'il rejette le contrôle des importations sous le capitalisme, pas de problème ; mais qu'il le dise clairement aux dirigeants des syndicats qui misent à fond sur l'alliance avec la CBI (Confederation of British Industry) et les patrons pour réussir à limiter les importations.

Nous pensons que l'alternative existe, c'est celle du partage du temps de travail et de la semaine des 35 heures tout de suite.

## L'OTAN ET LES ARMES NUCLEAIRES

Rien dans l'argumentation de Tony Benn n'est plus illogique que sa position sur les armes nucléaires et l'OTAN.

Si la Grande-Bretagne était un membre « non nucléaire » de l'OTAN, nous serions en fait toujours dépendants du parapluie nucléaire américain, comme c'est le cas du Canada. Il serait impossible de se séparer de la sphère d'influence politique américaine, tant que nous resterions membres de l'OTAN, que nous ayons ou non des armes nucléaires.

Les enjeux, ici, sont de taille. L'OTAN est une alliance impérialiste. Il est hors de question de concevoir une alliance entre une Grande-Bretagne socialiste et le gendarme international qu'est l'impérialisme américain. Même s'il était souhaitable d'avoir une forme ou une autre d'alliance contre l'Union soviétique — ce qui n'est pas le cas —, il serait impossible de la conclure avec une force anti-socialiste et anti-ouvrière dans son essence même.

Une Grande-Bretagne socialiste ne pourrait survivre qu'en développant une politique socialiste internationale qui devrait comprendre un élargissement des échanges commerciaux et l'établissement de relations différentes avec l'Union soviétique.

Dans ce cadre, il est évident que les forces de l'OTAN seraient utilisées pour menacer et détruire une Grande-Bretagne socialiste. Aucune alliance n'est concevable entre le socialisme et l'impérialisme. Pas de socialisme qui comploté avec l'impérialisme contre l'Union soviétique.

Nous soutenons le refus des missiles de croisière (*cruise missiles*) et des *Trident* ainsi que la revendication du démantèlement des bases américaines. Mais nous sommes irrémédiablement opposés à toute idée d'« une politique de défense non nucléaire » si cela signifie une alliance

avec l'impérialisme. Une politique de défense socialiste devrait être dirigée contre l'impérialisme.

## EMBAUCHE PREFERENTIELLE ET AVORTEMENT

Nous sommes en désaccord profond avec Tony Benn en ce qui concerne sa position sur l'embauche préférentielle et l'avortement.

Il explique que, bien qu'il soutienne la politique défendue par le parti sur l'avortement libre et gratuit, il refuse d'engager quelque action que ce soit contre les députés qui, sur ce « problème de conscience », votent « contre » au Parlement.

Cela est en contraste avec la position défendue par la *Campaign for Labour Party Democracy* (CLDP — Campagne pour la démocratie dans le Parti travailliste) qui a proposé que le vote sur l'avortement soit l'une des conditions *sine qua non* pour pouvoir se représenter aux élections parlementaires. Nous pensons que l'avortement est un enjeu de classe, l'un des droits démocratiques fondamentaux que les députés travaillistes doivent défendre.

En Italie, le récent référendum sur l'avortement est devenu un test du rapport des forces entre le mouvement ouvrier et les forces de la réaction. En Grande-Bretagne, toute équivoque au sein du mouvement ouvrier ne peut que mener à une division désastreuse qui aboutirait à gaspiller et à disperser les forces du mouvement ouvrier.

Le droit à l'avortement est attaqué à intervalles réguliers. La dernière fois, le Trades Union Congress (TUC) a pris la tête d'une importante manifestation contre le projet Corrie de limitation des droits à l'avortement. La politique du mouvement ouvrier devrait être de défendre la loi de 1967 et de lutter pour la mise en place de structures et de vote de crédits allant dans le sens d'un véritable droit des femmes de choisir.

Tony Benn esquivait la question du soutien à l'embauche préférentielle avec l'argument selon lequel il y a, après tout, des Noirs de droite et des femmes opposées à l'avortement... Bien sûr c'est vrai. Mais cela ne répond pas au problème.

Ces secteurs de la société subissent une discrimination structurelle. Leur affiliation au Parti travailliste sera l'expression de la *radicalisation* dans le parti. Un nombre accru de Noirs et de femmes ne signifiera pas un parti plus droitier, mais au contraire un parti plus radical.

## L'IRLANDE

La question du statut politique pour les grévistes de la faim républicains concentre toutes les questions que pose la lutte en Irlande du Nord. Mais Tony Benn n'appuie pas leurs revendications.

Le soutien aux grévistes de la faim a montré au monde entier la nature politique de la lutte ; il a également montré que les détenus républicains de la prison de Long Kesh sont des prisonniers d'une

armée en lutte pour la libération nationale.

L'Etat fantoche d'Irlande du Nord et ses Six Comtés, mis sur pied par l'impérialisme britannique, est rejeté par un grand nombre de ses citoyens qui sont partisans d'une Irlande unifiée. Cela peut clairement se voir au travers de l'élection de Bobby Sands et des résultats aux récentes élections locales.

L'avenir de l'Irlande appartient au peuple irlandais lui-même. L'Etat britannique n'a aucun droit d'emprisonner les combattants de la liberté irlandais, d'occuper militairement quelque partie que ce soit du sol irlandais, ou d'y envoyer des troupes, même si cela se faisait sous les auspices des Nations Unies.

Le silence de la gauche travailliste sur la grève de la faim et le soutien sans réserve apporté aux conservateurs par la direction travailliste est un scandale et une honte.

Il est bon que Tony Benn s'en soit pris à la politique bipartite de la direction de son parti. Il a un comportement préférable à celui de beaucoup d'autres. Mais il évite toujours de se prononcer sur la question vitale du soutien à l'aspect clé de la lutte en cours dans le nord de l'Irlande, ainsi que sur le problème fondamental du droit du peuple irlandais à décider de son destin.

## AGIR SEPARÉMENT, FRAPPER ENSEMBLE

Bien que *Socialist Challenge* soit d'accord avec certains des points du programme de Tony Benn, il est clair, d'après ce que nous venons d'exposer, que nous pensons qu'il est erroné d'un point de vue général. Néanmoins, la campagne de Tony Benn pour la vice-présidence du Parti travailliste a le mérite inestimable de croiser le fer avec l'aile droite du parti, et d'organiser la lutte de la gauche pour démocratiser le Parti travailliste et les syndicats.

Cette campagne crée les meilleures conditions pour un débat sur la politique socialiste auquel peut prendre part l'ensemble du mouvement ouvrier.

Dans la lutte contre l'aile droite, contre les agents du capitalisme dans le mouvement ouvrier, nous serons au coude à coude avec ceux qui appuient Tony Benn. Mais si nous voulions aller plus loin après la défaite de l'aile droite, vers le socialisme, il nous faudra une stratégie différente de celle que propose Tony Benn, qui ne met pas en avant une stratégie qui vise à écraser les conservateurs, ou à mettre le socialisme à l'ordre du jour.

Il nous faut un programme pour l'action de masse et pour la révolution socialiste. C'est pour cela que *Socialist Challenge* mènera le combat aux côtés de Tony Benn contre l'aile droite du Parti travailliste, mais en développant ses propres mobilisations, avec son propre programme et sous son propre drapeau. ■

Phil HEARSE  
Brian HERON

« Socialist Challenge », 4 juin 1981.

# Les partis ouvriers ont une très large majorité absolue au Parlement

Jeannette HABEL

C'est un fait historique sans précédent : les partis ouvriers ont à eux seuls les deux tiers des sièges au Parlement ! C'est un record historique depuis la fondation de la République en France. A lui seul, le Parti socialiste (PS) a la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Jamais les partis ouvriers n'avaient connu un tel succès électoral (1). C'est effectivement pour le PS, comme le dit le Premier ministre Pierre Mauroy, « la plus grande victoire du siècle ». La droite est battue à plate couture. Le PS en est le principal bénéficiaire. C'est un véritable raz-de-marée, une lame de fond qui marque un profond tournant dans la vie politique française.

Les résultats en sièges sur 488 circonscriptions (manquent 3 sièges en Océanie) donnent : 270 sièges au PS qui gagne près de 162 sièges, 14 aux radicaux de gauche (MRG), alors que le Parti communiste français (PCF), avec 44 sièges, perd la moitié de ses députés. L'Union pour la démocratie française (UDF) a 61 sièges au lieu de 119 et le Rassemblement pour la République (RPR) 83 au lieu de 155.

Il faut évidemment tenir compte, pour apprécier ces résultats, des déformations du mode de scrutin majoritaire à deux tours qui profite pour la première fois aux partis ouvriers en amplifiant leurs résultats. Avec 38 % des voix, le Parti socialiste obtient 60 % des sièges. Avant, ce mode de scrutin avait toujours profité à la droite qui avait elle-même, en juin 1968 — après le reflux de la grève générale —, bénéficié avec l'UDR d'une semblable majorité parlementaire (l'UDR avait obtenu alors 297 sièges).

Mais si l'on compare les résultats en termes de pourcentage de voix, ce qui est plus exact, on obtient 56,8 % des voix pour les partis ouvriers (dont il faut éliminer un pourcentage infime pour les radicaux de gauche de l'ordre de 1 % à 2 % au maximum). A titre de comparaison, le PS et le PC avaient obtenu 46,9 % des voix en 1978 (et les radicaux de gauche 2,3 %).

Cette fois-ci, en l'espace de quatre scrutins électoraux (le premier et le second tour des élections présidentielles, le premier et le second tour des élections législatives), les résultats enregistrés par le PS ont connu une progression croissante, chaque scrutin amplifiant les résultats du précédent. Au premier tour des élections présidentielles, François Mitterrand obtenait 25,8 % des voix. Le 14 juin, au premier tour des législatives, le PS obtenait

37,5 % des voix. Au deuxième tour des élections présidentielles, François Mitterrand obtenait 51,75 % des voix, au deuxième tour des législatives, le PS et le PC ensemble ont obtenu 56 % des voix.

L'ampleur de ces modifications et la déroute de la réaction sont encore plus perceptibles si l'on examine le détail des résultats dans certaines régions qui furent des bastions de la droite.

En Bretagne, région acquise au MRP après 1945 puis au gaullisme, la droite perd la moitié de ses représentants, et deux départements, le Finistère et les Côtes-du-Nord, passent à la nouvelle majorité (2). Le défenseur de l'école libre (privée) Guy Guerneur, député RPR sortant, est battu dans une région pourtant catholique, malgré la campagne de la bourgeoisie sur les menaces « collectivistes » qui pèseraient sur l'enseignement... Il est vrai qu'il s'agit de la circonscription où la construction de la centrale nucléaire de Plogoff a été suspendue par le nouveau gouvernement.

Autres exemples : en Vendée, où la tradition des Chouans pèse encore, l'élection d'un député PS est d'autant plus exceptionnelle que la gauche n'avait totalisé au premier tour que 46,8 % des suffrages.

En Alsace, place forte de l'ancien gouvernement, même phénomène : pour la première fois depuis la Libération, deux députés socialistes ont été élus, alors qu'à Mulhouse le total des voix de gauche n'était que de 40,2 % au premier tour.

Il faut ajouter à ce palmarès le fait que de nombreuses « têtes » parmi les plus connues et les plus détestées de l'ancien gouvernement sont tombées : c'est le cas de Alain Peyrefitte (ancien garde des Sceaux, ministre de la Justice, responsable du projet de loi « Sécurité et Liberté ») et de Jean-Philippe Lecat (ancien ministre d'une information vendue au pouvoir). En tout, treize anciens ministres de Raymond Barre n'ont pas été réélus...

Autre facette de la situation : les pertes du PCF sont considérables dans les fiefs traditionnels, qu'ils soient industriels

(Seine-Saint-Denis, Seine-Maritime par exemple) ou ruraux, comme le Limousin où il était historiquement implanté.

## DES PHÉNOMÈNES STRUCTURELS

Il ne fait pas de doute que l'on assiste à un mouvement qui n'a rien d'un accident de parcours. Il s'agit de phénomènes structurels liés aux profondes mutations sociologiques de l'après-guerre. La France est un pays qui compte désormais plus de 80 % de salariés dans sa population active, et qui a connu depuis plus de vingt ans une industrialisation et une prolétarisation rapides. Par exemple, l'évolution politique de la Bretagne s'explique en particulier par le passage d'une grande partie de la population d'un mode de vie rural vers le salariat et la vie urbaine (3).

Non seulement la gauche est socialement majoritaire dans le pays, mais des bouleversements sont intervenus qui modifient les comportements électoraux traditionnels : l'augmentation importante des femmes au travail se traduit par une évolution de leurs votes vers la gauche, alors qu'elles étaient considérées comme un rempart conservateur. Le vote des jeunes à partir de 18 ans a bénéficié en premier lieu au PS également.

La politique du gouvernement Giscard-Barre au service du grand capital (à l'exception des lois sur l'avortement, le divorce et le vote des jeunes à 18 ans), ne pouvait que heurter de plein fouet les besoins les plus immédiats et les aspirations de l'ensemble des classes laborieuses. A la crise économique, à l'ampleur du chômage, aux attaques contre le pouvoir d'achat, se sont ajoutées les restrictions aux libertés, la corruption, les atteintes aux droits des femmes au travail, la politique du nucléaire, etc., tout cela dans un contexte où, en dépit de la division profonde des partis ouvriers, les rapports de forces entre les classes issus de Mai 1968 étaient maintenus.

1. Le 21 octobre 1945, la SFIO et le PCF — lors des élections à la première Assemblée constituante — avaient obtenu la majorité absolue des suffrages avec 302 députés sur 586. En pourcentage, le PC, les progressistes et la SFIO avaient obtenu respectivement 26 % et 23,8 % des voix, au total 49,8 % des voix. Le MRP avait obtenu 24,9 %, les modérés 13,3 %, les radicaux et l'UDSR 11,1 %, soit un total de 49,3 % des suffrages (Jacques Fauvet, *la IVe République*, Les grandes études contemporaines, Fayard, Paris, 1963).

2. Sur les 25 députés sortants, 4 étaient socialistes. Aujourd'hui, il y en a 15.

3. Exemple, *a contrario*, Paris (sans sa banlieue) est devenu un bastion de la droite depuis que les travailleurs en sont chassés : les loyers de la capitale sont de plus en plus prohibitifs et les Parisiens appartiennent de plus en plus à la petite, moyenne et grande bourgeoisie, propriétaire de son logement dans une proportion grandissante.

C'est parce qu'il avait compris ces données essentielles que François Mitterrand a été élu. En maintenant le cap de l'Union de la gauche, envers et contre le PC et contre nombre de responsables socialistes y compris, il a permis le triomphe du PS, qui est apparu comme le parti susceptible d'incarner l'espoir, la profondeur de la volonté populaire, l'aspiration au changement et, pour l'instant, la fidélité aux engagements pris (4). Il est vrai que le PCF lui a facilité la tâche. Le PS est apparu comme l'instrument le plus efficace pour battre Giscard, comme le seul parti véritablement unitaire.

Pourtant, après la rupture de l'Union de la gauche et la défaite de 1978 lors des élections législatives, les pressions n'avaient pas manqué pour changer un axe politique considéré par Michel Rocard comme un « archaïsme ». Lors du congrès du PS en avril 1979 à Metz, François Mitterrand avait obtenu 48 % des mandats (Michel Rocard 20 %, Pierre Mauroy 16 % et le CERES 14 %). Mais il avait refusé tout compromis sur sa motion, choisissant finalement de s'allier avec le CERES pour faire une majorité.

Il maintenait ainsi une continuité politique dans le projet déjà formulé clairement au Congrès de l'Internationale socialiste à Vienne (le 28 juin 1972) quelques heures après la signature du Programme commun avec les communistes : « Notre projet fondamental, c'est de refaire un grand Parti socialiste sur le terrain occupé par le PC lui-même, afin de faire la démonstration que, sur les 5 millions d'électeurs communistes, 3 millions peuvent voter socialiste... ». Ce qui supposait de développer avec le PCF « l'affrontement sur le terrain de l'analyse et de l'action » afin de reconstituer le « bloc historique » de la gauche et d'échapper au « leadership communiste ».

Voilà qui est quasiment fait... François Mitterrand avait compris que l'échec de 1978 n'était qu'un accident. La progression du PS ne date pas d'aujourd'hui. C'est une progression continue qui résul-

te d'investissements successifs lors des élections cantonales, régionales, municipales. Le Parti socialiste avait déjà conquis la plupart des grandes villes en 1977, la moitié des Conseils généraux et huit Conseils régionaux. Il bénéficiait depuis des années de l'évolution du vote des chrétiens. En fait, la nouveauté du scrutin — cette fois — réside dans le rejet massif de la politique du PCF par une partie de son électorat traditionnel qui a permis au PS un score sans précédent. Le rejet de la droite (symbolisé par le fait que les reports des voix sur les candidats communistes restés en tête au second tour se sont très bien faits) a fait le reste.

## LE PS DANS LA LIGNE DE MIRE

Le PS dispose désormais à lui seul de tous les atouts. Le président de la République a tous les moyens de sa politique. Sa responsabilité politique est donc totale.

La victoire socialiste est si puissante que le PS n'aura ni excuses ni alibi, ni tranchée de repli. Comme le titre l'éditorial de *Combat socialiste*, le journal du PS, du 23 juin 1981 : « Belle victoire, lourde charge »... En effet, disposant du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif, François Mitterrand et le PS pourront difficilement rendre responsables des boucs émissaires. Il sera plus difficile de justifier les maquignonnages ou les compromis, ainsi que la politique économique et sociale du gouvernement. Alors qu'en 1936 les concessions étaient justifiées par les nécessités de l'alliance avec la petite bourgeoisie prétendument représentée par le Parti radical, cet argument n'existe plus aujourd'hui. Les 14 députés radicaux de gauche — portés à bout de bras par le PS, qui est majoritaire sans eux — ne pourront jouer que très faiblement ce rôle.

C'est une situation délicate au sens où elle pousse à une confrontation, à une comparaison dangereuse entre la politique telle qu'elle sera directement mise en œu-

vre par le PS et celle pour laquelle les travailleurs l'ont plébiscité. Pour atténuer ce danger, le Parti socialiste peut user des institutions de la République, établir des relais constitutionnels au niveau des régions, et élargir le gouvernement à droite (avec les radicaux et des gaullistes de gauche) et à gauche avec des ministres communistes.

Ce n'est pas le moindre des paradoxes que de voir François Mitterrand qui, alors qu'il dirigeait l'UDSR (5), avait appelé en 1958 à refuser la Constitution, en utiliser désormais tous les rouages (6). Comme l'a dit le premier secrétaire du PS, Lionel Jospin, François Mitterrand entend bien être le président de tous les Français, et distinguer le PS du pouvoir exécutif pour ne pas faire endosser par l'un les initiatives de l'autre, bien qu'il ne soit pas facile de différencier, dans les conditions actuelles, le PS du gouvernement et du président.

Mais le moyen essentiel sur lequel les socialistes mettent l'accent, pour ne pas être trop directement exposés, c'est la décentralisation et la réforme régionale qui devrait être discutée au Parlement dès la session du 2 juillet, sous forme de loi-cadre. L'objectif est de créer entre le pouvoir central et les régions des mécanismes institutionnels, qui font défaut aujourd'hui, qui servent d'écrans, de « tampons », de relais, entre le gouvernement et les travailleurs. En élisant des conseils généraux au suffrage universel et à la proportionnelle, en développant la vie associative et les coopératives, en s'immergeant dans les associations, le PS espère amortir les conflits directs avec le gouvernement tout en émiettant, en fragmentant les luttes, en évitant surtout qu'elles ne culminent contre le pouvoir central. Transformer les rapports entre l'Etat et les collectivités locales, c'est, comme le disait Pierre Mauroy (7), « permettre une gestion régionale des dossiers », donner « une plus grande capacité d'intervention de la région dans le domaine des infrastructures, (...) des entreprises en difficulté, (...) en matière d'habitat, (...) la maîtrise régionale d'une capacité d'investissement » ; l'existence « de plans régionaux et locaux élaborés sous l'autorité des instances locales et régionales élues » devrait être facilitée par « une nouvelle répartition des ressources fiscales de l'Etat, une partie de celles-

« Belle victoire, lourde tâche... » (DR)



4. Il est significatif que Maurice Faure (radical de gauche) nommé garde des Sceaux dans le premier gouvernement Mauroy, ait été écarté. Il n'avait envisagé que l'abrogation partielle de la loi « Sécurité et Liberté » et la réforme de la Cour de sûreté de l'Etat, dont François Mitterrand avait promis la suppression. Sur ce terrain, François Mitterrand avait démenti son ministre avant les élections législatives, donnant à peu de frais une impression de fidélité aux engagements pris.

5. UDSR : Union démocratique et socialiste de la Résistance, formation bourgeoise issue de la Résistance et située sur l'échiquier politique entre le Parti radical-socialiste et le Mouvement pour un rassemblement populaire (MRP) de tendance démocrate-chrétienne.

6. Alors que Guy Mollet et la SFIO l'avaient acceptée.

7. *Les Echos*, 10 juin 1981.

ci étant transférées aux nouvelles collectivités territoriales (8) ». L'élection des conseils régionaux au suffrage universel direct (à la proportionnelle), dont les présidents seraient l'exécutif de la région, devraient permettre de mettre en place des « interlocuteurs pleinement responsables (9) » en dégageant la tutelle et la responsabilité trop voyante de l'Etat central, le tout sous couvert d'idéologie autogestionnaire.

Enfin, en élargissant le gouvernement aux radicaux et à certains gaullistes d'une

## LA BOURGEOISIE JOUERA-T-ELLE AVEC LE FEU ?

La bourgeoisie ne s'attendait pas à un tel résultat électoral. La victoire de François Mitterrand, le triomphe du PS, la défaite du PC : autant de surprises désagréables pour elle. Elle avait sous-estimé les effets du chômage, surestimé les rapports de forces à cause de la division des partis ouvriers, ce qui l'a conduite à une politique provocatrice à plusieurs reprises à l'égard du mouvement ouvrier en mesurant mal ses marges de manœuvre.

Aujourd'hui, l'explication essentielle que donnent de leur défaite les dirigeants bourgeois, c'est qu'elle est le produit de leurs divisions internes. Une façon comme une autre de masquer le fait que leur échec est d'abord et avant tout la sanction de leur politique économique et sociale, et de la profonde volonté de changement qui existait, de manière souterraine il est vrai, dans le pays. Donner cette explication, c'est prendre l'effet pour la cause.

Les divisions de la majorité sont le produit indirect du rejet de sa politique. L'ex-majorité s'est en effet divisée parce qu'une partie d'entre elle, le RPR, a cru pouvoir utiliser à son profit le « ras-le-bol » qui existait dans le pays à l'égard du gouvernement Giscard-Barre pour enrayer les tentatives de ces derniers qui visaient à le lamener. En somme, tant l'UDF que le RPR ont cru avoir les coudées franches pour régler leurs comptes entre eux. Ils n'ont pas vu la lame de fond qui se préparait.

Et l'unité réalisée le temps d'un scrutin pour les législatives sous le signe de l'UNM (10) n'a rien changé aux résultats qui se sont même aggravés par rapport aux présidentielles. Si cette sous-estimation des rapports de forces sociaux réels devait continuer, elle pourrait conduire la bourgeoisie à de lourdes erreurs.

Aujourd'hui, les travailleurs ont pris conscience de leur force. En balayant la droite ils ont le sentiment d'avoir gagné la première manche. Même s'il s'agit d'une victoire « par en haut ». Or, les premières réactions bourgeoises sont de deux ordres : sur le plan strictement politique, la pauvreté des arguments avancés est étonnante. Le chantage à la peur n'ayant pas donné de résultats, les dirigeants bourgeois ont fait campagne contre le développement de la « bureaucratie » qu'indiquerait la création d'emplois pour les instituteurs, les enseignants, les infirmières... Alain Peyrefitte, ancien garde des Sceaux, a manifesté sans vergogne ses inquiétudes

part, aux communistes d'autre part, bien qu'ils n'en aient arithmétiquement pas besoin, François Mitterrand et le Parti socialiste peuvent accrédi-ter l'idée qu'ils partagent les responsabilités du pouvoir, que leur volonté unitaire reste intacte. C'est d'autant plus nécessaire que les perspectives économiques sont sombres et que le patronat se montre — pour l'instant — peu coopératif.

sur le risque que constitue la concentration des pouvoirs « de droit » (législatif et exécutif) et « de fait » (le pouvoir syndical, le pouvoir de mobiliser les masses) entre les mêmes mains... Michel d'Ornano a accusé le nouveau gouvernement, en particulier Georges Fillioud, ministre de la Communication, de se livrer à la télévision à une « chasse aux sorcières » ! Après vingt-trois ans de pouvoir sans partage de la droite, de corruption, de scandales, d'épurations, de prévarications, de telles accusations semblent au mieux dans le ridicule ou provoquent l'indignation. Comme par exemple l'éditorial du journal patronal *les Echos* (11) qui s'en prend ainsi aux enseignants du nouveau Parlement : « Jugez plutôt : sur les 289 députés socialistes et radicaux qui siègeront demain au Palais-Bourbon, 132 très exactement sont des enseignants (ils étaient 49 dans la précédente Assemblée). Un chiffre qui en dit long sur les inclinations profondes de la nouvelle majorité et fait pâlir par avance plus d'un observateur qualifié de la chose parlementaire.

« Imagine-t-on en effet le ton que vont prendre les débats politiques lorsque ces hommes et ces femmes, rompus à la dialectique scolaire, vont émettre la prétention d'exercer à la tribune de l'Assemblée leurs talents oratoires ? Pétris d'humanisme, la bouche pleine de citations, le cerveau encombré d'idées générales, on les verra se pencher avec une rare incompétence sur les réalités de la vie quotidienne ; on les entendra jeter des opinions tranchées sur le travail à l'usine, le financement des entreprises, la relance de l'économie. (...)

« Mais il n'est pas besoin d'attendre pour affirmer qu'en écartant de l'Assemblée nationale seize industriels, six commerçants ou artisans, neuf médecins, dix membres de professions libérales diverses et en y faisant rentrer quatre-vingt-trois enseignants de plus, les Français ont eu un bien curieux réflexe.

« Comment, en effet, imaginer que des intellectuels habitués à travailler seulement cent cinquante ou cent soixante jours par an, incapables de manier autre chose que des idées, enfermés dans le ghetto de leurs a priori, puissent traiter sérieusement des problèmes posés par le monde industriel ou le commerce international ? »

Ces positions traduisent la crise actuelle de direction politique de la bourgeoisie (les tensions qui se font jour au

sein de l'UDF en sont un des signes, ainsi que le débat sur qui est le meilleur « recours », de Jacques Chirac ou de Valéry Giscard d'Estaing).

Par contre, sur le plan économique et social, la campagne est mieux orchestrée et plus efficace : « *Le salut politique de la nouvelle opposition est dans l'opposition ; (...)* bon gré mal gré la nouvelle opposition sera radicale. Nous devons souhaiter que, face à la pratique socialiste, elle ne se contente pas de critiques à la petite semaine, incohérentes parce que partielles et instantanées. (12) »

Les prises de position patronales concernent de façon générale le fait que « les projets gouvernementaux menacent d'aggraver encore la situation des entreprises (13) » dans un contexte de baisse de la production industrielle : selon l'INSEE (14), en un an, la production accuse une diminution de 8,1 %. Dans ces conditions, le problème du gouvernement sera de concilier la relance économique par la consommation avec la défense de la monnaie et la maîtrise de l'inflation. Or, pour le *Nouveau Journal* : « *En dépit des aides apportées par le gouvernement et les banques, il ne peut y avoir investissements et embauches que si la confiance et l'espoir reviennent.* » Traduire : à condition que le gouvernement donne des gages de bonne volonté suffisants au patronat ; ce que fait à loisir Jacques Delors, ministre de l'Economie et des Finances, considéré par la bourgeoisie comme un des garants les plus sérieux de la modération du gouvernement. Ce dernier ne cesse de réaffirmer que le programme visant à réduire le chômage et les inégalités sociales ne doit pas entrer en conflit avec la nécessité de limiter l'inflation et de maintenir la compétitivité de l'industrie française, l'Etat devant donner l'exemple. Ce qui vient de trouver une première application pour les salaires des fonctionnaires dont les traitements ont été relevés de 3,3 % au 1er juillet, ce qui correspond à peine au maintien du pouvoir d'achat. Les fédérations syndicales, tant la CGT que la CFDT, n'ayant pas manqué de protester, la première en soulignant que « c'est la continuité dans le changement », la seconde en déplorant que l'on accroisse « les inégalités au lieu de les réduire (15) ».

Sur les salaires, le patronat fait pression sur le gouvernement en s'appuyant sur les appréciations de la Banque de France (16), selon laquelle « l'inquiétude que suscite l'alourdissement des charges financières et salariales prévaut pour l'instant sur l'espoir de l'amélioration que devraient entraîner dans certaines branches des mesures de relance ».

8. Ibid.

9. Ibid.

10. UNM : Union pour la nouvelle majorité.

11. *Les Echos*, 24 juin 1981.

12. *Les Echos*, 23 juin 1981.

13. *Le Nouveau Journal*, 24 juin 1981.

14. Ibid.

15. *Le Monde*, 18 juin 1981.

16. Ibid.

Les deux autres points chauds sortent pour l'instant les 35 heures et les nationalisations.

Le Conseil national du patronat français (CNPF) refuse d'engager la négociation sur les 35 heures. Il propose de discuter sur l'aménagement du temps de travail en général, l'utilisation des équipements, les compensations salariales. Les négociations qui devaient reprendre le 6 juillet marquent le pas.

Quant aux nationalisations, la campagne de presse est engagée. Le général Jacques Mitterrand, frère du président et président-directeur général (PDG) de la SNIAS, juge qu'elles ne sont « pas d'une urgence capitale et d'un intérêt fondamental (17) ». Le PDG de Rhône-Poulenc (entreprise nationalisable dans le Manifeste électoral de François Mitterrand) entend s'opposer activement à la nationalisation de son groupe en mobilisant les actionnaires. Les actionnaires de St-Gobain-Pont-à-Mousson font de même en envisageant de créer un comité de défense ; le directeur général de Pechiney-Ugine-Kuhlman n'est « pas disposé à se résigner » et à « considérer que la nationalisation est un fait acquis (18) ». La Confédération générale des cadres (CGC) vient au secours de Marcel Dassault en se prononçant contre la nationalisation du groupe qui serait, selon elle, « synonyme de régression (19) ».

Quelles sont les raisons de cette attitude ? Le patronat sait bien que le nouveau gouvernement prépare une gestion « progressiste » de la crise. La faiblesse des mesures déjà annoncées ne peut l'effrayer.

Jean-Pierre Chevènement, ministre d'Etat chargé de la Recherche et de la Technologie, dirigeant de la tendance CERES au sein du PS (tendance proche de certaines positions du PC) l'a dit lui-même : « Nous n'avons pas tout le pouvoir, le pouvoir économique nous échappe. L'environnement extérieur n'est pas très favorable. La France est un pays très largement aux mains d'entrepreneurs privés. » Après les nationalisations, « l'immense majorité des entreprises restera privée (20) ». Le patronat a de solides alliés en la personne des ministres qui détiennent les postes clés de l'Economie (Jacques Delors), du Plan (Michel Rocard), du Commerce extérieur (Michel Jobert) et dont certains disent déjà à demi-mot que de simples prises de contrôle seraient bien suffisantes.

Cette offensive s'explique par deux raisons essentielles : plus le patronat est dur, plus il fait pression et plus il pousse le gouvernement à la modération en permettant à ce dernier de justifier les compromis nécessaires, sa politique de collaboration de classes et d'austérité « de gauche ».

D'autre part, le patronat, lui, sait que l'austérité progressiste, l'austérité de gauche, ça n'existe pas. Il craint les réveils difficiles et la mobilisation ouvrière lorsque les travailleurs commenceront à vouloir la satisfaction de leurs revendications et à exiger de « leur » gouvernement qu'il cesse de pactiser avec la bourgeoisie. Il

n'est pas sûr qu'il donne dans ces conditions le temps et les moyens au gouvernement Pierre Mauroy de mener à bien sa politique et qu'il ne cherche pas à infléchir la politique et la composition gouvernementale dans des délais assez rapides. Aussi, en faisant pression pour obtenir des directions réformatrices, un maximum de garanties, il cherche à déstabiliser, à les compromettre et à saboter le mouvement de masse.

Tout dépendra donc des rythmes de la mobilisation des travailleurs, de l'évolution de la conjoncture économique internationale et de la politique de François Mitterrand dans ce cadre.

L'accord du 23 juin entre le PS et le PC, ratifié par le Comité central du PCF, est de par son contenu même un événement. Il s'agit d'une capitulation et d'un reniement complet par rapport aux positions que le PCF avait défendues depuis la rupture de l'Union de la gauche en 1977 (cf. encadré).

La direction du PCF s'est engagée à accepter une trêve de deux ans avant que ne soit mise en place une véritable politique du changement. De plus, ce changement — comme le dit l'accord — devra se réaliser « par étapes, selon un rythme de transformations qui tiendra compte de la

situation de crise, du fait que l'économie de la France est ouverte sur l'extérieur, des nécessaires équilibres économiques et financiers » !

C'est plus qu'il n'en faut pour donner le temps à la bourgeoisie et au patronat de se ressaisir et, à la faveur de la crise, de commencer à mettre en échec les projets gouvernementaux.

En attendant, le PCF devrait faire preuve de modération... Mais il y a pire : le PCF s'est engagé à respecter non seulement les règles de la solidarité gouvernementale à l'Assemblée nationale, mais aussi « au niveau des collectivités locales et régionales, dans les entreprises, en respectant les fonctions propres des institutions et des partis ». Autrement dit, le PCF s'engage à respecter dans les entreprises, le moment venu, les mesures d'austérité prises par le gouvernement...

Cette solidarité se fera sur la base des propositions approuvées le 10 mai, c'est-à-dire sur la base du Manifeste électoral

17. *Le Monde*, 6 juin 1981.

18. *Les Echos*, 23 juin 1981.

19. Document diffusé par la CGC lors du Salon international de l'aéronautique du Bourget, 8 juin 1981.

20. *Le Monde*, 23 juin 1981.

## Déclaration commune du Parti socialiste

Réunis au lendemain des élections législatives comme ils en étaient convenus, les représentants du Parti socialiste et du Parti communiste français se félicitent du choix que vient de faire le peuple français qui a confirmé le 21 juin son vote du 10 mai en donnant à la majorité présidentielle une large majorité à l'Assemblée nationale.

Les conditions sont ainsi créées pour mettre en œuvre le changement attendu par le pays.

En vue de parvenir à une orientation gouvernementale commune, les deux partis ont consacré l'essentiel de leur discussion aux points qui étaient restés en débat lors de leur précédente rencontre.

Conscients des devoirs que leur dicte la situation, les deux partis se déclarent décidés à promouvoir la politique nouvelle qu'ont choisie les Françaises et les Français en élisant François Mitterrand à la présidence de la République. Ils le feront à l'Assemblée nationale, dans le cadre de la majorité qui vient de se constituer ; ils le feront au gouvernement dans une solidarité sans faille ; ils le feront dans les collectivités locales et régionales, dans les entreprises, en respectant les fonctions propres des institutions et des partis. A cet effet, tout en réaffirmant leur attachement à la personnalité propre et aux positions fondamentales de chacun de leurs partis, ils prendront pour base dans tous les domaines les choix faits par le pays et les convergences vérifiées dans leurs discussions.

La politique de changement qui est d'ores et déjà entreprise par les premières mesures gouvernementales continuera. Les engagements seront tenus. Ce changement se fera, comme il a commencé, par la voie démocratique, à partir de la volonté exprimée par le suffrage universel.

Ce changement comportera en particulier les nouvelles mesures de justice sociale et d'élévation des ressources des plus défavorisés qui devront être prises dès les prochains mois. Il se poursuivra par étapes, selon un rythme de transformation qui tiendra compte de la situation de crise, du fait que l'économie de la France est ouverte sur l'extérieur, des nécessaires équilibres économiques et financiers.

Dans le même esprit, les deux partis pensent qu'à l'issue des négociations en cours entre les organisations syndicales et le patronat, devrait être préparée, dans les meilleurs délais, la législation sur la diminution du temps de travail. Puis, le cadre légal étant fixé, devraient s'engager, sous l'impulsion du gouvernement, de nouvelles négociations pour préciser branche par branche et, le cas échéant, par entreprise, les modalités et les calendriers d'application.

Les deux partis considèrent que l'extension du secteur public sera une garantie de l'efficacité et de la démocratisation de la planification. Ils se déclarent

de François Mitterrand, qui constitue désormais la charte du gouvernement. Cette charte est en retrait sur le Projet socialiste, dont le PCF avait combattu les insuffisances. Par exemple, en ce qui concerne les nationalisations qui furent le prétexte de la rupture de 1977 : il n'est plus question d'étendre les nationalisations aux filiales des grands groupes ni d'en allonger la liste. François Mitterrand a maintenu ses propositions initiales.

Fait significatif : alors que le candidat François Mitterrand avait affirmé en février 1981 qu'« elles figuraient dans le premier train de mesures après mon élection », la discussion sur les nationalisations est renvoyée en principe à la session d'octobre de l'Assemblée nationale. Mais aucune décision définitive n'a été prise en ce qui concerne le calendrier, les rythmes et les modalités techniques. Ce qui risque d'avoir pour résultat, comme le souligne l'éditorial du journal *le Matin* du 25 juin 1981, que « les dirigeants des "nationalisables" cessent d'investir en attendant de savoir à quelle sauce ils seront mangés ».

Sur le plan international, l'accord se réfère à l'action internationale de la France « dans le respect de ses alliances » ; il se prononce pour le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, pour que la Polo-

gne et son peuple « conduisent eux-mêmes à son terme le processus de renouveau politique. Les deux partis soutiendront activement la participation de la France à la Communauté économique européenne (CEE), à ses institutions » sans qu'une mention quelconque ne soit faite de l'opposition du PCF à l'élargissement du Marché commun. Enfin, l'accord « prend acte de la situation créée par les accords de Camp David », ce qui est le plus beau fleuron de cette couronne : le PCF « prend acte » de ce coup porté à la résistance palestinienne, d'accords impérialistes qui ne sont même pas reconus par des régimes réactionnaires arabes comme une base sérieuse de négociation. Pourtant, il n'y a pas si longtemps, le PCF se prononçait pour l'invitation du principal dirigeant de l'OLP à Paris.

Selon une anecdote, Georges Marchais aurait dit en arrivant au siège du PS le soir de la négociation, que les socialistes auraient tout aussi bien pu lui proposer de prendre un bulletin d'adhésion au PS... Vrai ou faux, ce commentaire résume bien l'essentiel : le PCF a bu la coupe jusqu'à la lie. Pour mesurer le chemin parcouru, il suffit de rappeler que le PCF proclamait qu'il n'y aurait pas de vrai changement sans un parti communiste

fort, que François Mitterrand, s'il était élu, ferait comme dans le passé la politique de la droite. Le 11 novembre 1980, Georges Marchais pronostiquait dans *l'Humanité* : « Mitterrand est l'homme de la défaite ! »

Robert Ballanger, président du groupe parlementaire communiste déclarait : « Je ne voterai pas pour un socialiste atlantiste ! » La direction du PCF avait approuvé l'intervention soviétique en Afghanistan.

Il n'est donc pas étonnant que de tels changements d'orientation, de tels retournements, désorientent profondément les militants et que le PC apparaisse comme un parti écartelé. En 1936, le PCF en pleine ascension apparaissait comme un parti révolutionnaire ; aujourd'hui, après avoir trahi la grève générale de Mai 1968 au nom de l'absence de débouché politique, il est apparu aux yeux d'une partie majoritaire de la classe ouvrière comme responsable de la division, comme un parti qui a pris le risque — pour la deuxième fois et dans des conditions différentes — de faire réélire la droite et Valéry Giscard d'Estaing.

Il paie le fait d'être apparu comme un obstacle au changement, il a compromis sa légitimité de parti historique de la classe ouvrière. Incapable d'offrir une alternative, menant une politique sectaire, après avoir cassé la grève générale de Mai 1968 puis rompu l'Union de la gauche en 1977, il avait donné — avant les élections de 1981 — pour seule orientation alternative : « Adhérez et renforcez le PCF ! »

Dans ces conditions, la crise interne connaît de nouveaux développements. Pour la première fois depuis longtemps, des militants oppositionnels apparaissent de façon publique avec un journal, le dernier en date autour de Henri Fiszbín (21), c'est *Rencontres communistes hebdo (RCH)* édité par des membres du PCF regroupés autour d'un « collectif fondateur ». Le journal, s'il comporte un certain nombre de partisans d'une ligne eurocommuniste proche du Parti communiste italien (PCI), draine une audience et un courant beaucoup plus composite. Il évite pour l'instant de mener des batailles d'orientation systématiques et mène la lutte sur la démocratie interne.

La déclaration qu'il a publiée le 25 juin est centrée sur l'exigence d'un débat démocratique public, l'expression de tous les points de vue, la mise en œuvre de nouveaux principes d'organisation. Pour mettre en accord leurs idées et leur pratique, les responsables de *RCH* initient une tribune de discussion dans leur journal ainsi que des assemblées-débats publiques sur le thème : « Quel rôle pour le PCF dans la France de gauche ? », la première devant avoir lieu le 8 juillet à Paris. Enfin, *RCH* demande la fixation immédiate de la date du prochain Congrès. Le Comité central du 25 juin a donné une réponse à ces exigences en fixant la date

21. Henri Fiszbín, ancien membre du Comité central du PCF, dirigeant de la Fédération de Paris, limogé pour ses positions critiques après la rupture de l'Union de la gauche.

## et du Parti communiste français

d'accord pour que l'extension et les modalités de l'organisation du secteur public se fassent conformément aux propositions ratifiées le 10 mai.

Dans la situation du pays, les deux partis estiment nécessaire l'élaboration d'un plan de redressement de deux ans qui crée les conditions d'une nouvelle croissance économique et d'une lutte efficace contre le chômage. Ils soutiendront une politique de réduction des inégalités sociales. Ils agiront pour la garantie et l'extension des libertés, pour le développement des droits des travailleurs, pour la démocratisation de la vie nationale.

Les deux partis soutiendront l'action internationale de la France — dans le respect de ses alliances — pour la paix et le désarmement progressif en vue de la dissolution des blocs militaires, en assurant l'équilibre des forces en Europe et dans le monde et la sécurité de chaque pays. Dans cet esprit, ils se prononcent pour qu'intervienne rapidement une négociation internationale sur la limitation et la réduction des armements en Europe. Cette négociation doit porter notamment sur la présence des missiles soviétiques SS 20 et sur la décision d'installer des fusées américaines Pershing II.

Les deux partis agiront pour le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, de la souveraineté des Etats, de la non-ingérence dans leurs affaires intérieures, pour le droit de chaque pays à sa sécurité. Ils donnent à ces principes une valeur universelle.

En vertu de ces principes, ils affirment le droit du peuple afghan à choisir son régime et son gouvernement et se prononcent pour le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan et la cessation de toute ingérence étrangère.

Prenant acte de la situation créée par les accords de Camp David, ils réaffirment le droit à l'existence et à la sécurité d'Israël et de tous les Etats de la région en même temps que le droit du peuple palestinien à une patrie.

Les deux partis soutiendront activement la participation de la France à la CEE, à ses institutions et à ses politiques communes, dans le respect de sa liberté d'action et de ses légitimes intérêts. Ils appuieront des politiques communes sur le plan social, pour la défense de l'agriculture et des secteurs menacés, pour la vitalité de la recherche et des industries de pointe.

Les deux partis ont évoqué l'évolution de la situation en Pologne, et souhaitent que ce pays et son peuple conduisent eux-mêmes à bon terme le processus de renouveau économique, social et démocratique dans lequel ils sont engagés.

Ils expriment, tant sur le plan économique que politique, leur solidarité avec les peuples du Tiers Monde qui, comme au Salvador et au Nicaragua, luttent pour leur émancipation nationale, leur développement et leur libération démocratique et sociale.

du Congrès fin janvier-début février 1982 et en acceptant le principe d'un débat public à condition qu'il ne se fasse pas « sous les pressions extérieures ». Le débat vient de commencer par l'exclusion de 11 membres du Comité fédéral de Paris, dont Henri Fiszbin...

Dernier élément de la crise du parti et non des moindres : la Pologne. L'interaction entre la situation polonaise et la nouvelle situation politique en France n'a pas fini de se faire sentir. Le PCF, en cas d'intervention soviétique, est tenu par l'accord qu'il vient de conclure. La dénonciation de l'intervention soviétique par un parti « frère » au gouvernement serait un facteur supplémentaire d'aggravation de la crise du stalinisme.

## QUATRE MINISTRES COMMUNISTES

Dans une situation aussi difficile, pourquoi le PCF a-t-il accepté d'aller, dans un rapport de forces aussi défavorable, au gouvernement ? D'une part, parce que le risque que comportait un « soutien sans participation » tel que l'a préconisé l'Agence Tass (22) est trop grand. Dans le contexte actuel, avoir un pied dedans, un pied dehors, est dangereux. Un « soutien sans participation » implique de mobiliser les travailleurs, ce qui peut déboucher sur des explosions sociales. Cela signifie monter en première ligne contre le gouvernement quand sa politique deviendra trop impopulaire en étant prêt à centraliser les luttes ; ce n'est pas du tout la perspective du PC.

D'autre part, des élections régionales à la proportionnelle devraient avoir lieu bientôt. Des élections municipales auront lieu en 1983. Pour les élus du PC, pour l'appareil profondément enraciné dans la gestion des communes, des municipalités, il est décisif d'enrayer les pertes des élections législatives et de ne pas perdre ces pouvoirs locaux. Or, ils dépendent pour beaucoup d'accords avec le PS. Si le PCF devait perdre des municipalités communistes comme il a perdu des électeurs récemment, il connaîtrait une situation infiniment plus grave.

Enfin, la direction, sans cela, allait se présenter devant le parti les mains vides avec 15 % des voix... et 38 % pour le PS. Même s'ils ne sont que quatre, la présence de ministres communistes au gouvernement apparaît comme un événement majeur. Cela peut permettre de conforter conjoncturellement la position de la direction. La déclaration du gouvernement américain indiquant que les rapport franco-américains seraient « affectés » par cette décision peut donner une crédibilité supplémentaire à la décision de participation ministérielle.

Inversement, les adversaires de la participation pourront argumenter qu'en allant au gouvernement pour gérer la crise, le PCF prend un risque considérable. Il aura des comptes à rendre dans les entreprises et les syndicats. Ces risques ne sont-ils pas trop lourds en échange de postes ministériels de seconde zone,

dans une position totalement subalterne par rapport au PS ? Voilà le dilemme du PCF qui, placé entre Charybde et Scylla, n'a guère le choix.

Pour François Mitterrand par contre, le choix de ministres communistes est un gage de paix sociale, du moins l'espère-t-il. Il atteste de la volonté unitaire du PS. Rappelant comment il aurait conçu en 1968 la formation d'un gouvernement de gauche, il écrivait : « J'estimais que la présence communiste rassurerait plus qu'elle n'inquiéterait. Cette affirmation semblera aujourd'hui téméraire. Mais je savais aussi que ni leur nombre ni leur rôle dans l'équipe dirigeante n'avaient de quoi effrayer les gens raisonnables qui, à l'instant même, voyaient dans la CGT et Séguin les derniers remparts de l'ordre public que le gaullisme se révélait impuissant à protéger face aux coups de boutoir des amateurs de la révolution. » (*Ma part de vérité*, Fayard, Paris, p. 163.)

Il n'y a rien là qui puisse inquiéter le gouvernement américain dont la déclaration a surtout une fonction internationale de mise en garde (à l'égard de l'Italie, de l'Espagne et du Portugal par exemple), dans la mesure où le tabou concernant les ministres communistes a été transgressé. L'accord signé signifie que les ministres du PC ont les menottes aux mains et le gouvernement américain le comprend fort bien.

Il reste encore une inconnue : la mobilisation des travailleurs et la durée de « l'état de grâce » qu'ils accorderont à François Mitterrand et à son gouvernement. Dans les entreprises, les rapports de forces entre le PC et le PS ne sont pas les mêmes. La CGT reste le syndicat largement majoritaire (en dépit de certaines pertes depuis la victoire de François Mitterrand) et le contrôle de l'appareil du PC est sans commune mesure avec celui du PS. Il n'est pas exclu que le PCF utilise la CGT pour qu'elle propage de façon plus autonome un certain nombre de ses positions au nom de l'indépendance syndicale.

Pour l'instant, les travailleurs sont encore prudents. Comme le dit un ouvrier dans *l'Humanité* du 24 juin : « On sait que le changement ne se fera pas en un jour. Il faut laisser au gouvernement le temps de se retourner. On ne va pas avoir le même tempérament que quand Giscard était là. Ce n'est pas pareil. On doit en tenir compte. » Mais cette attitude peut évoluer vite. La caractéristique de la situation est l'ampleur et la rapidité des changements, en particulier dans le comportement de la classe ouvrière, l'accélération rapide des événements.

## POUR UN GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS !

Pour les travailleurs, le gouvernement apparaît comme « leur » gouvernement et pas comme celui des patrons (dans un premier temps au moins). Ils vont chercher à l'aider contre la bourgeoisie et à le pousser en avant.

Les marxistes révolutionnaires, eux, analysent ce gouvernement comme un

gouvernement bourgeois parce qu'il respecte les institutions bourgeoises, l'économie de marché et, qui plus est, comporte des ministres bourgeois. Rien n'est plus clair à cet égard que le texte de l'accord signé par le PC et le PS. Mais ce n'est pas un gouvernement bourgeois comme les autres, car il est composé (à l'exception de deux radicaux de gauche et d'un gaulliste), des deux principaux partis ouvriers qui doivent tenir compte des exigences de ceux qui ont permis leur victoire électorale, qui les ont porté au gouvernement et leur ont donné une majorité absolue au Parlement, situation institutionnelle différente de celle de 1936 où un parti bourgeois — le Parti radical — était indispensable à la constitution d'une majorité parlementaire dite « de gauche » : aux élections du 3 mai 1936, la majorité du Front populaire était de 370 voix, dont 116 pour les radicaux, 146 pour la SFIO et 72 pour le PC, le reste se répartissant entre le PUP (10 députés) et l'USR (26 députés).

C'est pourquoi, tout en tenant compte de la conjoncture politique, des processus de prise de conscience des travailleurs, les militants révolutionnaires auront comme orientation générale d'exiger que ce gouvernement, les directions du PS et du PC, rompent avec la bourgeoisie en s'appuyant sur la mobilisation des travailleurs pour satisfaire leurs revendications, et qu'ils s'engagent dans la voie d'un authentique gouvernement des travailleurs. En appréciant à chaque instant le niveau de conscience des travailleurs pour mettre en avant les objectifs susceptibles de les mobiliser, ce qui se fera d'abord contre le patronat et la bourgeoisie, les révolutionnaires permettront ainsi aux masses de faire l'expérience de la politique de leurs partis.

Dans l'immédiat, le changement doit signifier une augmentation plus importante du salaire minimum (SMIC), le relèvement des bas salaires et l'échelle mobile pour garantir le pouvoir d'achat compte tenu d'un taux élevé d'inflation.

Cela implique une lutte décidée contre le chômage pour inverser la tendance, compte tenu des pronostics de 2 000 000 à 2 500 000 chômeurs qui sont envisagés (voire même suscités) par le patronat. Or, les premières mesures du gouvernement en ce domaine permettent tout juste de remplir un tonneau percé avec une petite cuillère. Seules les 35 heures immédiatement sans augmentation des cadences permettent d'apporter une solution. Le patronat n'en veut pas ? Il faudra les lui imposer s'il continue à résister.

Mais cela ne suffira pas. La bourgeoisie (et certains membres du gouvernement) expliquent déjà que les 35 heures sans diminution de salaire sont incompatibles avec « notre » économie : les révolutionnaires devront inlassablement expliquer aux travailleurs que ce qui est rentable pour les capitalistes n'est pas rentable pour la classe ouvrière, que, pour résoudre la crise, il faut s'en donner les moyens

et mettre sur pied un plan ouvrier contre la crise, qui s'attaque au pouvoir du capital.

D'ores et déjà dans les entreprises, les travailleurs doivent avoir les moyens d'agir. Les droits syndicaux doivent être développés, les pouvoirs des délégués renforcés, les comités d'atelier (qui figurent, même si c'est avec un contenu très ambigu, dans les programmes de la CGT et de la CFDT) démocratiquement élus et unitaires, les négociations doivent — comme l'ont fait les travailleurs polonais — systématiquement être rendues publiques.

La Ligue communiste révolutionnaire (LCR) doit préparer les travailleurs aux batailles futures en luttant pour l'indépendance de classe (ce qui implique, entre autres, la lutte contre la présence de ministres radicaux de gauche, bien qu'ils ne soient plus que deux, et de Jobert, gaulliste de gauche, même si cela ne change pas le caractère bourgeois du gouvernement) (23). Cette indépendance de classe passe par le refus de toute austérité de gauche et de toute gestion de la crise économique. Face à un gouvernement qui explique qu'il ne faut pas trop augmenter les salaires car cela relance l'inflation, accroît les importations et bloque les investissements en alourdissant les coûts de production, les révolutionnaires expliqueront qu'il n'y a pas d'autre issue pour échapper à ce « cycle infernal » que d'attaquer le capitalisme, de nationaliser sans indemnités les secteurs clés de l'économie, de mettre en place une véritable planification et d'instaurer le monopole du commerce extérieur. Face au refus des patrons d'investir, face à la fuite des capitaux, aux fermetures d'usines, les travailleurs devront recourir au contrôle ouvrier, c'est-à-dire au pouvoir de décision des travailleurs organisés à la base dans les usines, les quartiers, etc., disposant d'un droit de veto sur les conditions de travail, sur les licenciements, sur les mesures de rentabilisation capitaliste.

Il ne s'agit encore que d'une perspective générale. Pour l'instant, les travailleurs s'en remettent à « leur » gouvernement pour qu'il applique sa politique. Leurs illusions sont confortées par le fait que, paradoxalement, treize ans après Mai 1968, c'est leur victoire électorale qui a chassé la droite ; ce qu'un travailleur de Longwy exprime avec clairvoyance : « Il ne faut pas oublier que la gauche arrive au pouvoir grâce à un chef et à des élections, et non pas par la base comme en Pologne. (24) » Mais la crise économique ne laissera peut-être pas au gouvernement le répit de deux ans qu'il a exigé du PC dans l'accord commun.

A Boussac-Saint Frères (Groupe Agache-Willot), le dépôt de bilan concerne déjà 3 000 personnes environ, mais l'ensemble du groupe textile comprend environ 80 usines et 20 000 personnes (25). Il s'agit-là, selon le journal *les Echos* du 26 juin 1981, du « plus important dépôt de bilan de l'après-guerre » retardé par le précédent gouvernement Giscard-Barre jusqu'aux élections. Or cette affaire est exemplaire. En liquidant les « canards boiteux » (le textile) et en préservant les



Ceyrac, le dirigeant du CNPF, inquiet : les travailleurs sont prêts à aller de l'avant pour aider « leur » gouvernement à faire payer les patrons. (DR)

secteurs rentables dans la distribution (Le Bon-Marché, Conforama, Dior, etc.), les patrons du groupe — qui ont bénéficié de nombreuses aides sous le précédent gouvernement — entendent socialiser les pertes et privatiser les profits. Comme l'écrit pudiquement le journal *les Echos* du 26 juin 1981, « la critique essentielle que l'on peut faire aux Willot, c'est d'avoir refusé d'écorner vraiment leur trésor de guerre pour soutenir leurs activités textiles en préférant la solution du repli stratégique et des suppressions d'emplois »...

Le gouvernement vient de nommer un expert chargé de faire le bilan global de la situation du groupe afin d'avoir un point de vue d'ensemble : il faut associer les travailleurs, les syndicats, à cette démarche pour qu'ils enquêtent publiquement sur les bénéfices de l'entreprise, les aides de l'Etat et les sombres manœuvres des « frères Dalton du textile ». Les ouvrières y sont déjà prêtes, comme en témoigne cette réflexion d'une ouvrière de Nomexy citée par *le Monde* du 26 juin 1981 : « Derrière nos syndicats, nous nous mobilisons en espérant que le gouvernement de gauche saura sauver nos emplois, que cette fois, ce seront les Willot qui paieront et non les salariés. »

La logique d'une telle enquête serait de déboucher sur la confiscation de l'ensemble des biens du groupe et la nationalisation de ses secteurs importants avec garantie de l'emploi et le contrôle des travailleurs sur les conditions de travail et la production. En effet, il ne saurait être question de se contenter de nationaliser les canards boiteux en laissant les secteurs

rentables aux capitalistes. De ce point de vue, l'exigence du gouvernement Pierre Mauroy de la nomination d'un administrateur judiciaire pour l'ensemble du groupe Willot, y compris sa distribution florissante et pas seulement pour le secteur textile en faillite, est une exigence minimum. Au début, le tribunal de commerce n'avait pas souscrit à cette demande. Les travailleurs ont les moyens de l'imposer et d'aller plus loin en menant eux-mêmes l'enquête.

Il ne s'agit pas de proposer comme tâches immédiates des objectifs qui, un mois après la victoire électorale, seraient incompris ou apparaîtraient comme de la surenchère gauchiste ou une attaque frontale contre le gouvernement. Il faut concentrer le tir sur le patronat et la bourgeoisie, en comprenant la volonté qu'ont les travailleurs d'aider le gouvernement à riposter contre les patrons. Il faut leur expliquer que, puisque le patronat ne donne pas de répit à François Mitterrand, les travailleurs ne donneront pas de répit au patronat. Cela signifie aussi une bataille pour l'unité syndicale, la multiplication des assemblées générales, des réunions intersyndicales pour surmonter les

23. Le deuxième gouvernement Pierre Mauroy comprend 43 ministres et secrétaires d'Etat dont un radical de gauche de moins, Maurice Faure, garde des Sceaux pendant un mois, qui a été « remercié ».

24. Interview au journal *Union dans les luttes*, numéro 3, juin 1981.

25. *Le Monde*, 26 juin 1981.

séquences de la division, pour cicatriser les plaies qui ne le sont pas encore. Pour cela, il faut confronter les différents points de vue, discuter collectivement des tâches de l'heure dans le respect de la démocratie syndicale et ouvrière.

Cela signifie continuer la mise sur pied d'une tendance syndicale « lutte de classes » en mettant à profit les pas en avant réalisés dans la dernière période.

Les travailleurs doivent se réunir à la base pour discuter et agir ensemble. Ils ne doivent pas faire confiance aux « accords d'états-majors » comme l'a tant ressassé le PCF pendant sa campagne avant l'élection de François Mitterrand. Le PC et le PS ont signé un accord de gouvernement qui respecte l'économie capitaliste dans le cadre d'une politique de collaboration de classes. Dans le respect de la solidarité gouvernementale et dans l'engagement à soutenir au sein même de l'entreprise toutes les décisions gouvernementales, le PC et le PS entendent par ce carcan obtenir la paix sociale et rassurer les patrons. Les travailleurs ne sont nullement engagés par cet accord ; ils n'ont aucune raison de faire des cadeaux aux patrons.

Comme le dit un jeune ouvrier de Renault-Flins interviewé par *l'Humanité* du 24 juin 1981 : « Et les cadences ? Quand est-ce qu'elles vont changer ? C'est ça le changement ? »

La LCR s'est battue depuis des mois et des mois pour que les deux principaux partis ouvriers mettent fin à leurs divisions, pour l'unité du PC et du PS, pour un gouvernement du PC et du PS. Nous avons mené cette bataille parce que ces deux partis bénéficient de la confiance de la majorité des travailleurs, parce que leur unité et celle de leurs organisations faci-

te leur combat contre le patronat et la bourgeoisie, leur redonne confiance, augmente leur volonté de lutte. Mais cette unité ne peut se faire au détriment de la défense des revendications ouvrières. Elle doit se faire pour imposer la réalisation d'un véritable gouvernement des travailleurs et rompre avec la bourgeoisie. Dans cette perspective, elle doit s'appuyer sur leur mobilisation et la réalisation de l'union aussi à la base. Comme le dit confusément un travailleur de Longwy (26) : « Le modèle des syndicats centrés sur la boîte ne correspond plus à la situation. Il serait nécessaire de créer une structure, ni syndicat ni parti, et qui prenne en compte les différents problèmes. » L'idée des comités unitaires prendra petit à petit corps à partir de l'expérience quotidienne. « Il faut d'abord à la base, dans les boîtes, qu'on discute ... Il faut écrire au PC et au PS et leur rappeler nos exigences. Reprendre les propositions du PC et du PS et engager la discussion à partir des problèmes de la sidérurgie ... Il faut tirer les enseignements de la lutte de Longwy. On ne peut plus aujourd'hui faire cette séparation entre ce qui est boîte et ce qui est quartier, séparation que reflètent les syndicats actuels (27) ». Certes, il s'agit-là de militants politisés ou de cadres syndicaux qui ont participé au mouvement « Union dans les luttes ». Mais ces conclusions-là, ils ne sont pas les seuls à les tirer : d'autres travailleurs demain feront de même à partir des problèmes concrets qu'ils rencontreront dans l'usine ou les quartiers, même si au début ces comités unitaires se créent pour faire simplement pression sur le gouvernement.

La nouvelle situation politique créée par l'élection de François Mitterrand et

l'entrée au Parlement d'une écrasante majorité de députés du PC et du PS ouvre des perspectives nouvelles à la construction du parti révolutionnaire. La crise du PCF qui perd l'hégémonie absolue dont il disposait jusqu'alors sur la classe ouvrière doit permettre aux marxistes révolutionnaires de gagner des militants ouvriers et de s'implanter beaucoup plus largement dans les entreprises.

D'ores et déjà, dans la période électorale, la LCR a montré, dans les syndicats et dans les entreprises en général, sa capacité à peser sur le cours de la lutte des classes. Les faibles résultats électoraux (environ 1 % en moyenne) qu'elle a obtenus dans les quelques circonscriptions où elle présentait des candidats sont liés d'abord au contexte général des élections législatives, à la volonté des travailleurs d'envoyer à l'Assemblée nationale une majorité qui donne à François Mitterrand, comme il l'avait demandé, « les moyens de sa politique ». Ils sont liés ensuite au nombre très faible des candidats présentés (pour des raisons financières) qui n'ont pas permis à la LCR de bénéficier d'un temps de parole à la radio et à la télévision. Ils résultent enfin de l'opposition des principales organisations d'extrême gauche — « Lutte ouvrière » et l'OCI — à la réalisation d'un accord même minimum de répartition des circonscriptions.

L'OCI — dans la foulée de son vote Mitterrand dès le premier tour de l'élection présidentielle — n'a pas voulu présenter de candidats. « Lutte ouvrière » a refusé tout accord et enregistre une baisse de ses résultats par rapport aux élections antérieures.

Mais ces faibles scores électoraux ne signifient pas une baisse d'influence, au contraire. La LCR est une force reconnue dont « l'image de marque » est celle d'une organisation qui — depuis le début — a pris une part décisive à la défaite de Valéry Giscard d'Estaing.

Les différenciations au sein du mouvement ouvrier, l'expérience que les travailleurs feront tôt ou tard de la politique de leurs partis, donnent une actualité beaucoup plus intense à la construction d'une organisation révolutionnaire. Cela implique dans l'immédiat que les principales organisations confrontent leurs points de vue et testent dans la pratique les possibilités d'accord concrets sur les tâches essentielles de l'heure. Cela signifie un souci permanent, une adresse constante en direction des militants du PC et du PS.

Produit différé de la grève générale de Mai 1968, la victoire de François Mitterrand et les résultats des partis ouvriers aux élections législatives ouvrent la voie à une recomposition en profondeur du mouvement ouvrier, elles ont une importance décisive pour la classe ouvrière française et internationale. ■

Jeannette HABEL

La victoire du 10 mai 1981, produit différé de la grève générale de Mai 1968. (DR)



26. Interview au journal *Union dans les luttes*, art. cit.

27. *Ibid.*

## Le FMLN accentue son emprise sur les campagnes

Michel ROVERE

Moins de six mois après l'offensive générale lancée par les révolutionnaires salvadoriens en janvier 1981 et les communiqués de victoire lancés par la Junte militaire et démocrate-chrétienne du Salvador, celle-ci doit reconnaître à nouveau qu'elle subit très directement la pression militaire des unités du Front Farabundo-Marti de libération nationale (FMLN). A l'occasion d'une visite officielle au Guatemala, le ministre salvadorien de la Défense, le colonel José Guillermo Garcia, qui passe pour être l'homme fort du régime, a dû reconnaître : « *Bien que nous soyons vainqueurs pour le moment, les insurgés ont l'avantage de la surprise et de l'initiative.* » Et pour justifier les revers subis, d'expliquer que l'armée salvadorienne était sous-équipée face à une « *organisation communiste admirable* ». Le colonel a conclu en disant : « *Nous défendons nos positions, mais nous recherchons une solution politique par le biais d'élections.* »

Il est vrai que, sur le plan militaire, malgré l'énorme soutien américain et la complicité active des régimes du CONDECA (1), l'armée salvadorienne vient d'essuyer plusieurs revers sérieux. L'armée salvadorienne vient de mettre un terme à la septième grande opération de contre-insurrection mise en œuvre depuis le début de l'année 1981. Cette opération, similaire aux offensives « *Search and Destroy* » développées par le corps expéditionnaire US au Vietnam, s'est déroulée dans la zone montagneuse située autour du volcan de San Vicente, à 60 km à l'est de la capitale San Salvador. L'importance stratégique de cette zone tient au fait qu'elle est un nœud de communication important entre les provinces orientales et occidentales du pays. Selon le porte-parole officiel de l'armée salvadorienne, plus de 200 insurgés auraient été tués au cours de cette « *opération de nettoyage à grande échelle qui a duré 12 jours, du 3 au 15 juin* ». Mais la station de radio de la guérilla, *Radio Venceremos*, à laquelle se réfèrent de plus en plus toutes les agences de presse (ce qui prouve la crédibilité des informations diffusées par la Junte !), insiste sur le fait que l'armée salvadorienne a dû se retirer sans avoir pu détruire l'essentiel du dispositif du FMLN.

En fait, c'est à une échelle de plus en plus massive que l'armée salvadorienne et ses conseillers américains tentent de mettre en œuvre dans le pays les techniques de guerre expérimentées au Vietnam entre 1965 et 1975. La Junte a mis sur

pied une Brigade à déploiement rapide Atlacatl, sur le modèle des commandos de chasse anti-guérilla US. Entraînée par des conseillers américains, la brigade est transportée par air, équipée de fusils d'assaut M 16. Elle est appuyée dans ses engagements par des hélicoptères de combat et des chasseurs-bombardiers.

Ces opérations, pour « *chercher et détruire* » les bases de la guérilla ont été lancées successivement au Morazan, à La Union, à Guazapa et à San Vicente. Après l'échec de l'opération à San Vicente, de nouveaux engagements importants sont signalés dans les départements de Cabanas et de Chalatenango. Comme au Vietnam, même si c'est à une échelle plus réduite, ces opérations visent un triple objectif :

— militaire : il s'agit d'accrocher, de fixer et de détruire les unités des forces régulières de la guérilla ;

— économique : la destruction des récoltes et des villages vise à empêcher la constitution ou l'élargissement de « zones libérées » ;

— politique : l'ampleur des combats, combinée avec la politique de terreur à l'encontre des populations civiles visent, pour « séparer le poisson de l'eau », à obliger les populations civiles à fuir où à se regrouper dans des « hameaux stratégiques », défendus par l'armée et quadrillés politiquement par les bandes paramilitaires et ORDEN (2).

Alors que les observateurs locaux estiment les forces régulières de la guérilla entre 4 000 et 6 000 combattants (l'armée salvadorienne est forte de 9 000 hommes, plus 6 000 gardes nationaux), Victor Guerreiro, représentant du FMLN, a expliqué que le pays avait été divisé en quatre fronts de guerre, et que quinze zones étaient contrôlées militairement, politiquement et économiquement par la guérilla.

Front occidental : ce sont les provinces d'Ahuachapan, Santa Ana et Sonsonate. Le FMLN contrôle les zones de Metapan et El Porvenir, près de la frontière guatémaltèque.

Front central : San Salvador, La Libertad, Chalatenango et Cuscatlan. Le FMLN contrôle les zones de San Fernando et Las Vueltas, y compris cinq villages près de la frontière hondurienne, les zones de Guazapa, Suchitoto et Aguilares Quezatepeque, près de la capitale.

Deuxième Front central : il regroupe les provinces de Cabanas, San Vicente et

La Paz. Le FMLN contrôle les zones de Cinquera et Villa Vitoria près du barrage hydro-électrique qui fournit près de la moitié de l'électricité du pays, San Lorenzo, San Sebastian et le volcan de San Vicente avec les six villages qui l'entourent.

Le Front oriental regroupe les provinces d'Usulután, de San Miguel, de Morazan et de La Union. Les zones libérées sont Perquin, y compris six villages près de la frontière hondurienne, Nuevo Eden, San Agustin Jucuaran et le volcan Conchagua qui est situé à proximité du port stratégique de La Union qui donne dans le golfe de Fonseca.

En plus de ces zones, il existe des camps mobiles du FMLN.

Un représentant du FMLN à Tegucigalpa (Honduras) a expliqué à *Latin American Weekly Report* que la guérilla contrôlait désormais 50 % des départements de Morazan, Chalatenango et Cabanas, contre 30 % au moment de l'offensive de janvier. Elle contrôle également 30 % du département de San Vicente. Dans ces quatre départements, le FMLN assiège en permanence plusieurs villes. Selon toutes les sources, le FMLN contrôle au moins 10 % de la superficie totale du pays.

Selon un dirigeant du Front central, le commandant Marcos, « *une économie de guerre a été mise sur pied dans les zones contrôlées par la guérilla, à base d'agriculture et d'élevage. Des cours d'alphabétisation, d'entraînement militaire et d'éducation politique sont dispensés, de petits ateliers fabriquent ou réparent le matériel militaire* ».

La vie dans les zones libérées est administrée par des organes de « pouvoir populaire », les Comités du pouvoir farabundiste, qui organisent la distribution de nourriture et gèrent les systèmes de santé et d'éducation, sur le modèle des Comités de défense sandinistes avant le 19 juillet 1979 au Nicaragua.

Le FMLN a mené des opérations militaires d'envergure, engageant plusieurs centaines de combattants à Arcatao (province de Chalatenango) et La Union. Les actions militaires ont repris dans la capitale, où elles avaient été interrompues pendant plusieurs mois.

1. CONDECA, Conseil de défense centro-américain : organisation militaire intégrée à l'échelle de toute l'Amérique centrale, sous la houlette des Etats-Unis.

2. ORDEN, Organisation démocratique nationaliste : bandes armées d'extrême droite agissant le plus souvent aux côtés de l'armée et des autres corps officiels de répression.

Cependant, un décalage important continue d'exister entre l'implantation du FMLN dans les campagnes et la force de ses réseaux dans les villes, notamment dans la capitale. C'est ce que reconnaît le commandant Jonas, membre de l'état-major du FMLN pour le Morazan, qui explique : « L'armée contrôle les grandes villes et les bourgs, mais c'est nous qui tenons les campagnes. »

C'est pour cela qu'il est peu vraisemblable qu'une offensive générale du type de celle de janvier 1981 soit lancée à brève échéance, d'autant que la question de l'unité entre les diverses composantes du FMLN n'est toujours pas réglée. Chacun des groupes composant le FMLN et le FDR a recommencé à sortir son propre matériel de propagande.

La situation des populations civiles devient de jour en jour plus précaire. Dans les villes, les opérations de ratissage, de perquisitions et de contrôle affectent désormais presque autant les quartiers des classes moyennes que les districts populaires. La répression s'accroît. La Commission des droits de l'homme a dû passer, au début du mois de juin, à la clandestinité. Au cours du premier trimestre 1981, ce sont plus de 5 000 civils qui ont été tués par l'armée et les forces paramilitaires (en 1980, il y a eu 13 000 morts au total). Selon un porte-parole de la Commission, « 80 % des civils tués lors des opérations criminelles lancées par les forces de répression sont des paysans, des femmes et des enfants en majorité, accusés d'aider les guérilleros, tandis que 7 % sont des enseignants ou des étudiants ».

La terreur cherche aussi à faire fuir la population, soit vers des camps transformés en hameaux stratégiques, soit vers les pays voisins. Il y a d'ores et déjà 200 000 réfugiés et 3 000 personnes quittent chaque jour le pays. Pour les réfugiés qui restent, l'enfer est quotidien. Une journaliste de l'*Observer* décrit ainsi leurs conditions de vie : « Les réfugiés vivent dans des camps de carton-pâte et doivent compter sur les autochtones pour les approvisionner, car ils n'ont ni argent ni travail. Dans chacun des quatre villages que j'ai visités, il y avait au moins 1 000 réfugiés vivant sous la protection douteuse de la Garde nationale. »

« Les forces de sécurité pour la province de Chalatenango ont enlevé 46 hommes dans le camp de réfugiés de Bermuda parce qu'ils étaient suspects de sympathie pour la gauche. Et ils continuent d'enlever 9 hommes par mois du camp d'El Paraiso (le Paradis). Récemment, ils ont empoisonné 200 chiens dans ce dernier village, parce que leurs aboiements pouvaient avertir les victimes. »

« Un sac plastique contenant six têtes humaines a été laissé récemment aux abords du camp d'El Paraiso. Chaque jour, les villageois découvrent des cadavres mutilés laissés au bord de la route en guise d'avertissement. Le dimanche des Rameaux, 40 gardes nationaux ont encerclé le camp et on harangué ses occupants durant 12 heures d'affilée pour les dissuader de rejoindre la guérilla. C'est l'inter-

vention courageuse d'un prêtre qui les a empêchés d'abattre trois suspects. »

« Ils doivent soit rejoindre la guérilla, soit opter pour le gouvernement, sinon ils risquent d'être tués en "quantités industrielles", selon l'expression utilisée devant moi par le président Napoleon Duarte, qui est natif d'El Paraiso ... »

L'évolution de la situation militaire sur le terrain, sans qu'il soit possible de prévoir à brève échéance un vainqueur et un vaincu, donne une nouvelle actualité aux interventions qui se déroulent à l'échelle internationale pour tenter de trouver une « solution politique » négociée à la crise.

Hans Jürgen Wieschnewski, vice-président du SPD allemand, Ed Broadbent, dirigeant du NPD canadien, Willy Brandt, Felipe Gonzales pour l'Internationale socialiste, Rumor pour la Démocratie chrétienne italienne ou les représentants de la CDU ouest-allemande, sont quelques-uns des intermédiaires qui tentent de mettre en place aujourd'hui, sinon une « solution politique » définitive, au moins un cadre de négociation entre les deux parties engagées dans la guerre civile au Salvador.

### LA POSITION DU FDR SUR UNE SOLUTION NÉGOCIÉE

La position du FDR sur une solution négociée a été explicitée à plusieurs reprises au cours des dernières semaines. Comme le note le journaliste cubain Mario del Cueto (3) : « Le FDR n'a pas rejeté la possibilité d'entamer un dialogue, y compris avec la Junte, pour aboutir à une solution pacifique à la terrible crise que traverse le pays. Mais il y a mis des conditions de principe auxquelles il ne saurait renoncer, comme l'arrêt de la répression, la levée de l'état de siège, l'abrogation du couvre-feu et la libération de tous les prisonniers politiques. Rien de cela ne se retrouve dans le climat préélectoral que prétend imposer la Junte. »

Ce jugement qui suivait l'annonce par le président de la Junte salvadorienne de la tenue d'élections générales pour le printemps 1982, a été repris à plusieurs reprises par les représentants du FDR à l'extérieur du pays, qu'il s'agisse de l'ex-ministre de l'Éducation Samoya, passé à la guérilla, qui a effectué une tournée dans les capitales européennes, ou des représentants de la Commission politico-diplomatique du FDR dans les autres pays d'Amérique centrale. Wieschnewski a reconnu lui aussi que le principal blocage venait de la Junte salvadorienne elle-même et de ses mentors nord-américains.

Au retour d'une visite effectuée à La Havane, Wieschnewski déclarait au quotidien mexicain *Exelsior* que « le président cubain Fidel Castro était partisan d'une solution politique, à condition qu'elle soit acceptée par le FDR ».

Fidel Castro, toujours selon Wieschnewski, ne cache pas qu'il a fourni — dans le passé — des armes à l'opposition salvadorienne et n'exclut pas un changement de son attitude actuelle (la suspension des

livraisons d'armes), si les militaires salvadoriens s'opposaient à une solution politique.

Wieschnewski a ajouté que la Junte salvadorienne avait refusé les propositions concrètes faites par le FDR en faveur d'une solution pacifique et a lancé un appel aux gouvernants américains pour que ceux-ci convainquent les militaires salvadoriens d'accepter une telle solution.

Les déclarations faites par le véritable homme fort de la Junte salvadorienne, le colonel Guttierrez, lors de sa tournée des dictatures du Cône Sud de l'Amérique latine, selon lesquelles il ne pouvait être question de laisser le FDR, « organisation terroriste », participer au processus électoral, font douter que les élections du printemps 1982 annoncées par la Junte puissent devenir l'axe d'application d'une telle solution politique.

Celle-ci apparaît de moins en moins crédible alors qu'à l'exception des démocrates chrétiens qui soutiennent le président Napoleon Duarte, toutes les autres formations bourgeoises salvadoriennes refusent de les cautionner. La très réactionnaire Association des avocats a refusé de participer à une commission chargée d'élaborer la législation électorale, en expliquant que des élections étaient impossibles dans les conditions actuelles d'état de siège et de loi martiale existant au Salvador.

Des partis de droite comme le Parti de la conciliation nationale (PCN) et le petit Parti d'orientation populaire (POP) ont repris à leur compte les critiques faites par l'Association des avocats et refusent de participer. Les partis bourgeois dits « centristes », comme le MNR et les sociaux chrétiens ne veulent pas non plus participer à des élections dont l'une des préconditions est la nécessité de rendre public les noms et adresses de 3 000 de leurs membres...

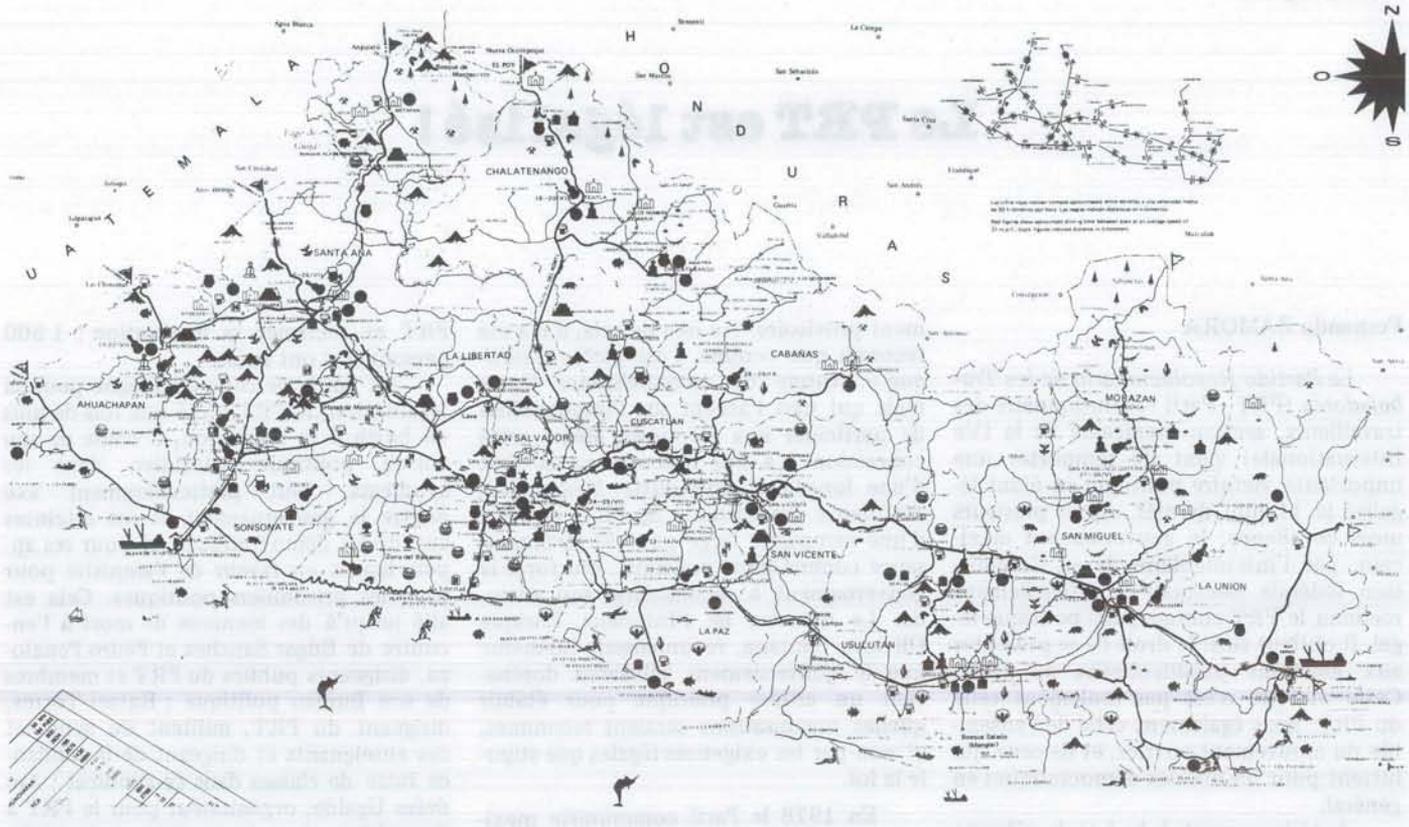
Alors que les élections annoncées par la Junte font de plus en plus figure de farce, Washington a lancé une importante offensive diplomatique en direction des bourgeoisies centro-américaines. Lorsqu'il a été définitivement nommé à la mi-juin comme secrétaire d'État adjoint chargé des Affaires internationales, Thomas Enders a expliqué au cours d'un banquet du Conseil des Amériques que les trois objectifs principaux poursuivis par la nouvelle administration américaine seraient :

— améliorer les relations avec le gouvernement mexicain ;

— contrer l'influence cubaine dans la Caraïbe et en Amérique centrale ;

— revitaliser les alliances avec les principaux pays d'Amérique du Sud qui reviennent à des formes de gouvernement constitutionnelles, et reconnaître leur rôle pour assurer la sécurité dans l'Atlantique Sud.

Alors que l'essentiel de son discours était une violente diatribe contre les menées cubaines, Enders a expliqué comment la Colombie, Panama et le Costa-



Le Salvador. (DR)

Rica commençait à rapprocher leurs points de vue de celui des Américains, avant de souligner l'importance que prenait le Mexique dans le contexte régional.

C'est dans cette perspective que le secrétaire d'Etat américain, Alexander Haig, devait rencontrer à Nassau aux Bahamas, les 11 et 12 juillet, ses homologues ministres des Affaires étrangères du Canada, du Mexique et du Venezuela pour étudier une politique commune d'aide au développement pour la Caraïbe et l'Amérique centrale.

Pour Washington comme pour le Venezuela qui soutient le gouvernement américain dans sa politique salvadorienne, ce « mini-plan Marshall » doit être un élément central de la stratégie anti-subversive, pour éviter une déstabilisation majeure de la région. Il s'agit en quelque sorte d'une nouvelle mouture des programmes d'aide élaborés dans les années 1960, sous le couvert de l'Alliance pour le progrès, pour faire pièce à l'exemple contagieux de la révolution cubaine.

L'administration Reagan a parfaitement dévoilé ses batteries en choisissant comme premier bénéficiaire de ces programmes d'assistance le nouveau gouvernement réactionnaire de Seaga à la Jamaïque, qui va disposer d'un programme d'aide de l'ordre de 2 milliards de dollars, au moment où l'aide au Nicaragua est inter-

rompue et où les Etats-Unis font pression auprès de leurs partenaires internationaux pour organiser un véritable blocus économique et financier de l'île de Grenade.

Pourtant, des divergences continuent de se manifester, entre les Etats-Unis et le Mexique notamment. Le ministre mexicain des Relations extérieures, Jorge Castaneda, a expliqué que le

Mexique maintenait ses trois conditions pour participer à ce « mini-plan Marshall » :

- que le plan d'aide ne comprenne aucun volet militaire, c'est-à-dire qu'il ne mêle pas aide militaire et aide économique ;
- qu'il ne soit pas ouvertement un plan de lutte contre le communisme ;
- qu'aucun pays de la région ne soit automatiquement et par principe exclu des bénéfices de ce plan.

**DERNIERE HEURE**

Depuis la fin avril, le FMLN aurait doublé la superficie des zones qu'il contrôle. Celles-ci représenteraient dorénavant au moins les 30 % du pays.

Un corridor « libéré » relie désormais Metapan, au Nord-Ouest, à la province de Morazan, au Nord-Est.

Au cours des combats du mois de juin, 1000 membres des forces de sécurité auraient été tués.

Au sein de la Junte, les tensions se sont développées, et des rumeurs insistantes font état d'une possible démission de plusieurs ministres démocrates-chrétiens. ■

Les difficultés que continuent encore de rencontrer les Etats-Unis pour faire reprendre totalement en charge leur politique par les bourgeoisies centro-américaines expliquent comment ils doivent encore porter l'essentiel de leurs efforts pour soutenir la Junte salvadorienne.

L'aide qu'ils lui fournissent a augmenté de 108 %, passant de 68 à 144 millions de dollars. De nouveaux matériels de combat ont été livrés. Dénoncer les manœuvres diplomatiques de Washington, combattre l'intervention impérialiste, isoler la Junte et soutenir l'action des révolutionnaires salvadoriens restent donc les tâches les plus urgentes du mouvement de solidarité internationale. ■

Michel ROVERE  
12 juillet 1981.

## Le PRT est légalisé !

Fernando ZAMORA

Le *Partido Revolucionario de los Trabajadores* (PRT - Parti révolutionnaire des travailleurs, section mexicaine de la IVE Internationale) vient de remporter une importante victoire politique en étant légalisé le 11 juin dernier. Après plusieurs mois de silence, le gouvernement mexicain, par l'intermédiaire de sa Commission fédérale électorale, a officiellement reconnu le PRT comme parti politique légal. Il obtient ainsi le droit de se présenter aux élections présidentielles de 1982. Cette victoire n'est pas seulement celle du PRT, mais également celle de l'ensemble du mouvement ouvrier, et de ceux qui luttent pour les libertés démocratiques en général.

Antérieurement à la Loi de réforme politique de 1977, les seuls partis politiques légalement reconnus étaient le *Partido Revolucionario Institucional* (Parti révolutionnaire institutionnel, le parti politique au pouvoir) et ses organisations satellites. Ainsi, par exemple, le seul candidat en lice pour les présidentielles de 1976 avait été José Lopez Portillo, candidat du PRI et de trois autres partis politiques officiels, dont le *Partido Popular Socialista* (PPS - Parti socialiste populaire). A l'époque le Parti communiste, en accord avec plusieurs autres partis politiques, incluant la *Liga Socialista* (LS - Ligue socialiste, ayant fusionné en 1976 avec une autre organisation sympathisante de la IVE Internationale pour constituer le PRT), avait mené une campagne électorale agressive, non reconnue officiellement, mais qui a abouti cependant à ce que plus d'un million et demi de citoyens déposent des bulletins nuls portant le nom du candidat du PC, Campa.

Le projet politique du gouvernement mexicain était très clair. D'un côté, il veut accroître la crédibilité du système politique, ce que ne pouvait favoriser un scrutin avec un seul candidat en lice. De l'autre, il entend canaliser le mécontentement croissant de larges secteurs de la population en développant une politique parlementaire différente, et en utilisant l'échéance d'une campagne électorale. Ce projet du gouvernement a conduit à faire passer la « réforme politique » au titre racoleur.

La loi était elle-même extrêmement contradictoire et antidémocratique dans son texte. Elle restreint sévèrement le droit de toute organisation pour obtenir ne serait-ce que sa légalisation. Par cette loi le PRT s'est vu privé de son enregistre-

ment provisoire. Au lieu de cela, il n'a été reconnu que comme « association politique », forme de reconnaissance légale mais qui met l'accent sur l'impossibilité de participer aux élections. Même cette concession n'a été obtenue qu'au prix d'une longue et dure lutte. Néanmoins, l'influence grandissante du PRT, doublée d'une campagne large pour sa reconnaissance comme parti politique, ont forcé le gouvernement à reconsidérer son attitude. Le ministre de l'Intérieur, Enrique Olivares Santana, reconnaissait lui-même que le gouvernement utiliserait dorénavant un critère politique pour établir quelles organisations seraient reconnues, et non par les exigences légales que stipule la loi.

En 1978 le Parti communiste mexicain et le *Partido Socialista de los Trabajadores* (PST - Parti socialiste des travailleurs, organisation réformiste et populiste, liée politiquement au pouvoir et financée par lui) avaient été reconnus comme partis politiques « à titre provisoire », c'est-à-dire que leur légalisation définitive était conditionnée par l'obtention de 1,5 % au minimum de l'ensemble des voix, soit environ 300 000 votes. Le PRT se trouve maintenant appartenir à cette catégorie.

La campagne pour la légalisation du PRT bénéficiait du soutien de nombreuses personnalités et organisations de la gauche ouvrière et syndicale. Ce soutien est venu tout particulièrement de dirigeants de l'Université et des syndicats enseignants, qui ont joué historiquement un rôle important dans l'histoire du Mexique et dans les luttes sociales de ces dernières années. De même, des députés du PC, aussi bien que pratiquement l'ensemble de toutes les organisations d'extrême gauche et centristes ont apporté leur concours. Parallèlement le PRT a lancé une campagne intense pour obtenir sa légalisation, au travers de la distribution de dizaines de milliers de tracts et d'affiches, et en organisant également un nombre incalculable de réunions, et plusieurs meetings importants auxquels ont participé des milliers de personnes. Les temps forts de cette campagne ont été respectivement le 12 mars et le 5 avril. Le 12 mars, un meeting devant les bureaux du ministère de l'Intérieur a réuni 2 000 personnes avec le soutien d'autres partis politiques qui tentaient eux aussi d'être légalisés. Le 5 avril un autre meeting s'est tenu dans la salle du cinéma *Variedades* de Mexico pour lancer la campagne présidentielle du

PRT et réclamer sa légalisation ; 1 500 personnes y ont assisté.

Au cours de cette campagne pour sa légalisation, le PRT a été une fois de plus en butte à la répression, à cause de son travail politique quotidien dans les syndicats, tout particulièrement axé contre le gouvernement et ses atteintes aux droits démocratiques, et pour ses appels lancés en faveur de l'amnistie pour tous les prisonniers politiques. Cela est allé jusqu'à des menaces de mort à l'encontre de Edgar Sanchez et Pedro Penaloza, dirigeants publics du PRT et membres de son Bureau politique ; Rafael Torres, dirigeant du PRT, militant du syndicat des enseignants et dirigeant de la tendance lutte de classes dans ce syndicat ; Andrés Ugalde, organisateur pour le PRT à Cuautitlan, dans la banlieue industrielle de Mexico, et Rosario Ibarra de Piedra, candidate du PRT à la présidence de la République et porte-parole nationale du *Frente Nacional contra la Represion* (FNCR-Front national contre la répression).

Le *Frente Nacional Patriótico y Anticomunista* (FNPA-Front national patriotique et anticommuniste), l'organisation qui a proféré les menaces est soupçonnée d'avoir des liens avec la police et le BARAPEM (*Batallion de Radio Patrulla del Estado de Mexico* - Bataillon de patrouilles-radio de l'Etat de Mexico). Le caractère sérieux des menaces lancées par le FNPA est souligné par le fait que cette même organisation a revendiqué le double meurtre du dirigeant syndical enseignant Miguel Nunez Acosta, et du secrétaire général du syndicat de l'usine *General Electric* de Mexico. Face à ces attaques et aux multiples arrestations et détentions de militants, le PRT a souligné qu'elles ne parviendront pas à le forcer à entrer dans la clandestinité ou à entraver son activité.

La décision du gouvernement le 11 juin n'a abouti qu'à la reconnaissance de deux nouveaux partis, le PRT et le Parti social-démocrate, une petite organisation s'appuyant principalement sur des membres de la classe moyenne, et qui n'a aucun lien avec la social-démocratie internationale. Cela signifie que nombre d'autres partis ouvriers, tels les centristes du *Partido Mexicano de los Trabajadores* (PMT - Parti mexicain des travailleurs) ; le *Partido Obrero Marxista* (POM - Parti ouvrier marxiste, lié au Comité paritaire) ; et diverses formations pro-soviétiques et stalinienne comme le *Partido Socialista Revolucionario* (PSR - Parti socialiste révolutionnaire), l'*Unidad de Izquierda Comu-*

nista (UIC - Unité de gauche communiste), le *Movimiento de Accion y Unidad Socialista* (MAUS - Mouvement d'action et d'unité socialiste) et le *Partido del Pueblo Mexicano* (PPM - Parti du peuple mexicain), n'ont pas encore été légalisés. Le PRT exige que toutes ces organisations soient reconnues elles aussi et il s'est engagé à prendre part à la campagne pour leur légalisation.

Durant la campagne, le PRT a annoncé qu'il mettrait sa légalisation au service du mouvement ouvrier. Le Comité central, lors de sa session du 14 mars, a concrétisé son offre par le biais d'une proposition d'unité d'action électorale de la gauche et du mouvement ouvrier pour les présidentielles de 1982, axée autour d'un programme de lutte des classes et de revendications démocratiques, et il a proposé la candidature de Rosario Ibarra de Piedra, dirigeante du Front national contre la répression et mère du militant étudiant « *disparu* », Jesus Piedra. Pour le PRT, la candidature de Piedra représente sans au-

cun doute la meilleure expression de l'unité du mouvement ouvrier en même temps qu'elle symbolise d'une façon très claire la lutte pour les droits des prisonniers politiques, des « *disparus* », pour les libertés démocratiques, contre la répression du régime.

La proposition du PRT a rencontré un écho très favorable à la fois chez les militants inorganisés comme chez certaines autres formations politiques. Ont déjà apporté leur soutien à la campagne, des organisations telles que l'*Union de Colonias Populares* (une association d'habitants de bidonvilles qui lutte pour ses propres revendications), le *Frente Campesino Independiente de Sonora* (une organisation paysanne du Nord du pays), le *Frente Marxista* (une récente scission du Courant socialiste), *Punto Critico* (la principale organisation centriste qui publie le magazine du même nom), l'UPOME (un syndicat national étudiant d'origine maoïste), et nombre d'autres groupes locaux. Au sein de la base du PC, une forte pression

se fait jour en faveur d'une unité d'action électorale et pour soutenir la candidature Piedra, s'opposant à ce qu'un bureaucrate du PC soit présenté contre elle.

L'ovation qui a accueilli Rosario Ibarra de Piedra quand elle a pris la parole devant un meeting central de 20 000 personnes pour la commémoration du massacre du 10 juin 1971 est une bonne indication de l'écho de sa campagne. Principale oratrice, Piedra était déjà clairement reconnue par l'assistance comme sa candidate.

Les marxistes révolutionnaires au Mexique ont d'énormes possibilités pour faire avancer la lutte des classes et pour construire le parti révolutionnaire dans la prochaine période. La croissance récente du PRT et son implantation accrue montrent que ces possibilités existent et que la campagne électorale pour les douze mois à venir sera sans doute passionnante.

Fernando ZAMORA  
20 juin 1981.



Faranak Zahraie et Monavar Shir Ali. (DR)

IRAN

## Liberté pour Faranak Zahraie et Monavar Shir Ali !

Dans la matinée du 4 juillet 1981, deux militantes du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT-HKE) ont été arrêtées et incarcérées à la prison d'Evin.

Faranak Zahraie et Monavar Shir Ali sont deux jeunes ouvrières qui travaillent aux usines Ray-O-Vak (piles et batteries). Elles ont été arrêtées sur l'ordre de l'Organisation nationale de l'industrie, l'organisme gouvernemental de tutelle des industries nationalisées.

Les deux militantes sont accusées d'avoir déclenché une grève dans l'usine. Elles ont toutes deux été actives dans la campagne — longue de six mois — qui a été menée pour obtenir la libération d'un autre militant du HKE, ouvrier à la Ray-O-Vak également, Nemat Jazayeri. Celui-ci a été libéré en mars dernier.

Zahraie et Shir Ali ont également participé à la mobilisation militaire de l'usine après l'invasion irakienne et ont contribué à populariser la campagne d'entraînement militaire et de cours de secourisme. Les deux femmes, qui sont enceintes, travaillent à la Ray-O-Vak depuis plus d'un an.

Les télégrammes de protestation doivent être envoyés au — Premier ministre iranien, Mohammed Ali Rajai ; — président du Parlement, Hodjateleslam Ali Akbar Hashemi Rafsandjani, Majlis Building, Tehran.

## La situation à la veille du IXe Congrès du POUP

**O**UVERT sous le signe de l'offensive de la fraction « dure » de l'appareil du parti et à la demande pressante du Kremlin, le 11e plénum du Comité central du Parti ouvrier unifié polonais (POUP) s'est soldé par un renforcement des positions défendues par l'équipe Kania-Jaruzelski au sein du parti, mais également vis-à-vis de « Solidarité ». L'entrée en lice du « Forum de Katowice », soutenu et inspiré quasi ouvertement

par l'aile « dure » de l'appareil et bénéficiant de la sympathie du Kremlin — qui a trouvé son prolongement dans la lettre du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) au POUP —, en ravivant les craintes d'une fin brutale du « renouveau » polonais parmi les militants du POUP, a permis à la direction de se placer en arbitre et de reprendre ses troupes en main.

Cyril SMUGA  
Paul BOTTERMAN

Prenant appui sur la menace à peine voilée d'intervention soviétique contenue dans la lettre, la fraction « dure » de l'appareil, regroupée derrière Andrzej Zabinski et Stanislaw Grabski, a profité de ce plénum pour annoncer son programme. « On ne peut pas faire de compromis avec nos adversaires », expliquait Zabinski, repris par Putrament qui dépeignait avec un beau lyrisme « cette masse animale (les travailleurs...) » qui s'en prend aux « représentants du pouvoir ». « Il faut exclure, dissoudre les cellules et même les grandes organisations du parti », tonnait un autre. Et un ancien responsable du secteur politique de l'armée donnait le la : « Que ceux qui ne veulent pas s'opposer au mal laissent la place à d'autres ! »

Pour ces représentants de l'appareil intermédiaire du parti, soumis directement aux pressions populaires et devant faire face à la volonté démocratique des militants de base (pour lesquels « renouveau » signifie avant tout « renouvellement » des instances départementales et locales du parti), mis devant la perspective de perdre leurs fonctions et donc leurs privilèges, la situation n'a que trop duré. Le déroulement même des congrès régionaux du parti, où une bonne partie des leurs n'a pas été réélue, a été le signal d'alarme. Et les quelques interventions les appelant à la raison au nom de l'intérêt de la caste dans son ensemble — telle a été l'intervention d'une permanente du parti (on dit « ouvrière » dans ce cas-là) dans une usine textile de Lodz qui insistait sur le caractère positif de l'intégration dans l'appareil de nouveaux membres, car « ils renforcent notre image dans les masses » —, n'ont provoqué que des grincements de dents.

### STANISLAW KANIA SE POSE EN GARANT DU « RENOUVEAU » ...

Face à cette situation, Stanislaw Kania n'a pas eu de mal — même s'il a semblé menacé au sein même du Comité cen-

tral — à apparaître comme le garant du « renouveau » et à présenter une série de mesures impopulaires comme un mal nécessaire. Sur le front du parti d'abord : « Jusqu'à là, nous n'avons pas eu recours aux mesures disciplinaires. Aujourd'hui, nous devons recourir à de tels moyens. » Sur celui des médias : « La discipline s'est effritée dans les rédactions, il faut la restaurer. » Face aux travailleurs enfin, s'appuyant sur une nouvelle attaque contre « Solidarité », en annonçant une politique d'austérité sous couvert de la crise économique. Dans cette dernière tâche, Stanislaw Kania exige des syndicats qu'ils « prennent leurs responsabilités au niveau de la production » et déclare vouloir coopérer avec « le courant réaliste de "Solidarité" et avec les forces de l'Eglise ».

Mais la défiance d'une large partie des membres du Comité central — dont nombre des membres actuels s'attendent à ne plus en faire partie après le IXe Congrès extraordinaire du POUP qui se déroulera à Varsovie entre le 14 et le 18 juillet — vis-à-vis de la volonté de la direction actuelle de les protéger, a permis qu'au travers d'un débat d'une franchise étonnante, le fond des positions en présence apparaisse. C'était évidemment le cas des « durs », préoccupés par l'avenir de leur bifteck, mais également celui des « libéraux ». Ainsi Fiszbach, réélu à Gdansk et jouissant d'une réelle popularité : « Si en Pologne, au cours des dix derniers mois, on avait pu à chaque fois dire NON, alors j'aurais dit NON très souvent. Mais les camarades savent que NON, cela ne suffit plus ! »

### ... ET PASSE A L'ATTAQUE

La résolution adoptée — et dont le ton a été immédiatement repris par la Diète (Parlement) — témoigne de la volonté de la direction Stanislaw Kania à reprendre en main la situation en profitant de l'impact de la lettre du CC du PCUS. Il est question de mettre fin « aux milliers de tracts qui inondent le pays » (1), c'est-à-dire de casser la presse syndicale publiée en dehors de la censure. La confiscation dans une imprimerie de Wro-

claw de plusieurs centaines d'exemplaires d'un livre publié sous les auspices de « Solidarité », le 2 juillet, à la veille de la visite de Andrei Gromyko, montre qu'il ne s'agissait pas uniquement de mots. Il faut également « mettre les médias au service du parti » — préoccupation immédiatement ressentie dans le traitement de l'information par le journal télévisé. « Il faut — enfin — mieux préparer le Congrès du parti (sic !). »

### « CE CONGRES EST DEJA PERDU » POUR LES OPPOSANTS

Cette dernière préoccupation est apparue de façon particulièrement crue lors des congrès régionaux qui ont suivi le plénum. Alors qu'une bonne partie des caciques de l'appareil central se démenaient jusque-là de congrès en congrès, tâtant le pouls pour voir s'ils pourraient présenter leur candidature, le plénum a mis fin à ces tergiversations. Désormais, ils ont l'assurance d'être délégués, et les congrès récalcitrants sont rappelés à l'ordre.

Ainsi, Barcikowski (membre du BP) a été élu, dès avant le plénum, délégué au Congrès national par l'organisation du parti de Szczecin, où les organisations de base annonçaient auparavant qu'il ne le serait jamais. A Torun, le congrès régional a été interrompu le 28 mai, car l'opposition antibureaucratique avait obtenu la majorité sur un vote (2). Mais sa deuxième session, après une intervention personnelle de Stanislaw Kania, s'est soldée par une défaite des opposants et a reconfirmé

1. Seuls deux journaux de « Solidarité », *Jednosc* (Unité) de Szczecin et *Tygodnik Solidarnosc* (Solidarité hebdo) paraissent et sont diffusés officiellement. Les centaines d'autres bulletins du syndicat sont diffusés de manière interne et, du point de vue légal, relèvent de l'état de fait.

2. Il s'agissait de savoir si Zbigniew Iwanow, dirigeant de l'opposition, exclu du parti mais réélu secrétaire du POUP dans son entreprise et élu délégué à la conférence de ville, pouvait avoir un mandat. Après un premier vote positif, les « durs » ont quitté le congrès en signe de protestation.

Najdowski (un des chefs de file des « durs »), dans sa fonction de premier secrétaire du parti. Enfin, à Poznan, où Grabski a été viré de la salle du congrès, les délégués ont — après une lettre de Stanislaw Kania — non seulement accepté que celui-ci prenne la parole, mais encore élu quatre de ses protégés comme délégués.

« Ce Congrès est déjà perdu », explique Zbigniew Iwanow, un des militants les plus connus de l'opposition antibureaucratique au sein du POUP dans une interview donnée au bulletin quotidien de « Solidarité » de Varsovie, *Niezalezność* (Indépendance), du 12 juin 1981.

« Les gens ne réagissent pas, sont tout simplement fatigués et ne sont pas préparés à l'activité sociale. Adam Michnik avait raison en disant que le parti n'est pas réformable. (...) On dit que, dans la direction du parti, il n'y a pas de différences : il n'y a qu'une différence dans la façon de combattre "Solidarité". Olszowski et Grabski ont une tactique à court terme, Kania et Jaruzelski à moyen terme et Werblan (qui avait tenté de se joindre aux coordinations horizontales — NDLR) a une tactique à long terme. (...) Dans la plupart des cas, les gens qui sont élus représentent on ne sait pas vraiment qui ni quoi. Cela, parce que le statut que nous proposons n'a pas été accepté. »

Ainsi, la bureaucratie a réussi à reprendre le contrôle du parti, et on peut s'attendre à ce que le prochain Congrès ne change pas fondamentalement les rapports de forces au sein de l'appareil. Mais elle sort affaiblie de l'épreuve : le renouvellement de l'appareil — réel malgré la déception des opposants qui voulaient « gagner le Congrès », c'est-à-dire prendre le contrôle du parti — le rendra beaucoup plus perméable à la pression des masses, renforçant par là les tendances centrifuges. Et la déception des opposants au sein du parti se chiffre par un départ massif de militants ouvriers : 143 500 membres ont rendu leur carte (parmi eux les ouvriers constituent les 75 %) et 217 000 ont été exclus (dont environ 100 000 qui ont rendu leurs cartes d'eux-mêmes...) (3). Pour la bureaucratie, cela signifie une perte non négligeable de sa capacité de manœuvre dans les usines. De plus, nombreux sont ceux qui attendent encore le Congrès avant de se prononcer. Ainsi, selon Zbigniew Iwanow, 80 % des membres du parti du complexe sidérurgique Huta Lenina à Cracovie ont déposé leurs cartes avec l'intention de prendre la décision définitive le 19 juillet. Et il en est de même dans les grandes entreprises du littoral de la Baltique.

## LA RÉVOLTE DES FLICS

La bureaucratie sort également affaiblie de sa lutte pour garder le contrôle de l'appareil répressif. S'il semble finalement que Kania et Jaruzelski ont réussi à éviter une rupture dans l'armée — car les luttes entre les « durs » et les « libéraux » en son sein ont été beaucoup plus faibles, faute de combattants, et que « Solidari-

té » n'a pas tenté d'y intervenir —, il en va tout autrement de la milice (4).

Laissés pour compte du « renouveau », soumis à une formidable pression populaire, les exécuteurs des basses œuvres bureaucratiques se sont massivement révoltés. Leur mouvement, essentiellement corporatiste à ses débuts, s'est radicalisé face à la répression de la hiérarchie. Un syndicat indépendant des fonctionnaires de la milice a été créé, se définissant comme « un mouvement des sous-officiers », et a déposé une demande officielle d'enregistrement le 10 juin dernier devant le tribunal de Varsovie. Présent dans 37 départements, il compterait — selon ses porte-parole — 10 000 membres fondateurs...

Au moins 362 fonctionnaires ont été sanctionnés pour le moment pour leur appartenance au syndicat, et la hiérarchie a déclenché une violente « campagne d'explication » interne à la milice pour expliquer qu'il s'agit là d'« agents stipendiés de "Solidarité" et du KOR » et d'« anti-socialistes ». Dans la bouche du ministre de l'Intérieur — tout milicien le sait —, cela équivaut à l'annonce de condamnations pour « subversion en liaison avec l'étranger », si le mouvement n'arrive pas à imposer un rapport de forces le mettant à l'abri de la répression.

« Solidarité », au début méfiant face à certaines revendications ouvertement réactionnaires du mouvement (comme celle d'instaurer les tribunaux de flagrants délits pour lutter contre la criminalité), commence à changer d'attitude face au mouvement (5) depuis que la répression frappe ses membres. Et il convient de noter que ces « sous-officiers de base » considèrent que le respect pour leur fonction viendra de la publication des noms des responsables des répressions anti-ouvrières et anti-étudiantes de 1956, 1968, 1970 et 1976, et de leur sanction. Ils exigent de ne plus être utilisés dans « les conflits entre la société et l'administration étatique » et réclament en conséquence la dissolution des brigades anti-émeutes — les réserves motorisées de la milice (ZOMO) —, et l'emploi des fonctionnaires ainsi « libérés » à la lutte contre la criminalité. Face à la répression, le syndicat de la milice a entrepris dans certaines villes des campagnes systématiques d'affichage, et on a même pu voir des « représentants de l'ordre » se promener avec le brassard blanc et rouge de la grève...

« La faim nous menace (le rationnement ne pourra être assuré et l'agriculture est en régression technologique), l'industrie minière — du fait de son délabrement technique — (...) ne sera probablement pas capable d'extraire plus de 120 millions de tonnes de charbon. Cela signifie en hiver non seulement la paralysie de l'économie, mais encore — peut-être — la mort par le froid pour de nombreuses personnes. » Cette sombre perspective, tracée début mai par Jadwiga Staniszkis (6), a tous les risques de se réaliser. La baisse de l'activité économique, due à la désorganisation de la production, se poursuit : la production industrielle a baissé de 10 %

en janvier dernier et de 18 % en mai. Selon le président de la Commission du Plan, M. Madej, il n'y a pas d'espoir de redressement de la tendance au cours du second semestre.

Le chaos économique dans lequel est plongée actuellement la Pologne a bien sûr ses racines dans les choix d'investissements opérés tout au long des dix dernières années. Faut-il rappeler que les investissements dans l'industrie lourde — et notamment le développement du complexe sidérurgique Huta Katowice — ne sont pas allés de pair avec des investissements complémentaires dans le secteur de la production d'énergie, et que, à cause de cette erreur de planification (qui prend sa source dans la contradiction fondamentale entre l'appropriation collective des biens de production et leur gestion individuelle par les bureaucrates, donnant lieu à de multiples luttes de cliques entre les groupes d'intérêt régionaux et locaux intéressés dans un partage du gâteau qui garantit leur puissance, phénomène particulièrement aigu durant les dix dernières années et renforcé par la relative décentralisation des décisions économiques), la moitié seulement du potentiel industriel polonais peut fonctionner aujourd'hui à plein.

Mais un facteur supplémentaire aggrave aujourd'hui la crise. Le taux de croissance élevé de l'économie polonaise, au cours de la décennie passée, a été obtenu par un recours systématique à l'endettement extérieur et à la technologie occidentale. Cette politique — dont les principes pourraient être discutés — réalisée par la bureaucratie a produit des résultats contraires de ceux qui étaient attendus. Loin de diminuer la dépendance technologique de l'industrie polonaise vis-à-vis des économies capitalistes développées, elle l'a au contraire accrue. Car, soucieux avant tout de résultats immédiats — et quels qu'en soient les coûts (les crédits étaient largement ouverts) —, les responsables de ces investissements ont privilégié la production finale au détriment des diverses composantes qu'il était plus facile d'importer (et plus rentable du point de vue de tel ou tel *manager*, intéressé non par la production réelle, mais par la prime liée à tel ou tel objectif partiel). C'est sans doute une des raisons de la spirale d'endettement qui a mené la Pologne en

3. Le chiffre officiel est de 143 500 démissions, les autres chiffres ont été publiés par *Wspolne Rozmowy - Informujemy* (Paroles communes - informations), bulletin publié par les oppositionnels du POUP à Varsovie.

4. Lire à ce sujet le reportage de Paul Botterman dans *Rouge*, numéro 977, du 10 juillet 1981.

5. Il faut noter que des revendications plus radicales sont apparues en ce qui concerne la milice. Ainsi, une résolution du comité syndical d'entreprise de la fabrique de camions FSC de Lublin exige la dissolution de la milice et son remplacement par une milice ouvrière, formée de travailleurs volontaires, délégués pour cette tâche pour une période de deux ans non renouvelable (selon AS, bulletin hebdomadaire de l'Agence Solidarnosc de Varsovie, numéro 19, du 2 juin 1981).

6. Cf. *Niezalezność* (Indépendance), numéro 41, bulletin quotidien du syndicat « Solidarité » de Varsovie.

dix ans jusqu'à la situation de cessation de paiements. Aujourd'hui, la Pologne est dépendante de l'Occident pour 18 % de sa production de biens d'investissement et pour 8 % de sa production de biens de consommation. La politique agricole — dont la logique était de détruire en l'asphyxiant l'agriculture privée — a privé en conséquence le pays de sa base alimentaire. La priorité — tant de fois dénoncée par ceux-là mêmes qui l'imposaient — donnée au développement de l'industrie des biens d'investissement et à celui de l'industrie des biens de consommation durables, a conduit à un affaiblissement du potentiel productif des biens de consommation courante. En conséquence, la Pologne dépend aujourd'hui pour sa consommation courante à 76 % de l'extérieur (dont plus de 40 % vis-à-vis de l'Europe capitaliste).

La faillite financière — dont les premiers signes datent de bien avant août 1980 — et la difficulté de trouver des prêts, même à court terme, auprès des banques occidentales ont révélé l'ampleur du désastre : la presse polonaise rapporte chaque jour des témoignages de directeurs obligés d'interrompre la production faute de matières premières ou de sous-produits. Il n'y a pas de statistiques permettant de se rendre compte de l'étendue de ce phénomène, mais on est en droit de penser que l'actuelle baisse de la production industrielle est due pour une grande partie à cette cause, le déficit énergétique étant déjà comparable l'année dernière à ce qu'il est actuellement. Et la liste impressionnante des biens qui disparaissent chaque jour des circuits de distribution en est un autre indice.

### APPROVISIONNEMENT : ON TROUVE ENCORE DU THÉ !

Ce chaos dans la production a des effets immédiats en ce qui concerne l'approvisionnement. Il faut avoir vu ces queues de milliers de personnes, attendant dans certaines villes de province des heures avec l'espoir d'acheter du pain, pour imaginer l'état du marché polonais. Car la réalité dépasse l'imagination. On ne trouve plus les graisses alimentaires, le fromage et les produits laitiers, le pain, les agents lavants (savon, lessive, etc.), les allumettes, les cigarettes et le tabac, les pâtes alimentaires, les ... On trouve du thé ! Et encore, dans les régions où les fumeurs — qui ne trouvent pas de cigarettes — n'en ont pas fait des stocks ..., car le thé, ça se fume.

Une très officielle note du ministre du Commerce intérieur et des Services, envoyée à la Commission nationale pour les questions d'approvisionnement de

« Solidarité », en date du 20 mai 1981, ne permet pas d'envisager une amélioration notable de l'approvisionnement en lait, fromage et poissons (produits non soumis au rationnement) : « *Durant les premiers quatre mois, les livraisons de lait par les producteurs ont été très faibles — en moyenne 20 % de moins que l'année précédente. (...) Si les livraisons continuent d'augmenter, ce qui est probable, la possibilité de satisfaire la demande pourrait se présenter. (...) Durant les quatre premiers mois de l'année en cours, l'industrie laitière a livré (...) 28 % de fromage de moins que l'année précédente. (...) En mai, les livraisons seront de 60 % inférieures par rapport à mai 1980. (...) Le plan pour le troisième trimestre n'est pas encore connu. (...)* »

En ce qui concerne le poisson, la situation est similaire, le ministre annonçant une baisse des livraisons d'au moins 22 000 tonnes par rapport à l'année précédente. Enfin, dans la même note, le ministre annonce « *l'absence de décision en ce qui concerne l'achat de 50 000 tonnes de sucre, du fait du manque de devises. Cet achat est nécessaire pour assurer l'approvisionnement des tickets de rationnement déjà distribués (7).* »

Ces informations moins officielles font état de 15 % des tickets de rationnement de la viande qui ne pourront pas être honorés avant d'être périmés (15 juillet). Et une déclaration de la Commission pour l'approvisionnement de « Solidarité » datée du 4 juin 1981 annonce, après discussion avec le ministre, que le rationnement de la viande pourrait ne pas être satisfait dans les conditions actuelles durant le troisième trimestre (8).

La situation, déjà assez grave en elle-même, est aggravée du fait de sabotages volontaires de la part des bureaucrates. Dans une note d'information tombée entre les mains de « Solidarité » à Gizycko, non signée et qui citait les sources du CC et des comités régionaux du POUP, destinée à donner des orientations à l'appareil, on peut lire la directive suivante : « *Créer des difficultés dans l'approvisionnement, ne pas envoyer suffisamment de biens sur le marché, même s'ils s'abîment dans les magasins. Fatiguer le peuple et mettre la responsabilité sur le dos de "Solidarité"*. (9) » Cette note est datée de janvier 1981. Même si son authenticité ne peut être affirmée, la pratique montre que de tels agissements ont lieu. Il n'est pas de jours sans que des commissions de contrôle de « Solidarité » ne découvrent ici ou là des produits indisponibles ainsi cachés. Et il faut noter que cette activité de

contrôle n'est pas monnaie courante de la part du syndicat, certaines régions se refusant à la faire.

Pour les travailleurs, cela signifie chaque jour une course effrénée pour trouver de quoi se nourrir, des heures perdues dans les queues, bref, une vie centrée sur un seul problème : survivre. Ajoutons à cela que l'insuffisance des rations alimentaires provoque des maladies nutritionnelles et que les cas d'évanouissement de ceux qui exécutent des travaux particulièrement pénibles (mineurs de fond, sidérurgistes) pendant leur travail ne sont pas exceptionnels, au point que même la télévision a été obligée d'en parler. Il en découle une fatigue accrue et une baisse sensible de la participation à la vie politique et sociale. Ainsi, dans certaines régions, on note une baisse d'intérêt pour la presse du syndicat (on ne s'arrache plus les bulletins comme auparavant) et les réunions syndicales sont souvent désertées.

Cette baisse d'activité des masses n'est bien sûr pas sans liaison avec l'activité du syndicat. Mais, là encore, l'attentisme prévaut avant le Congrès du POUP. Contrairement à ce qu'on pouvait observer à une échelle de masse il y a quelques mois encore, on attend généralement beaucoup plus des décisions du Congrès du POUP que de l'activité propre du syndicat. Les difficultés de ce dernier à trouver une stratégie et une tactique en rapport avec les besoins objectifs des masses, et avant tout son incapacité au niveau national de s'atteler au problème brûlant de l'approvisionnement, ne peuvent que renforcer cet attentisme.

Mais, simultanément, « Solidarité » est traversé aujourd'hui par une série de débats stratégiques, et la préparation de son Congrès national (qui devrait commencer le 31 août à Gdansk) est propice à leur approfondissement. On note donc une politisation en profondeur de nombreux cadres syndicaux qui ont la volonté de sortir le syndicat de l'impasse actuelle.

### LA « TACTIQUE DOUCE » DE STANISLAW KANIA

Si la situation économique actuelle est désastreuse, les projets gouvernementaux pour la résoudre n'en sont pas moins dangereux pour les travailleurs. On peut les regrouper, en résumé, autour de quatre axes :

1.— Pour dépasser les difficultés actuelles d'approvisionnement, il faut revenir à la « vérité des prix », c'est-à-dire les augmenter considérablement.

7. AS, numéro 18, du 27 mai 1981.

8. AS, numéro 19, du 2 juin 1981.

9. Publié dans *Wolne Slowa* (la Libre Parole), numéro 42, bulletin syndical de Torun. L'introduction du texte précise : « *Remarques sur les méthodes d'action et la tactique du POUP envers toutes les organisations sociales indépendantes du parti rédigées sur la base de : 1.— notes des réunions du CC du POUP durant le mois de novembre et la première décennie de décembre 1980 ; 2.— informations de l'Institut des sciences sociales du CC du POUP, informa-*

*tions des comités départementaux du POUP de Varsovie, Lodz, Poznan, Cracovie et Katowice ; 3.— informations recueillies auprès des anciens militants du CRZZ (centrale syndicale officielle, dissoute en décembre - NDLR), des militants des syndicats de branches, des employés du ministère de l'Intérieur, de la milice, du parquet, des tribunaux ; 4.— informations des experts du CC et du Comité départemental de Varsovie ; 5.— informations recueillies dans le milieu des cadres du POUP, de CRZZ écartés, et dans les sphères gouvernementales.* »

**Abonnez-vous !  
à « INPRECOR » !**

2.— Rendre les entreprises indépendantes, c'est-à-dire laisser une marge de manœuvre plus importante aux directeurs, qui pourront notamment fixer leurs prix et établir leur coopération comme ils l'entendent, ainsi que déterminer dans une large mesure le profil de la production industrielle.

3.— Réintroduire, plus ou moins progressivement, le marché comme régulateur de la production, ce qui implique la fermeture des unités non rentables et donc le chômage (les évaluations du volant de chômage varient entre 1 000 000 et 2 millions !) (10).

4.— S'appuyer sur la volonté des travailleurs de contrôler l'économie pour les enfermer — et pour enfermer « Solidarité » — dans une logique de cogestion et de coresponsabilité dans les résultats des entreprises. Le projet de loi concernant « l'autogestion », qui prévoit l'institutionnalisation des conseils ouvriers comme organes sans pouvoir de décision ni de possibilité de contrôle des directeurs, limités au cadre de la seule entreprise mais coresponsables des échecs éventuels dans la production, correspond à cette tentative.

Si « Solidarité » acceptait une telle démarche impliquant une croissance du chômage et l'acceptation de la concurrence entre les travailleurs, cela représenterait une mise en cause des intérêts les plus fondamentaux de la classe ouvrière. Les conditions de vie et de travail des producteurs en seraient menacées.

Le syndicat pourrait tout au plus tendre à diminuer les effets de ces attaques pour les catégories les plus désavantagées. C'est-à-dire se battre pour une compensation de la hausse des prix inversement proportionnelle aux revenus (mais cela risque à terme de provoquer des divisions dangereuses au sein même du mouvement, les hauts salaires se sentant mal défendus et les bas ... demeurant notablement insuffisants) et pour des allocations de chômage (solution déjà contestée comme trop coûteuse et renforçant des attitudes antisociales).

Le « libéralisme » de Stanislaw Kania et consorts ne signifie donc rien d'autre qu'une tentative de détruire « Solidarité » par des moyens politiques, quitte à « dire NON » lorsque le rapport des forces aura évolué. Inutile de rajouter que les tentatives de mise en place de ces projets ont connu une fantastique accélération après le 11e plénum.

## SORTIR DE LA CRISE

La situation économique désastreuse et l'incapacité de la bureaucratie à formuler un projet de réforme économique jusqu'à ces dernières semaines, du fait des affrontements au sommet qui l'ont conduite à une situation de paralysie (11), ont accéléré les débats programmatiques dans « Solidarité ». La résolution de l'assemblée électorale pour le congrès régional des travailleurs de la fabrique de pompes de Varsovie, est à ce titre significative : « Pour freiner le processus de dislocation et de gaspillage dans l'économie nationale à tous les niveaux, "Solidarité" »

devrait tendre à créer au plus tôt des conseils ouvriers, qui seraient le véritable dirigeant sur leur terrain. »

Le débat ne commence en fait que quand il s'agit de définir le rôle réel de ces conseils. Deux propositions s'affrontent, articulées autour de deux démarches différentes (12).

Celle élaborée par le réseau des grandes entreprises, qui regroupe des délégués de vingt entreprises, à raison d'une ou deux par région, aidés par quelques experts. Le réseau a élaboré un projet de loi sur la réforme économique et un autre concernant le statut de l'entreprise. « Pourquoi dans la société socialiste l'entreprise étatique doit-elle être l'unité de base de l'économie, s'interrogea-t-on lors de l'analyse du projet gouvernemental de réforme économique », raconte J. Strzelecki dans un article consacré au réseau paru dans un récent numéro de *Robotnik* (13). Après de nombreuses discussions, ce forum a élaboré un projet de statut de l'entreprise — dite « entreprise sociale » — dont la base est que l'entreprise doit effectivement appartenir au personnel qui y travaille. Dans une telle entreprise — que le réseau voudrait voir devenir l'organisme de base de l'économie — le pouvoir est aux mains d'un conseil ouvrier, habilité à élire un directeur et à le révoquer. Ces entreprises sont indépendantes de toute tutelle. Le Plan central est supprimé, le marché prenant sa fonction de régulateur économique d'ensemble. L'Etat peut y intervenir par une politique de crédits appropriée.

Les travailleurs sont ainsi directement intéressés aux résultats économiques de l'entreprise : en cas de bénéfices, ceux-ci sont redistribués sous le contrôle du conseil ouvrier ; en cas de pertes, c'est le conseil ouvrier qui peut prendre la décision de licencier ou même de fermer l'entreprise ...

Les partisans du projet partent de la constatation qu'une forme d'austérité est inévitable. Dans *Robotnik* toujours (14), T. Stankiewicz écrit : « On ne peut permettre que ce programme d'austérité soit appliqué par le pouvoir. Car celui-ci imposera une telle austérité, qu'elle ne pourra conduire qu'à une explosion sociale désespérée. (...) C'est aux conseils de le faire. Eux seuls sauront combien d'ouvriers doivent être licenciés, de combien augmenter les prix et lesquels, quelles entre-

prises liquider, quels biens produire, etc. »

Il va de soi qu'un tel projet se heurte à des oppositions. Car, quelles que soient les intentions de ses auteurs, il est une forme « humanisée » des projets gouvernementaux. Durant les discussions, certains délégués, se rendant compte des dangers que l'acceptation d'une telle politique ferait courir à terme à « Solidarité » (car un de ses effets immédiats, outre la déception des travailleurs, serait l'atomisation de la classe ouvrière en autant de sous-ensembles qu'il y aurait d'entreprises, laissant à la bureaucratie un large espace pour manœuvrer), proposaient une structuration territoriale et même une Chambre des travailleurs issue des conseils à la Diète. Mais la démarche adoptée — agir dans le cadre d'une légalité qu'on tente de faire évoluer en présentant des projets de loi indépendants et exerçant une pression pour qu'ils soient adoptés — qui évacue la question du pouvoir de la bureaucratie et de l'affrontement inévitable à terme avec ce pouvoir, condamne par avance de telles améliorations.

Ce projet correspond par contre parfaitement aux options d'une aile de la bureaucratie, celle dont les privilèges ne sont pas directement liés à l'exercice d'un pouvoir politique central mais à leur place dans les entreprises (les directeurs par exemple). C'est ce que note J. Strzelecki (15) : « Le projet social donne une possibilité bien plus grande de se réaliser aux directeurs (que le projet gouvernemental - NDLR), car il les libère des pressions d'en haut. Certains d'entre eux — espérons qu'ils seront plus nombreux — ont déjà compris. »

Ce projet heurte de front la volonté des travailleurs de garder le plein emploi et de s'opposer aux licenciements, volonté de plus en plus souvent exprimée : « Le congrès régional devrait (...) formuler un programme qui n'admettra aucune forme de chômage. (...) C'était la question soulevée le plus souvent lors de mon assemblée électorale. (16) » Et il n'est pas étonnant que le développement des conseils ouvriers, ainsi compris, est vu avec méfiance par de larges secteurs de « Solidarité ». « Rien ne peut arrêter actuellement le processus de création des conseils ouvriers, note une analyse du Centre de recherches sociales et syndicales de Bielsko Biala (17), mais rien actuellement ne parle en faveur de l'accélération du proces-

10.— Le 6 juillet, un responsable du ministère du Travail polonais a envisagé entre 200 000 et 250 000 licenciements économiques d'ici la fin de l'année en cours.

11.— « Le manque de prise des décisions, l'activité éclatée par secteurs, les tentatives de concilier des positions divergentes peuvent tenir lieu de tactique mais ne seront jamais ni une stratégie ni un programme », c'est en ces termes que T. Fiszbach a commenté, devant le 11e plénum, le bilan de l'activité de la direction du POU.

12.— Nous avons délibérément simplifié les positions en présence pour mieux montrer quelle était — selon nous — leur logique. Il ne s'agit donc pas là d'une analyse détaillée et nombre de prises de position ont été laissées de côté. Il va de soi que, dans l'activité quotidienne de « Solidarité », ces positions sont amenées à évo-

luer et qu'il n'y a pas deux blocs irréconciliables (CS et PB).

13.— Numéro 76, du 12 juin 1981. *Robotnik* (l'Ouvrier) est un journal animé depuis 1977 par les militants du KOR pour créer des liens entre les militants oppositionnels travaillant dans diverses entreprises.

14.— *Ibid.* La rédaction publie cet article en annonçant qu'elle n'est pas d'accord avec certaines de ses thèses.

15.— *Ibid.*

16.— Un délégué de la fabrique Rosa Luxemburg de Varsovie cité par *Wiadomosci Dnia* (Nouvelles du jour), bulletin quotidien publié par le Centre de recherches sociales de Varsovie, numéro 122, du 12 juin 1981.

17.— Cf. *Solidarnosc Podbeskidzie*, bulletin régional de Bielsko Biala, numéro 5, du 30 avril 1981.

sus. Le mieux est encore d'attendre activement une réforme économique réelle ... »

Parallèlement à l'élaboration du réseau des grandes entreprises, certains experts et certaines instances syndicales ont commencé une autre démarche. Un projet de statut des conseils ouvriers, élaboré par le MKZ de Lodz, part de la constatation qu'on ne pourra obtenir de changement réel dans le fonctionnement de l'économie sans l'imposer à la bureaucratie. La fonction d'un conseil ouvrier ne doit donc pas être la même dans une société autogérée et dans la période de lutte pour l'imposer : « Le conseil ouvrier est, en perspective, l'organe permanent de l'autogestion ouvrière mais, jusqu'à l'instauration de l'autogestion, il est un organe permanent de lutte des travailleurs pour l'autogestion et de contrôle ouvrier sur l'activité de l'entreprise. (...) En tant qu'organe de lutte des travailleurs pour l'autogestion et organe de contrôle ouvrier, le conseil doit œuvrer à créer les conditions de l'autogestion et préparer le personnel à cette tâche. En particulier, il doit :

- développer l'idée de l'autogestion parmi le personnel ;
- organiser la pression ouvrière pour réaliser une réforme socio-économique démocratique et radicale ;
- établir un inventaire de l'entreprise et lutter contre le gaspillage ;
- vérifier le rapport sur la situation économique de l'entreprise, établi par la direction sur mandat des travailleurs ;
- initier des changements dans l'activité de l'entreprise, possibles dans l'état actuel du système de gestion de l'économie nationale et de l'entreprise et à la lumière des lois actuelles, ou ceux rendus possibles par la pression des travailleurs ;
- établir le statut futur de l'entreprise ;
- établir des programmes d'action immédiats et à long terme, qui pourront être mis en marche pendant et après la réalisation de la réforme ;
- participation à la cogestion de l'entreprise, si cela facilite la prise en main future de la gestion par les travailleurs.

Le conseil a des droits de contrôle et d'initiative illimités. »

Un des auteurs de ce projet, Z. Kowalewski du MKZ de Lodz, a présenté ainsi le rôle immédiat des conseils ouvriers lors d'une réunion nationale organisée dans l'entreprise Rosa-Luxemburg de Varsovie au mois de mars : « La réforme socio-économique a une très grande importance, elle peut décider de l'avenir du pays, elle doit donc être à la fois radicale et démocratique. Elle ne le sera qu'à condition d'être faite sous la pression de la base. La lutte pour l'autogestion, c'est justement le lien possible entre la réalisation d'une telle réforme et les possibilités des travailleurs. Si cette lutte est gagnée, alors on gagnera également en ce qui concerne la réforme.

« En conséquence, les tâches de l'heure des conseils ouvriers pour aujourd'hui, c'est avant tout l'inventaire de l'entreprise et la préparation de la prise du pouvoir au nom des travailleurs dans l'entreprise dans quelques mois. (18) »

Le projet de statut cité prévoit en outre la participation des délégués des conseils ouvriers d'entreprise dans des congrès de délégués ouvriers ainsi que leur participation aux travaux des organes représentatifs des conseils et coordonnant leur activité.

#### « IL EST TEMPS DE COMMENCER A SE DIVISER »

Les débats en cours sur les solutions que le syndicat se doit de proposer face à la crise économique, provoquent des regroupements et des divisions nouvelles en son sein. Et ces divisions n'ont, il faut le noter, que peu de choses en commun avec le désormais classique partage modérés/radicaux. On n'a pas encore affaire à des tendances ou des fractions structurées et les lignes de partage sont bien plus floues dans « Solidarité » que ne pourrait le laisser supposer la juxtaposition des deux démarches décrites précédemment. Cela, car l'information entre les régions (et même en leur sein) ne circule que peu, et que peu de syndicalistes ont le loisir nécessaire à la lecture des nombreux bulletins syndicaux (sans parler des difficultés de se les procurer !).

C'est donc à l'occasion des élections des directions régionales du syndicat et de la préparation du Congrès national (qui avance bien moins rapidement que la KKP - Commission nationale de coordination - ne le prévoyait), qu'on peut assister à la formalisation de ces divergences autour de programmes distincts. Encore, cela est-il loin d'être la règle.

C'est lors des élections régionales de Lodz (19) que, pour la première fois à notre connaissance, des tendances sont apparues de façon formelle. Les divergences portaient au début sur la structure du syndicat (une tendance - le « programme démocratique » - proposant que le centre de gravité du syndicat passe des structures territoriales vers celles de branches), mais se sont très vite déplacées vers les questions de programme. Alors que la tendance « programme démocratique », partant de préoccupations souvent justes, a été incapable de formuler autre chose qu'un catalogue de vœux pieux, le « groupe des indépendants », s'appuyant sur l'acquis du débat sur l'autogestion, a formulé un programme qui a obtenu l'assentiment de la majorité des délégués.

Se prononçant pour « l'établissement de l'autogestion des travailleurs afin que la gestion des entreprises soit exercée en leur nom par les conseils ouvriers, le développement de formes d'autogestion locales et de différents milieux sociaux et l'extension de cette autogestion jusqu'à la création d'une Chambre des conseils des travailleurs à la Diète », le programme du « groupe des indépendants » proposait une série de moyens d'action. Il mettait en avant en particulier la création d'un

« Comité social pour la réforme de l'économie et de l'Etat », chargé de présenter un rapport sur l'état de l'économie et d'élaborer un programme de réforme. Si ce dernier était refusé par les autorités, le Comité devrait imposer un référendum national sur la question. D'autre part, le programme proposait que « le soutien par le syndicat des propositions de changements partiels faites par le gouvernement soit conditionné par la présentation par celui-ci d'un programme d'ensemble et son acceptation par la société ». Enfin, « au cas où le syndicat devrait recourir à son arme extrême », les « indépendants » proposent de se préparer à une nouvelle forme de lutte : « La grève d'occupation active, c'est-à-dire la remise en marche de la production et de la distribution sous contrôle des comités de grève ».

L'expérience du débat préliminaire au congrès de Lodz est un exemple de la façon dont les divergences qui apparaissent dans le syndicat peuvent servir son développement et sa clarification programmatique. Et le débat sur le meilleur moyen de profiter des divergences commence à traverser « Solidarité ». Lors du congrès régional de Varsovie, par exemple, les militants de Robotnik diffusaient un texte au titre significatif : « Il est temps de commencer à se diviser. » L'auteur, Jan Litynski (20) y écrivait : « L'étape durant laquelle on pouvait réaliser les buts du syndicat en manifestant notre unité et en recourant à la grève est derrière nous. Les tâches sont devenues beaucoup plus compliquées et, parmi les syndicalistes, nous voyons apparaître non seulement des différences idéologiques mais également des différences d'intérêts. (...) Nous avons besoin de programmes d'ensemble qui éclairent les diverses propositions et leurs conséquences. »

La complexité des tâches auxquelles le syndicat est déjà confronté exige des militants une élaboration collective autour de choix stratégiques communs. Et là où de tels cadres ne naissent pas spontanément, il arrive que la direction du syndicat tente de les susciter. Ainsi, à Gorzow, dans l'ouest du pays, où la direction régionale a été élue sur la base de la confiance individuelle, le présidium a nommé cinq groupes indépendants, où l'on retrouve les militants les plus actifs, pour qu'ils élaborent cinq projets de programmes alternatifs en vue du Congrès national. Ainsi, les militants de la région de Gorzow pourront se prononcer en connaissance de cause. ■

Cyril SMUGA,  
Paul BOTTERMAN,  
8 juillet 1981.

18. Selon Jaroslaw Szczepanski, « Etat de préparation à la prise de pouvoir », in *Solidarnosc Rzeszowska*, bulletin syndical de la région de Rzeszow, numéro 10, du 9 avril 1981.

19. Lire à ce sujet le reportage de Paul Botterman dans *Rouge*, numéro 976, du 3 juillet 1981.

20. Jan Litynski est membre du KOR et un des fondateurs de Robotnik ; il est actuellement expert de « Solidarité » à Varsovie.

# le régime néocolonial déclenche la répression

## Déclaration du Secrétariat unifié de la IVe Internationale sur les événements du 20 juin

A la suite d'une hausse spectaculaire des prix des denrées alimentaires — que le gouvernement avait décidée dans le cadre d'une orientation économique imposée par le Fonds monétaire international (FMI) —, des manifestations populaires ont éclaté à Casablanca, Rabat et dans d'autres villes du Maroc.

Une réduction partielle des hausses, annoncée immédiatement pour éviter l'élargissement des luttes, n'a donné aucun résultat. Le 20 juin, la Confédération démocratique du travail (CDT) a pris l'initiative de lancer une grève générale. La mobilisation des travailleurs a été massive. Les petits commerçants et les artisans se sont associés à la protestation et les masses plébiennes des quartiers populaires se sont mobilisées à leur tour. Casablanca a été le théâtre d'une véritable explosion, la plus importante depuis l'Indépendance en 1956.

La réaction du régime de Hassan II a été brutale. Après une première intervention de la police visant surtout à obliger les commerçants à reprendre immédiatement leur activité, l'armée elle-même est entrée en scène, tirant sur les manifestants à bout portant, quadrillant systématiquement les quartiers et opérant des arrestations massives. Le bilan n'est pas encore clairement établi ; mais ce sont sans aucun doute plusieurs centaines de personnes qui ont été tuées et le nombre des arrestations, aussi bien à Casablanca que dans d'autres villes, est encore plus élevé. Les dirigeants de la CDT et des dirigeants de l'Union socialiste des forces populaires (USFP) ont également été emprisonnés. Le régime a renouvelé ainsi ses traditions de répression féroce de mars 1956.

Les événements du 20 juin sont l'aboutissement d'une crise sociale et politique qui, amorcée depuis 1978, a amené à plusieurs grèves générales en 1979 et a été caractérisée par d'autres vagues de grèves dans toute une série de secteurs importants au cours des années suivantes. Cette crise exprime une tendance plus générale qui marque également les autres pays du Maghreb, comme l'ont démontré les événements de janvier 1978 et les luttes des dernières années en Tunisie, ainsi que les conflits qui ont éclaté à plusieurs reprises et à différents niveaux en Algérie. A partir de la deuxième moitié des années 1960 et dans la première moitié des années 1970, à la suite d'un développement économique et industriel relatif, la classe ouvrière a acquis un poids spécifique plus grand et est devenue de plus en plus consciente de son rôle social et de sa for-

ce. Le mouvement syndical s'est considérablement renforcé, soit par une revitalisation des organisations existantes, soit par la formation d'organisations nouvelles.

La crise économique internationale frappe de plein fouet les économies des pays du Maghreb aussi. Au Maroc, cela se traduit par une chute des exportations (textiles, phosphates, etc.) et par la faillite aussi bien du plan économique que du plan triennal de remplacement. L'endettement vis-à-vis des pays et des institutions internationales impérialistes est devenu de plus en plus écrasant. Le régime n'a eu qu'un choix pour chercher à se tirer d'affaire : imposer une politique d'austérité drastique. C'est justement la mise en œuvre d'une telle politique qui a provoqué les vagues de grèves successives et finalement l'explosion du 20 juin.

La classe ouvrière ne s'est pas trouvée isolée dans son combat. Le mouvement étudiant a connu une remontée après des années de stagnation : la grève universitaire du mois de février dernier en a été la manifestation la plus spectaculaire. A l'occasion des événements de Casablanca, ont participé activement à la lutte les masses plébiennes des quartiers populaires, constamment grossies par l'exode rural et composées dans leur écrasante majorité de jeunes qui se voient condamnés à une existence misérable et sans perspectives.

Cette situation sociale explosive a remis en discussion toute l'opération politique de Hassan II visant à présenter son régime comme une démocratie fondée sur le consensus national. Cette opération avait connu un succès incontestable dans la première période de la guerre au Sahara, lorsque la « marche verte » avait scellé une « union sacrée » qui a été acceptée et comprise par des formations d'extrême gauche. Mais, au fur et mesure que la guerre s'enlisait, la perspective d'écrasement du Front Polisario est apparue de moins en moins crédible, les dépenses militaires ont pesé de plus en plus lourdement sur le budget de l'Etat (en dépassant même 40 % du total) et les masses populaires ont été obligées de faire les frais de l'opération, l'euphorie patriotique a disparu et la guerre est devenue une source supplémentaire de tensions sociales et politiques.

C'est pourquoi Hassan II a esquissé un tournant sur cette question brûlante. Ce tournant s'est concrétisé à l'occasion du sommet de l'OUA à Nairobi, où la délégation marocaine a proposé une solution référendaire. Il a été facilité par l'at-

titude complaisante des autres Etats africains et maghrébins, en premier lieu l'Algérie, dont les dirigeants craignent les conséquences pour la région d'une prolongation indéfinie du conflit et n'envisagent pas de gaîté de cœur une crise majeure du régime marocain qui aurait inévitablement un écho considérable dans leur propre pays.

Le fait que — de même que les staliniens du Parti populaire socialiste (PPS) — la direction de l'USFP ait cautionné la manœuvre en faisant partie de la délégation officielle à Nairobi au lendemain de la tuerie de Casablanca et de la dure répression qu'elle a subie elle-même, est une indication supplémentaire de son orientation foncièrement opportuniste, qui vise toujours le compromis avec le régime.

Pourtant, les événements du 20 juin ont démontré clairement que ce régime n'hésite pas à avoir recours aux méthodes les plus brutales pour obliger les masses à accepter une exploitation sans merci.

Il est du devoir des organisations qui se réclament du mouvement ouvrier et qui veulent défendre les intérêts des grandes masses exploitées d'opérer un tournant radical. Elles doivent rompre avec toute collaboration avec Hassan II et son régime. Elles doivent développer, organiser, coordonner les luttes des travailleurs pour assurer la défense de leur niveau de vie contre les mesures d'austérité exigées par le FMI et le gouvernement, pour imposer le respect des droits démocratiques les plus élémentaires, pour exiger la libération de tous les prisonniers politiques sans exception aucune, pour mettre un terme à la guerre du Sahara.

Dans la mesure où elles s'amplifieront, se généraliseront et obtiendront des succès, ces luttes créeront les conditions pour le renversement du régime. L'unité des organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière et des masses exploitées est une condition nécessaire pour avancer effectivement dans cette voie.

Il est du devoir du mouvement ouvrier international d'exprimer sa solidarité concrète aux masses et aux organisations marocaines frappées par la répression. Notamment, les syndicats des pays impérialistes doivent participer à cette campagne de solidarité, en exigeant que leurs gouvernements suspendent toute aide économique et militaire au régime de Hassan II. Le passé colonial et les liens néocoloniaux qui subsistent entre la France et le Maroc rendent encore plus impérative une campagne de solidarité du PS, du

PCF et de toutes les organisations syndicales françaises.

— Abrogation immédiate des hausses de prix !

— Libération immédiate de tous les syndicalistes et des militants arrêtés ! Personne ne doit rester en prison !

— Pour le retrait immédiat de l'armée et de la police des quartiers populaires !

— Liberté d'organisation sans restric-

tion aucune pour tous les partis et tous les syndicats ! Droit de grève et de manifestation !

— Indépendance des organisations syndicales et des partis ouvriers par rapport au régime !

— Pas un sou, pas une arme pour la guerre au Sahara ! Droit à l'autodétermination pour le peuple sahraoui !

— Solidarité internationale des organisations syndicales et des partis ouvriers !

— Les syndicats et les partis ouvriers français doivent exiger que le gouvernement Mitterrand-Mauroy cesse immédiatement toute aide militaire au régime néo-colonial marocain ! ■

Secrétariat unifié (SU)  
de la IVe INTERNATIONALE,  
30 juin 1981.

## ALGÉRIE

# Le mouvement berbère, point sensible de la crise du régime

**A** NOUVEAU, le mouvement berbère secoue l'Algérie. Un an après les explosions de Tizi Ouzou, contrairement aux espérances du FLN, il n'a pas été étouffé mais a continué de cheminer dans le cadre de la crise latente du régime. Ce

mouvement pour les droits culturels des Berbères s'affirme aujourd'hui comme un point focal des mobilisations contre le régime présidé par Bendjedid Chadli.

René MASSIGNON

A l'occasion du 19 mai, commémoration de la Journée de l'étudiant, de nombreux meetings se sont tenus dans les facultés algériennes : Annaba, Alger, Bejaïa, Oran, etc. Devant l'affluence qu'ont connue ces meetings et prenant certainement la mesure de la tension sociale qui couvait depuis quelques semaines, le régime algérien a pris l'initiative de monter des provocations et de lancer une répression systématique. La meilleure couverture ne pouvait être que les Frères musulmans (extrême droite intégriste islamique) ; la recrudescence de leurs exactions depuis un an permettait cette confusion. C'est affublés de cette étiquette que des nervis du FLN (1) ont attaqué les étudiants à Alger et Annaba. Ailleurs, à Bejaïa, Oran, ce sont directement les CNS (brigades de choc locales) qui ont réprimé.

Saisissant le prétexte des affrontements qui s'en sont suivis, le gouvernement a arrêté de nombreuses personnes, notamment des militants actifs de divers collectifs culturels d'université. Aujourd'hui, ce sont plus de 25 personnes qui ont été emprisonnées ou ont disparu. Le bruit court à Alger que deux d'entre elles auraient été jugées à la sauvette. Les manifestations de solidarité des jours suivants ont été violemment attaquées. Ainsi, la manifestation de femmes de Constantine, où plusieurs dizaines de femmes ont dû être hospitalisées, certaines dans un état très grave. Cela donne une idée des méthodes de Chadli. L'an dernier, c'étaient la garde à vue illimitée, les tortures, les avocats désignés d'office (2). Cette année, ce sont les disparitions, les

jugements clandestins, les emprisonnements arbitraires, les matraquages. Le mouvement ouvrier international est habitué à juger avec beaucoup d'indulgence et de modération le régime algérien, au nom d'un romantisme révolutionnaire désuet ou au nom du réalisme des bonnes relations économiques avec un partenaire important. Il doit se défaire de cette attitude et se mobiliser rapidement pour obtenir la libération des emprisonnés.

### UNE HISTOIRE VOLEE

Les deux explosions de Tizi-Ouzou l'an dernier et de la Petite-Kabylie cette année sapent les structures mêmes de l'Etat algérien. Elles révèlent l'extrême fragilité de l'édifice mis en place par Boumediène lors du coup d'Etat de 1965 et des années qui ont suivi, et le caractère préfabriqué et artificiel de l'unité nationale algérienne.

Mais le jacobinisme, calqué sur le modèle français et le centralisme outrancier ne datent pas d'hier. La façon dont le PPA (3) — dans sa lutte contre la France — a liquidé le problème berbère en 1949, puis l'action du FLN à l'Indépendance en 1963 (liquidation des officiers supérieurs kabyles) montreront leur incompréhension totale de l'identité kabylienne ainsi que le centralisme arabo-centré de ce courant.

A l'Indépendance même, tout va échouer dès le départ ! L'arabisation est conçue comme une obligation pour toute scolarisation et le berbère, parlé par 2 ou 3 millions de personnes, n'aura aucun statut ; on ne lui reconnaîtra aucune spécificité. Dans le feu de la construction rapide d'un Etat unifié algérien, la diversi-

té culturelle et linguistique n'est pas imaginée et le FLN dans sa période révolutionnaire ne la concevra que comme une action rétrograde (4). Il faut dire que le legs de la colonisation française n'était guère encourageant : les Berbères avaient toujours été un prétexte de division coloniale en Algérie comme au Maroc (5).

C'est pourquoi, face à la répression, au manque d'intérêt et au mépris de l'essentiel des forces politiques arabes, la revendication culturelle berbère mettra 15 ans à resurgir. C'est pourquoi aussi, enfermée dans le carcan de l'Etat national algérien, il faudra la mort de Boumediène, et la fin du compromis qu'il représentait encore, pour qu'elle explose.

Un catalyseur infime aura suffi en mars 1980 pour déclencher les plus grandes manifestations populaires de l'Algérie de l'après-Boumediène : l'interdiction d'une conférence sur la poésie berbère.

Si les mobilisations qui ont touché tous les villages de la vallée de la Soumman en Petite-Kabylie sont directement le

1. Les étudiants ont fait la preuve de cette provocation en montrant des cartes du FLN prises aux membres du commando.

2. Lors des procès de juin 1980, l'avocat commis d'office pour défendre certains Berbères a été Me Djender, celui qui avait réclamer la tête du leader kabyle Aït Ahmed en 1963.

3. Ancêtre du FLN.

4. Même dans le programme le plus avancé de la révolution algérienne, le Programme de Tripoli publié en 1962, les « cultures populaires » n'étaient vues que sous l'angle des « valeurs arabo-musulmanes ».

5. L'école berbère au Maroc fut créée dans le seul but d'affaiblir le mouvement national marocain en promouvant des cadres sous la coupe de la France.

produit du développement et de la maturation du mouvement berbère depuis l'année dernière, mai 1981 a montré une maturité plus grande et un élargissement des revendications.

Tout d'abord, le mouvement a explicité ses revendications lors de la tenue l'été dernier d'un colloque connu sous le nom de Colloque de Yakouren, et qui a débouché sur un manifeste assez radical.

Ce manifeste reprend et amplifie les principales revendications culturelles du mouvement :

— liberté d'opinion et d'expression ;

— reconnaissance officielle du berbère et de l'arabe populaire comme langues nationales et enseignement à tous les niveaux ;

— extension des émissions en arabe populaire et en berbère à la radio comme à la télévision (6).

Depuis plusieurs mois aussi, un réseau important de comités de soutien et de collectifs culturels s'est constitué dans de nombreuses villes. Il se charge de populariser la lutte des Berbères et lie cette lutte à celle pour les droits démocratiques. Contrairement à la propagande d'*El Moudjahid*, le mouvement berbère n'est absolument pas pour lui « un prétexte », mais au contraire un puissant moteur dans la lutte démocratique. Son activité a suscité des actions dures et radicalisées depuis plusieurs mois. Il a aussi organisé des manifestations, des conférences, des meetings, des pétitions : le 15 mars, grève générale à Tizi Ouzou ; le 19 avril, meeting de 50 000 personnes sur le campus Oued Aïssi ; le 20 avril, débat à Alger avec Kateb Yacine (environ 2 000 personnes) ; le 8 mai, demande de création d'une association culturelle à l'initiative des écrivains berbères (Kateb Yacine et Mouloud Mammeri) ; le 19 mai, meeting et spectacle culturel qui intégraient la dimension berbère à l'occasion de la commémoration de la Journée de l'étudiant.

L'allergie du FNL à toute forme d'opposition au régime du parti unique pousse nécessairement les femmes, les étudiants, les travailleurs à l'unité contre l'absolutisme de l'Etat algérien. Ainsi, dans tous les secteurs, les militants ne se réclamant pas ou n'appartenant pas au FNL sont exclus des associations auxquelles ils appartenaient. L'article 120 oblige tout responsable syndical dans l'UGTA à être membre du FLN. De même, dans l'Union nationale des femmes algériennes, une dirigeante de cette association — pourtant très normalisée — a été exclue en mars 1981, car elle était soupçonnée d'appartenir au PAGS (PC algérien).

## UNE MOBILISATION RADICALE

Le phénomène qui inquiète le plus le régime est la combinaison accentuée des revendications sociales et culturelles en Kabylie. Ce mouvement, qui a fait preuve à la fois d'une volonté d'expression autonome impressionnante, d'une cohésion totale et d'une spécificité culturelle irréductible, n'a pour l'instant aucune tentation séparatiste. Dès lors, il débouche nécessairement sur une lutte contre l'Etat, dont le caractère est directement social et non particulariste ou confusément nationaliste.

Aux revendications culturelles se sont ajoutées des revendications diverses. A Gileli, c'est sur des problèmes de logement que les habitants se sont révoltés : le maire de la ville les attribuait à ses amis (il faut dire que Gileli est au bord de la mer !). A Bejaia, c'est pour la libéra-

## DOCUMENT

### LETTRE OUVERTE AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, SECRÉTAIRE DU FLN

Monsieur le Président,

Cette lettre que nous vous faisons parvenir se veut l'action par laquelle nous vous faisons prendre acte des mesures dont nous avons été l'objet, de la procédure qu'elles ont engagé et de l'extrême préoccupation que suscite en nous la totale incompréhension de ce qui motive ces mesures.

Le 19 mai 1981, à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de l'étudiant à l'Université d'Alger, un groupe d'individus dits « Baathistes », se réclamant du FLN, et notamment connus à l'Université pour leurs agressions répétées, se sont attaqués à la masse des étudiants, dans l'enceinte de la faculté centrale, provoquant ainsi délibérément un incident qui a amené à l'évacuation des lieux par les forces de l'ordre. Cet incident et la présence des forces de l'ordre à l'intérieur des salles de travail n'ont pas empêché les étudiants de se présenter normalement à leurs cours dès le mercredi 20. Interpellés le samedi 23 mai 1981, officiellement dans le cadre de l'enquête sur l'incident du 19 mai, nous avons été retenus pendant 192 heures en garde à vue avant d'être placés sous mandat de dépôt sur les chefs d'inculpation suivants :

- atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat ;
- atteinte à l'unité nationale ;
- constitution de « collectifs » à caractère subversif ;
- association de malfaiteurs ;
- rédaction, détention et diffusion de tracts et de documents à caractère séditionnel ;
- destruction de biens de l'Etat ;
- port d'armes prohibées.

Monsieur le Président,

Nous tenons, devant cette situation, à vous transmettre toutes nos interrogations concernant l'instruction de cette affaire, interrogations suscitées par la discordance et l'incompatibilité manifestes entre l'objet de l'enquête et les incriminations proposées à l'instruction.

Il nous apparaît, Monsieur le Président, et le fait est indéniable, que l'objet de l'enquête était l'incident du 19 mai, alors que les principales incriminations relèvent du délit d'opinion. A ce titre, nous rejetons ces incriminations ainsi que les autres.

En plus de nous troubler profondément, et Votre Excellence le comprendra, ces surprenants résultats de l'enquête, au vu de son objet, nous laissent sceptiques quant à son impartialité et à sa cohérence. Notre scepticisme est d'autant plus justifié que, d'une part, se trouvent parmi nous des étudiants, et d'autre part, qu'aucun des agresseurs n'a été interpellé. Compte tenu de ce qui précède, nous considérons notre détention comme injustifiée et arbitraire.

Monsieur le Président, nous estimons avoir par cette lettre accompli notre mission d'information auprès de votre Haute Instance, sur ce qui engage l'avenir de la démocratie dans notre pays.

Signataires : *Ourad Méziane, Mames Lakhder, Bacha Mustapha, Balahouane Rabah, Zeggane Omar, Kaci Rachid, Ihaddadene Ali, Ihaddadene Hachimi, Ait-Larbi Arezki, Hamouda Abderezak, Bencheirh Mohan Ameziane, Akeb Cherif, Iaksi Mokrane, Benkhemou Mustapha, Ben Ramdane Rezki, Boukrif Salah, Bouchema Rachid, Fellag Mouloud, El-Kadi Ihsene, Lahmar Messaoud, Houati Agdenour.*

MAISON D'ARRET D'EL-HARRACH

Le 6 juin 1981.

6. La tradition berbère est essentiellement orale, et la poésie est quasiment le seul support écrit.

tion d'emprisonnés que les manifestations ont eu lieu. Ailleurs, c'est sur la vie chère, l'insuffisance des moyens de transports. Dans les facultés, c'est pour l'obtention d'un syndicat indépendant et démocratique. Dans les lycées, pour le droit d'expression. C'est cette jonction des revendications avec des problèmes sociaux qui met en difficulté les principales forces politiques algériennes d'opposition : elles n'arrivent pas à saisir l'unité du mouvement et à y répondre convenablement.

## TRIBUNAL POPULAIRE CONTRE LES « HONDA »

Le PAGS choisit quant à lui le soutien pur et simple au gouvernement et joue le jeu de la Charte culturelle. Le récent voyage de Bendjedid Chadli à Moscou, peu après les affrontements du 19 mai, a été l'occasion pour le PAGS de célébrer sont « anti-impérialisme » et son « non-alignement », sans prendre la moindre distance vis-à-vis de la politique d'oppression culturelle et linguistique du régime à l'égard des Berbères. Le PAGS est relayé en France par le PCF qui explique qu'« il ne fait aucun doute que ce mécontentement est exploité par un certain nombre de groupuscules extrémistes de droite et de "gauche trotskystes" » (7). Avec de telles prises de positions, le PCF ne fait que franchir une étape supplémentaire dans sa politique de négociation des droits de l'immigration, en se coupant irrémédiablement de 50 % des Algériens en France qui sont Kabyles.

Autre parti d'opposition, le PRS de Mohamed Boudiaf, qui pouvait espérer récupérer une partie de l'opposition au FLN. Il a échoué, car il a systématiquement refusé de soutenir les revendications berbères, réduisant celles-ci à des revendications démocratiques pures et simples. En réalité, aucune des forces d'opposition issues du FLN ou voulant composer avec lui ne peut espérer chevaucher cette montée sociale en Kabylie et ailleurs.

Par contre, un développement des organisations berbéristes est parallèle à cette maturation. C'est le cas, en particulier, du Front des forces socialistes, du vieux leader kabyle Aït Ahmed, organisation nationaliste bourgeoise qui garde de profondes racines historiques avec la région. Comme vieille opposition au FLN, le FFS bénéficie le premier de la radicalisation, et cela quelles que soient ses positions de l'heure. Son renforcement donne une structuration plus profonde au mouvement ; mais, en dépit de ses tentatives de l'inciter à la prudence, il n'arrive pas à canaliser les explosions qui donnent naissance à des formes d'auto-organisation importantes et spontanées.

Déjà l'an dernier, les mobilisations avaient montré une capacité d'auto-organisation sans précédent des travailleurs de Tizi Ouzou. Les travailleurs de la totalité des entreprises s'étaient rapidement coordonnés en Comité de coordination populaire (Sonelec, Sonitex, secteurs sanitaires, lycée, communauté universitaire, EFP, SNLB) ; ils avaient

## Appel du Collectif femmes d'Alger

Le Collectif de femmes a obtenu le droit de réunion et d'affichage. Rappelons que le Recteur a garanti ces droits. Qu'en est-il aujourd'hui ? Aujourd'hui ce droit est remis en question. En effet, toute assemblée générale est interdite, toute réunion est interdite, tout affichage et activités culturelles sont interdits.

Ces mesures arbitraires visent en réalité à détruire toute expression et regroupement démocratique.

Aussi, sous prétexte des incidents survenus le 19 mai 1981 à l'Université d'Alger, à la suite de provocations d'éléments armés non inquiétés par les forces de l'ordre, jusqu'à présent la police a pris possession de l'Université.

En effet, le 19 mai : quadrillage par les CNS. Le 20 mai : pour la première fois depuis 1971, les CNS sont rentrés en force à l'intérieur de l'Université. Depuis lors, contrôles des cartes dans l'enceinte universitaire, arrestations et interpellations arbitraires d'étudiants, d'enseignants et de médecins.

Ces arrestations sont d'autant plus arbitraires que ces personnes sont parmi celles qui ont été agressées, à moins que leur seul crime ne soit d'avoir lutté pour les libertés démocratiques.

Ainsi, au nom de l'ordre et de la sécurité, la répression s'est installée. C'est pourquoi nous, Collectif de femmes, exigeons :

- le retrait immédiat des forces de l'ordre de l'Université ;
- la libération immédiate et inconditionnelle des détenus ;
- l'annulation des décisions récentes du Conseil de l'Université, interdisant toute réunion et affichage.

Afin que nous nous réappropriions l'Université, afin que toutes les formes d'expression continuent à se manifester, nous appelons toutes les femmes à participer à la journée pacifique anti-répression, en se regroupant le dimanche 31 mai devant la faculté centrale à 10 heures.

LE COLLECTIF DE FEMMES  
Alger, jeudi 28 mai 1981.

occupé leurs lieux de travail et publié des déclarations communes avant d'affronter la police et l'armée.

Ces derniers mois, les comités de base se sont multipliés dans les usines de Kabylie. A Bejaïa, les travailleurs ont tenu un tribunal populaire et ont jugé le procureur de la ville à cause de ses privilèges. Ils l'ont condamné à brûler sa Honda. Des dizaines de nouvelles voitures Honda, réservées aux cadres du parti unique, ont ainsi été détruites dans de nombreux villages. Ailleurs, des assemblées populaires ont été constituées et se sont attaquées aux symboles du parti unique : siège de la *willaya*, siège de la *daira*, locaux, emblèmes, statues, archives qui ont été pillées et brûlées. Dans la quasi-totalité des villages de la Soummam, la solidarité contre le pouvoir a été totale ! On imagine aisément qu'aucun parti réformiste bourgeois ne peut espérer contrôler ce mouvement, et cherchera plutôt à le museler dès que possible.

Seule une organisation révolutionnaire, intervenant comme une avant-garde politique reconnue, liant systématiquement le soutien aux droits culturels des Berbères, la lutte pour une arabisation progressive et non exclusive, et la lutte pour les libertés démocratiques, seule une telle force peut aider le mouvement dans sa lutte contre le régime.

## « L'HEURE DE LA RIGUEUR RÉVOLUTIONNAIRE »

Dans ce cadre, on comprend mieux la réaction instantanée du régime algérien et

sa volonté de couper court à toute radicalisation. Depuis la mort de Boumedienne, ses inquiétudes sont grandes de ne pouvoir contrôler la situation. L'explosion berbère de l'an dernier avait été largement utilisée pour renforcer l'unité du FLN et pour resserrer les rangs autour de Bendjedid Chadli, lors du Congrès extraordinaire de juin 1980. Mais le compromis scellé sur la question berbère peut exploser sur cette même question. Beaucoup de fractions du FLN n'ont pas renoncé à imposer leurs vues. Elles espèrent tirer profit de la situation pour renforcer leur position dans le parti, où jouent encore les influences de clans, de tendances ou les liens avec tel ou tel secteur (l'armée, l'appareil du parti, etc.). Il n'est pas impossible que, lors des récents événements, les décisions de réprimer n'aient été prises que par certains membres et non par l'ensemble du Bureau politique. L'an dernier déjà, le commandant de la garnison de Tizi Ouzou avait été remplacé pour avoir mal réagi. Les éléments durs, tel Yahiaoui, le secrétaire du Parti, jouent le jeu d'une arabisation à outrance et poussent en avant les Frères musulmans pour justifier la répression. Les éléments bourgeois libéraux trouvent là une justification de leur perspective de « démocratisation nécessaire » ; ce qui signifie pour eux éliminer au maximum les contraintes de la bureaucratie dans l'économie, mais certainement pas soutenir les droits du mouvement des masses. Quant à Bendjedid Chadli, il oscille entre les deux.

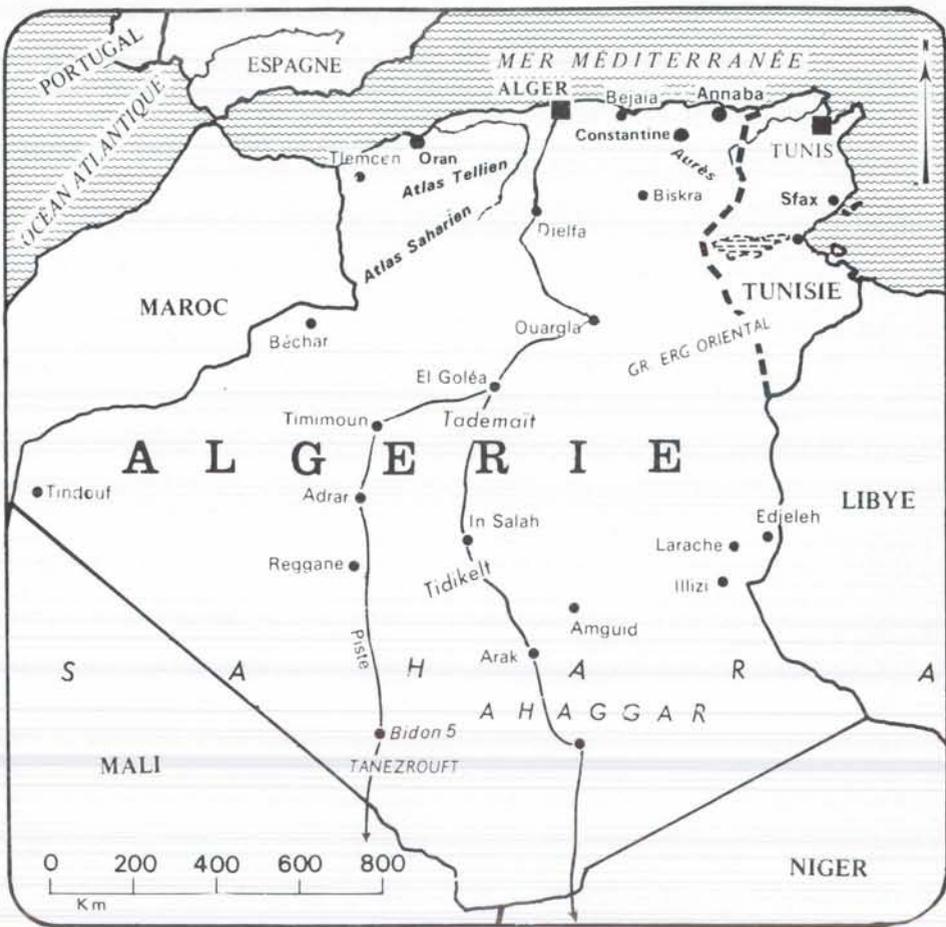
7. L'Humanité, 6 juin 1981.

Il a tenté depuis le début de l'année une offensive idéologique autour d'un « vaste débat sur une Charte culturelle ». Evidemment, personne n'a emboîté le pas, alors que la diffusion du manifeste de Yakouren est toujours interdite et que la chaire d'enseignement du berbère n'est toujours pas rétablie à Alger en dépit des promesses. Il est donc passé à la répression ouverte et à la propagande la plus réactionnaire (8). L'éditorial de *Révolution africaine* (organe du FLN) du 19 mai 1980 résume clairement l'attitude que prendra le gouvernement : « *Tenter de porter atteinte à l'unité nationale ... c'est vouloir faire le jeu de ceux qui, à l'intérieur comme à l'extérieur, agissent pour déstabiliser le pays, frapper son régime, son Parti, la Révolution. C'est pourquoi nous affirmons, au lendemain des événements de la semaine dernière, que l'heure de la rigueur révolutionnaire et, s'il le faut, de la violence révolutionnaire, a sonné.* »

Pourtant, la répression, si elle a été violente à certains endroits, délaisse momentanément le mouvement berbère en tant que tel. Bendjedid Chadli espère le contourner et frapper de manière sélective. Comprenant parfaitement la jonction qui se crée de plus en plus entre les mobilisations berbères et celles des autres secteurs, il espère diviser et accréditer l'idée qu'il y a « d'un côté un problème réel, et de l'autre des agents qui exploitent la situation et veulent détourner le processus de son cours normal ». En réalité, c'est l'avant-garde qui est aujourd'hui frappée en Algérie ; celle qui pourrait dégager les éléments d'une alternative au régime. La répression de celle-ci n'étant qu'une étape, qu'un test avant celle du mouvement lui-même ! Cela, tous les Algériens, Berbères ou non, et le mouvement ouvrier international, doivent le comprendre rapidement. Et l'espoir de gagner du temps ne peut pas être un argument contre l'organisation d'une campagne de soutien aux emprisonnés en Algérie. ■

René MASSIGNON  
23 juin 1981

8. Cela ne passe pas facilement et l'UNJA, qui était aux avant-postes de la discussion sur la Charte culturelle, a connu des débats houleux ces derniers jours et beaucoup de mal pour se mettre d'accord.



Copyright ATLASCO

# Quatrième Internationale

## SOMMAIRE

EDITORIAL :	
L'élection de Mitterrand .....	3
Daniel Bensaïd - Les thèses du Comité international : trotskysme "orthodoxe" ou mythologie sectaire ? .....	11
Manuel Aguilar Mora - Echec du nationalisme bourgeois au Mexique .....	31
Oliver MacDonald - Pologne : regards sur la révolution politique .....	49
Franco Turigliatto - Forces et faiblesses de l'avant-garde ouvrière en Italie .....	59
Claude Gabriel - Y a-t-il un "modèle de partis léninistes" en Afrique noire ? .....	71
Livio Maitan - Réponse à trois questions posées par le camarade Petr Uhl .....	79
ARCHIVES DU MARXISME :	
Wang Fan-hsi - Un communiste chinois à Moscou (1927-1929) .....	89
NOTES DE LECTURE :	
Julij Martov : <i>Bolscevismo mondiale</i> ; Coyoacan, revista marxista latinoamericana; Ian Gough : <i>The Politic Economy of the Welfare State</i> .....	102

juillet-août-septembre 1981

3<sup>e</sup> série / n° 5

